



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2021

www.ca-briepicardie.fr | www.ca-briepicardie.com

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie compte au 30 juin 2021 :

- 209 agences de Proximité
- 1 agence Gestion de la Relation à Distance
- 2 agences Crédit Agricole En Ligne
- 4 agences Courtiers
- 1 agence Habitat à distance
- 4 agences Banque Privée
- 5 Centres d'Affaires Entreprises
- 3 agences Collectivités Publiques
- 3 agences Promotion Immobilière
- 2 pôles Institutionnels et Associations
- 3 équipes de conseillers mobiles Assurances Agriculteurs et Professionnels
- 1 plateforme Front Office Assurances Agriculteurs et Professionnels
- 1 plateforme Allocation d'Actifs et Gestion Conseillée
- 1 Banque d'Affaires
- 1 agence Evènements de la Vie

- 85 Caisses Locales
- 19 Administrateurs de la Caisse Régionale
- 903 Administrateurs de caisses locales
- Près de 410 000 Sociétaires

- Près de 1,1 million de clients

SOMMAIRE

1.	Examen de la situation financière et du résultat au 30 juin 2021	4
1.1	La situation économique	5
1.1.1	Environnement économique et financier global	5
1.1.2	Environnement local et positionnement de la CR sur son marché	7
1.1.3	Activité de la Caisse Régionale au cours de l'exercice	10
1.1.4	Les faits marquants	10
1.2	Analyse des comptes consolidés	11
1.2.1	Présentation du groupe de la Caisse Régionale	11
1.2.2	Contribution des entités du groupe de la Caisse Régionale	11
1.2.3	Résultat consolidé	11
1.2.4	Bilan consolidé et variations des capitaux propres	12
1.2.5	Activité et résultat des filiales	13
1.3	Comptes Sociaux	14
1.3.1	Résultat financier sur base individuelle	14
1.3.2	Bilan et variations des capitaux propres sur base individuelle	15
1.3.3	Hors-bilan sur base individuelle	15
1.4	Capital social et sa rémunération	15
1.5	Evénements postérieurs à la clôture et perspectives pour le groupe CR	16
1.6	Informations diverses	16
1.6.1	Informations spécifiques sur les opérations réalisées dans le cadre de rachat de CCI autorisé par l'assemblée générale du 30/03/2021	16
1.6.2	Calendrier des publications des résultats	16
2.	Facteurs de risques et informations prudentielles	17
2.1	Informations prudentielles	18
2.1.1	Indicateurs clés phasés au niveau du Crédit Agricole Brie Picardie (EU KM1)	18
2.1.2	Composition et pilotage du capital	19
2.1.3	Composition et évolution des emplois pondérés	32
2.2	Facteurs de risques	33
2.2.1	Risques de crédit et de contrepartie	33
2.2.2	Risques financiers	34
2.2.3	Risques opérationnels et risques connexes	37
2.2.4	Risques liés à l'environnement dans lequel le Crédit Agricole Brie Picardie évolue	38
2.2.5	Risques liés à la stratégie et aux opérations de la Caisse Régionale	41
2.2.6	Risques liés à la structure du Groupe Crédit Agricole	43
2.3	Gestion des risques	45
2.3.1	Risques de crédit	45
2.3.2	Risques de marché	49
2.3.3	Gestion du bilan	51
2.3.4	Risques opérationnels	59
2.3.5	Risques juridiques	59
2.3.6	Risques de non-conformité	59
3.	Comptes consolidés	61
4.	Rapport des commissaires aux comptes	137
5.	Attestation du responsable de l'information financière	141
6.	Glossaire	143

1.Examen de la situation financière et du résultat au 30 juin 2021

1.1 La situation économique

1.1.1 Environnement économique et financier global

Premier semestre

A l'instar de l'année 2020, les performances économiques des grandes zones économiques ont continué, sur la première moitié de l'année 2021, d'être conditionnées par la structure des économies (poids relatifs de l'industrie et des services dont tourisme), la réponse sanitaire (diffusion de la pandémie, capacité à l'endiguer, déploiement de la vaccination) et la contre-offensive budgétaire et monétaire (ampleur des soutiens à l'activité). Les trajectoires de reprise se révèlent aussi hétérogènes que les récessions en 2020 : aux Etats-Unis en tête et à la zone euro qui résiste, s'oppose, de façon fragmentée, la majorité des pays émergents. Dès avril, le FMI a ainsi relevé sa prévision de croissance mondiale pour en 2021 (à +6% contre +5,5% lors des prévisions de janvier), et ce pour moitié en raison de la meilleure croissance anticipée aux Etats-Unis (+6,4% contre +5,1%), seul grand pays développé pour lequel le FMI prévoyait un niveau de PIB supérieur, dès fin 2022, à sa tendance d'avant-crise. Dans le monde émergent hors Chine, les prévisions de reprise étaient beaucoup plus faibles, avec un niveau d'activité en 2022 encore +6% en-dessous de son niveau anticipé avant la crise du Covid.

Aux Etats-Unis, après *The Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act* (CARES Act) de USD2200 milliards de Donald Trump, puis le plan de décembre de USD900 milliards, le plan de relance de Joe Biden (the *American Rescue Plan*) a été déployé à partir de mars pour USD1900 milliards, soit environ 9% du PIB. Les ménages, en particulier ceux à faible revenu, en ont été les grands bénéficiaires. **Dopée par les aides publiques aux revenus, la consommation des ménages s'est vigoureusement redressée : avec une hausse de +10,7% en rythme annualisé au premier trimestre, elle a permis au PIB américain de progresser de +6,4% en rythme annualisé.** Alors que la demande extérieure reste à la traîne, en ligne avec un reste du monde toujours en proie à la crise sanitaire (exportations -11% sous leurs niveaux pré-crise), la consommation contribue pour 7 points de pourcentage à la croissance. Si le PIB demeure inférieur à son niveau pré-crise (de +0,9% par rapport à fin 2019), la consommation des ménages a quasiment récupéré ses pertes : le consommateur a dépensé en biens (+12,5% par rapport au niveau de pré-crise) ce qu'il n'a pas dépensé en services (-5,7%). Les enquêtes confirment la vigueur de la reprise américaine. En juin, **tant le taux de chômage (à 5,9%) que le nombre de chômeurs (à 9,5 millions) se sont quasiment stabilisés** à un niveau bien inférieur au point haut d'avril 2020 (respectivement 14,8% et 23,1 millions), mais restent supérieurs aux niveaux pré-crise (3,5% et 5,7 millions) de février 2020. De même, le taux de participation (61,6% en juin) s'est redressé par rapport au creux d'avril 2020 (60,2%) mais reste inférieur à son niveau pré-crise (63,4%).

Simultanément, **l'inflation sous-jacente** (prix à la consommation hors énergie et produits alimentaires) **s'est redressée (à 3,8% contre 1,4% en janvier) mais reste inférieure à l'inflation totale, passée de 1,4% sur un an en janvier à 5% en mai**, le plus haut niveau depuis le pic de 5,4% d'août 2008. Cette accélération rapide résulte de la combinaison de plusieurs facteurs. Aux effets de base s'ajoutent de fortes hausses des prix des matières premières et des goulots d'étranglement temporaires dans un contexte de fort rebond de la consommation des ménages, soutenue par des aides financières substantielles et par une épargne élevée. Par ailleurs, la réouverture de l'économie engendre des pressions sur les prix dans les secteurs directement impactés par la pandémie (hôtellerie, transport aérien et automobile), alors même que l'offre demeure restreinte au sortir de la crise. On observe enfin deux facteurs spécifiques : d'une part, la hausse des prix des véhicules d'occasion (+30% en mai sur un an) qui s'explique elle-même en partie par les mesures de soutien à la consommation qui devraient continuer d'impacter le taux d'inflation jusqu'au début 2022 et, d'autre part, la hausse des prix des maisons existantes (19% en avril sur un an) qui devrait pousser la composante "loyer équivalent propriétaires" vers le haut entre le troisième trimestre 2021 et fin 2022.

La zone euro a bien résisté aux dernières phases de confinement. Les effets négatifs se sont limités aux secteurs faisant l'objet de mesures de restriction ciblées, et la reprise précoce par rapport à d'autres zones a permis une réactivation rapide de son secteur manufacturier. Le repli de la croissance au premier trimestre a été limité (-0,3%) et moins marqué qu'au dernier trimestre de 2020 (-0,6%). Au premier trimestre, le PIB a révélé une meilleure convergence intra-zone des performances (à l'exception de l'Espagne), la consommation privée freinant encore la croissance, et l'investissement restant performant, tout comme les échanges commerciaux, en dépit d'une contribution à la croissance légèrement positive. La bonne surprise est venue du dynamisme de l'investissement productif, soutenu par la vigueur de la demande de biens manufacturés mais aussi par les fonds européens du plan de relance : bien que non encore versés, ils ont pu être anticipés par les Etats et des projets d'investissement ont pu être débloqués, via les budgets nationaux. Si l'investissement a presque pleinement récupéré dans les grandes économies de la zone à l'exception de l'Espagne, le PIB est encore de -5,1% inférieur au niveau pré-crise, du fait principalement du retard de la consommation privée (-9,5%).

Au vu notamment des enquêtes, les perspectives sont favorables : la vigueur de la reprise du cycle manufacturier mondial crée un cercle vertueux de demande pour les biens d'investissement dont profitent les producteurs européens. Les tensions croissantes signalées par les producteurs de la zone euro sur leurs équipements sont de bon augure pour le maintien d'une demande soutenue pour le secteur. Selon les enquêtes auprès des industriels, la demande n'est plus un facteur contraignant la production : la demande de biens de consommation demeure dynamique, tirée par les biens de consommation durable, et bénéficiant ainsi à la production d'équipements électriques et électroniques. Bien que la demande étrangère soit soutenue et la demande interne à la zone attendue en hausse, l'activité dans l'industrie restera encore perturbée dans les prochains mois par la résorption de stocks importants et par les difficultés d'approvisionnement en matières premières et en biens intermédiaires. D'autres facteurs risquent aussi de perturber les débouchés de la production, notamment l'acheminement des exportations du fait des perturbations dans le fret maritime. Dans les services, les enquêtes signalent un retour à l'expansion de l'activité dès les premières phases du dé-confinement. Nous prévoyons une croissance positive du PIB au deuxième trimestre (+1,3%) tirée par une contribution très positive de la consommation. **Les pressions haussières (prix des matières premières, effets de base) ont conduit à un redressement de l'inflation totale** (passée de +0,9% sur un an en janvier à +1,9% en juin) **mais ont épargné l'inflation sous-jacente** (+0,9% sur un an en juin).

Le cap accommodant des politiques monétaires a été maintenu tant par la Réserve Fédérale que par, évidemment, la BCE.

Aux Etats-Unis, en début d'année, J. Powell insistait sur la situation toujours très dégradée du marché du travail et la faiblesse du taux d'emploi par rapport à son niveau pré-crise. Le stimulus budgétaire et la reprise économique étaient certes susceptibles de se traduire par une inflation plus élevée mais temporaire (désinflation structurelle, sous-emploi élevé, ancrage des anticipations d'inflation). L'emploi et l'inflation, tous deux encore éloignés de leurs cibles, justifiaient le maintien d'une politique monétaire durablement accommodante (achats d'actifs au rythme mensuel de USD120 milliards, fourchette-cible du taux des Fed Funds à [0-0,25%]). Sa stratégie de ciblage de l'inflation (2% en moyenne) couplée à l'expérience de la gestion des crises antérieures encourageait la Fed à ne pas se précipiter. C'est seulement lors de la réunion du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) des 15 et 16 juin, qu'est intervenue la première inflexion qui consistait uniquement en une hausse des prévisions des taux

des Fed Funds¹ couplée à une révision à la hausse des prévisions de croissance et d'inflation². Les pressions inflationnistes sont plus élevées mais toujours estimées transitoires (forte demande dans le sillage de la réouverture de l'économie, goulots d'étranglement dans l'industrie plus importants qu'anticipé).

En **zone euro**, si la BCE a révisé à la hausse, en juin, ses prévisions de croissance et d'inflation³, elle a confirmé l'orientation très accommodante et très flexible de sa politique monétaire. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés (à respectivement 0,00%, +0,25% et -0,50%) jusqu'à ce que « les perspectives d'inflation convergent durablement vers un niveau suffisamment proche de, mais inférieur à 2 % sur son horizon de projection, et que cette convergence se reflète de manière cohérente dans la dynamique d'inflation sous-jacente » ; achats nets d'actifs dans le cadre du PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme*, dont l'enveloppe totale est de EUR1850 milliards) au moins jusqu'à fin mars 2022 et jusqu'à ce que la crise du coronavirus soit terminée ; maintien des achats nets dans le cadre de l'APP (*Asset Purchase Programme*) à un rythme mensuel de EUR20 milliards « aussi longtemps que nécessaire pour renforcer les effets accommodants de ses taux directeurs », maintien d'une liquidité abondante par le biais des opérations de refinancement (TLTRO III).

L'évolution des marchés obligataires peut être très schématiquement scindée en deux parties : un premier trimestre enthousiaste porté par la *reflation trade*, un deuxième trimestre plus maussade rattrapé par la réalité de la pandémie.

Portés par le thème du « *reflation trade* » nourri par des perspectives de croissance et d'inflation plus soutenues, elles-mêmes alimentées des soutiens budgétaires massifs, des politiques monétaires très accommodantes, le renchérissement du prix du pétrole et des matières premières, les progrès de la vaccination et des données économiques meilleures qu'anticipé, les taux d'intérêt se sont nettement tendus aux États-Unis au premier trimestre et leur hausse s'est diffusée à la zone euro. Alors que les taux très courts restaient ancrés à un niveau très bas, les taux souverains sans risque encore faibles début janvier (10 ans américains et allemands proches de, respectivement, +0,90% et -0,60%) se sont redressés jusqu'à culminer en avril à +1,70% aux États-Unis et plus tardivement à -0,10% en mai en Allemagne. Si la Fed s'est montrée plus tolérante au durcissement des conditions financières synonyme d'amélioration des perspectives économiques, la BCE s'est empressée de signaler qu'un tel durcissement était prématuré et injustifié.

Une fois l'amélioration économique anticipée effectivement confirmée, les nouvelles du front sanitaire sont cependant venues tempérer l'enthousiasme au deuxième trimestre : apparition de nouveaux variants, reprise virulente de la pandémie dans de grands pays émergents, lenteur ou absence de déploiement des vaccins hors des grands pays développés, responsables chinois admettant la faible efficacité des vaccins produits localement. Il est apparu que la pandémie était loin d'être à son terme et continuerait de guider le rythme et la vigueur de la sortie de crise.

Aussi, après avoir bondi, les marchés obligataires ont adopté une position plus conservatrice. Début juillet, les taux à 10 ans américain (+1,30%) et allemand (-0,35%) enregistraient des hausses respectives limitées à environ +40 et +25 points de base (pb) par rapport à leurs niveaux de début

janvier. Le spread par rapport au Bund de la France (+40 pb) et de l'Italie (+110 pb) était respectivement plus large (de +15 pb) et stable par rapport au début d'année. Les marchés actions, toujours soutenus par des conditions financières accommodantes et des perspectives de croissance favorables tout au moins dans les pays avancés, s'affichaient en hausse : une progression quasiment ininterrompue au cours du premier semestre 2021 (S&P 500, Eurostoxx 50, CAC 40, respectivement, +15%, +12,5%, +15%).

Perspectives

Grâce aux progrès de la vaccination, à la normalisation progressive de la mobilité, aux plans de soutien puis de relance budgétaire, la croissance se révèle et s'annonce plus soutenue dans la plupart des pays avancés. Mais l'enthousiasme peut être tempéré par une possible résurgence de la pandémie à l'été (aux effets moindres), et il se limite au monde développé, tant l'univers émergent reste fragmenté.

Aux **États-Unis**, mesures de relance massives et progrès de la vaccination autorisant un rythme de réouverture plus rapide qu'anticipé ont permis à la croissance de se redresser significativement au premier trimestre. Notre révision à la hausse des prévisions se fonde sur un comportement de consommation plus propice à la croissance, avec des ménages disposés à puiser plus largement dans l'épargne accumulée qu'auparavant. La consommation des services, qui progresse légèrement depuis trois trimestres malgré les restrictions, devrait s'envoler dans les prochains mois, se substituant aux dépenses en biens. Notre prévision table aussi sur un investissement solide, dopé par une reprise soutenue et un niveau de confiance élevé. Le PIB devrait continuer d'accélérer au deuxième trimestre grâce aux progrès de la campagne de vaccination et à l'assouplissement des restrictions à l'activité et à la mobilité. **La croissance atteindrait ainsi un pic au deuxième trimestre (+10%), pic à partir duquel une décélération progressive se dessinerait : à +6,5% en 2021 puis à +4% en 2022⁴.** La croissance moyenne se situerait nettement au-dessus de sa tendance de long terme, une tendance vers laquelle elle convergerait fin 2022. Afin de refléter des prix de l'énergie plus élevés et des prix de l'immobilier encore hauts, mais aussi un redressement de l'inflation sous-jacente (effets de second tour, impact des plans de relance sur les comportements de consommation qui suscitent des hausses de prix très spécifiques comme celles, par exemple, des voitures d'occasion), les prévisions d'inflation ont été revues à la hausse. **Cependant, cette accélération forte (donc impressionnante) de l'inflation ne serait être que transitoire.** L'inflation totale, après un pic compris entre +4,5% et +5% jusqu'en janvier 2022, s'assagirait pour retrouver en fin d'année un rythme « normal » (inflation sous-jacente et totale à, respectivement, +2,3% et +2,1% fin 2022). Une modération des rythmes d'inflation reste notre scénario central dans les prochains mois grâce à la dissipation des effets de base et à l'ouverture de l'économie qui devrait faciliter la normalisation du déséquilibre actuel entre l'offre et la demande.

Si sa vigueur à moyen terme demeure grevée d'hypothèques, sur lesquelles il est prématuré de se prononcer, la croissance de la zone euro s'annonce plus forte en 2021. Grâce à des mesures de restriction ciblées et moins pénalisantes, à la reprise plus précoce d'autres zones réactivant leur secteur manufacturier, puis à la normalisation attendue des comportements de dépenses, mais aussi à l'allègement des contraintes

¹ Treize membres du FOMC (sur un total de dix-huit) prévoient un taux des Fed Funds en hausse jusqu'à fin 2023 (contre sept lors du précédent FOMC). La médiane des préférences des membres du FOMC se situe 50 points de base au-dessus du taux actuel, suggérant deux hausses de taux de 25 points de base chacune pour 2023 (contre aucune en mars dernier). Le consensus anticipait une progression de seulement 25 points de base.

² Les membres du FOMC ont revu leur prévision de croissance pour 2021 à 7% (contre 6,5% en mars) avec un taux de chômage inchangé à 4,5%. Le scénario pour 2022 et 2023 reste globalement inchangé avec une prévision de croissance pour 2022 maintenue à 3,3% et celle pour 2023 relevée légèrement à 2,4% contre 2,2%, toujours supérieure au taux de croissance potentiel, à 1,8%. Le taux d'inflation PCE s'établirait en moyenne à 3% cette année (contre 2,2% prévu en mars) avec une révision à la hausse de 1 point de pourcentage, à 3,4%, pour le quatrième trimestre 2021. Toutefois, la Réserve fédérale reste fidèle à son analyse selon laquelle la hausse de l'inflation à court terme devrait être transitoire, ce qui se traduit également par une prévision d'inflation affichant toujours une forte baisse en 2022 (à 2,1% aux T4-2022 et T4-2023).

³ La prévision de croissance a été portée à 4,6% en 2021 (contre 4% lors des prévisions de mars) et à 4,7% en 2022 (de 4,1%), mais pas en 2023 (2,1%) ; la BCE a également intégré la remontée récente de l'inflation (à 2% au mois de mai) en révisant ses prévisions pour 2021 de 1,5% à 1,9% et pour 2022 de 1,2% à 1,5%. La hausse de l'inflation ne serait que temporaire : cela justifie le maintien de sa prévision pour 2023 à 1,4%.

⁴ Aux États-Unis, les plans de relance en cours de discussion sur les dépenses d'infrastructures ne sont pas de nature à produire le même impact sur la croissance que les plans précédents, plus axés sur un soutien direct à la consommation des ménages et aux entreprises. Sous sa forme actuelle, le plan prévoit 579 milliards de dollars de dépenses, soit seulement une fraction du plan initial du président Joe Biden (2300 milliards de dollars) et devrait être réparti sur huit ans. Le projet de plan reste entouré d'incertitudes élevées. Il n'est actuellement pas intégré dans nos prévisions et le sera dès que la visibilité sera suffisante.

localisées pesant sur l'offre⁵, la croissance pourrait atteindre (voire excéder légèrement en raison de risques modérément haussiers, mais encore baissiers à moyen terme) +4,8% en 2021 puis +4,5% en 2022.

En France, une reprise plus durable de l'activité se dessine : une reprise portée en premier lieu par la consommation mais aussi par une croissance de l'investissement qui poursuivrait son rétablissement, soutenu par le plan de relance et des conditions financières toujours très favorables. La croissance s'établirait ainsi à +5,4% en 2021 et +4,1% en 2022. La dégradation récente de la situation sanitaire fait certes redouter de nouvelles restrictions : elles seraient circonscrites et le risque baissier entourant notre scénario semble limité. En leur absence, une sortie de crise accompagnée d'une forte désépargne des ménages pourrait même entraîner des révisions à la hausse de nos prévisions pour 2022. Par ailleurs, notre scénario retient une hausse du chômage moyen à 8,7% en 2021 (8% en 2020). Ainsi, si la reprise des embauches et les tensions localisées sur le marché du travail alimentent les craintes de retour d'une inflation durablement plus élevée aux Etats-Unis, celles-ci semblent injustifiées en France. Nous retenons une accélération limitée et temporaire de l'inflation (proche de +1,9% fin 2021 et de +1,1% fin 2022 pour des moyennes annuelles de +1,5% et +1,25%, respectivement).

Plus généralement, **le scénario esquissé pour la zone euro écarte simultanément une reprise durable et soutenue de l'inflation mais aussi une dynamique fortement déflationniste.** Les prévisions d'inflation intègrent une accélération transitoire, conduisant l'inflation totale au-dessus de la cible de 2% au cours du second semestre 2021 et du premier trimestre 2022 – avec un sommet vers novembre puisque l'inflation totale culminerait légèrement au-dessus de +3% pour une inflation sous-jacente proche de +2% – puis un fléchissement sensible et un retour confortablement sous la cible fin 2022 (autour de +1,3%).

Au sein de l'univers émergent (éclaté), la reprise est manifeste : elle s'annonce néanmoins très hétérogène, et les menaces, au sein desquelles la pandémie continue d'occuper la première place, s'amoncellent. La reprise post-Covid se découpe schématiquement en deux étapes, initiée d'abord par une impulsion extérieure, puis relayée par des facteurs domestiques. Alors que les progrès de la vaccination sont très inégaux, la croissance risque de rester freinée par les mesures de distanciation sociale, mais également par les restrictions pesant sur le tourisme, par une force de frappe budgétaire limitée et une contrainte monétaire forte : à mesure que l'inflation se renforce même si elle n'est que temporaire, elle peut conduire les banques centrales à rapidement opter pour une politique plus restrictive. Alors que le processus de désinflation est moins ancien et les anticipations d'inflation plus réactives, de nombreuses banques centrales émergentes – dont la crédibilité est plus récente – ne peuvent attendre. Enfin, en **Chine**, sous l'influence d'un recul des mesures de soutien, dont témoignent une consolidation budgétaire rapide et une décélération générale du financement, **le ralentissement devrait se poursuivre.** La croissance se révèle en outre de plus en plus déséquilibrée : à une offre très dynamique répond une demande intérieure moins soutenue, car la consommation des ménages reste pénalisée par la faiblesse du marché du travail qui suscite une remontée du taux d'épargne. Notre scénario table sur une croissance moyenne d'environ +8,5% en 2021 – un rythme élevé mais insuffisant pour stabiliser le marché du travail – puis un ralentissement vers +5,7% en 2022.

Aux États-Unis, l'accélération de la croissance et celle, supposée transitoire, de l'inflation ne font pas de l'adoption d'une politique monétaire nettement plus restrictive une urgence absolue. **Bien que le resserrement monétaire s'annonce plus précoce, il restera graduel et mesuré : tapering d'abord, hausse des taux ensuite, et pas avant 2023.** Les discussions sur un ralentissement de son programme d'achats d'actifs pourraient débiter au symposium de Jackson Hole fin août ; la réduction progressive des achats d'actifs ne devrait pas commencer avant début 2022 et, si le revirement légèrement *hawkish* de juin suggère une remontée plus rapide des taux directeurs, celle-ci serait limitée à deux premières hausses de taux de 25 points de base chacune, en 2023. À la différence de 2013, le *tapering* progressif de la Fed ne devrait pas entraîner de tempêtes sur les marchés, mais s'accompagner d'une modération des taux longs, notamment promue par la normalisation de l'inflation et l'abondance de

liquidités dans le système financier. Notre scénario retient un taux souverain à dix ans autour de +1,65% fin 2021 puis vers +1,35% fin 2022 : un niveau modéré qu'expliquent encore, outre la résorption lente de l'écart de production, la faiblesse du taux d'intérêt dit neutre, un taux inscrit sur une lourde et longue trajectoire baissière peu (voire pas) susceptible de s'inverser rapidement.

En zone euro, malgré l'amélioration des perspectives économiques et la réduction des risques, la BCE conservera une politique monétaire très accommodante au cours des prochains mois en procédant notamment à une expansion en montant et en durée du PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme*), supposé se terminer en mars 2022, jusqu'à la fin de 2022. Les taux obligataires souverains européens resteraient très bas et sont même susceptibles de s'effriter durant l'été (baisse de la volatilité, opérations de portage, annonce faite en juin par la BCE d'un rythme d'achat de titres « nettement plus élevé » prolongé jusqu'au troisième trimestre, importante liquidité du système bancaire). Notre scénario retient un taux de rendement allemand à dix ans à -0,20% fin 2021 et -0,10% fin 2022 couplé à des *spreads* des pays « non super core » encore serrés.

La réduction de l'accommodation monétaire aux États-Unis, via tout d'abord un tapering mesuré, est favorable à une appréciation du dollar elle-même modérée et moins durable que celle intervenue en 2013. Au-delà, les facteurs fondamentaux de soutien fléchissent, facteurs au titre desquels figure notamment la diversification en tendance certes et interrompue par les périodes de forte aversion au risque – des réserves de change au détriment du dollar et au profit de substituts liquides comme l'euro.

1.1.2 Environnement local et positionnement de la CR sur son marché

1.1.2.1 Pour les particuliers

La conquête : un sujet prioritaire pour la Caisse Régionale

En 2021, le Crédit Agricole Brie Picardie s'est donné pour mission de dynamiser son fonds de commerce.

Pour atteindre son objectif, la Caisse Régionale peut s'appuyer sur des leviers de conquête forts :

L'Habitat : depuis fin avril, le Crédit Agricole Brie Picardie a lancé une campagne Habitat. Avec des taux attractifs et un accompagnement au plus proche des besoins des clients, la Caisse Régionale a déjà attiré près de 5 000 prospects.

La recommandation : depuis le début d'année, le Crédit Agricole Brie Picardie comptabilise plus de 3 300 nouveaux clients par le biais de la recommandation dont plus de 500 accompagnés avec un projet habitat. Sur cette même période, la Caisse Régionale a également récompensé d'un vélo électrique 40 « supers parrains », qui ont recommandé 5 nouveaux clients ou 2 nouveaux qui ont effectué leur crédit habitat au Crédit Agricole Brie Picardie.

En ce qui concerne le dispositif de partenariat 100% digital, la Caisse Régionale comptabilise aujourd'hui plus de 40 nouveaux partenariats noués avec des entreprises, associations et Centres de Formation d'Apprentis (CFA). Ces collaborations sont une réelle opportunité pour la Caisse Régionale de soutenir le territoire. De plus, le Crédit Agricole Brie Picardie comptabilise aujourd'hui 36 nouveaux clients ayant ouvert un compte par le biais d'un de nos partenaires.

Un aspect important de la conquête pour le Crédit Agricole Brie Picardie puisque ce dispositif repose sur la confiance des clients « parrains » pour recommander leur banque et leur conseiller.

EKO / Globe Trotter : la conquête des jeunes avec EKO et Globe Trotter n'est pas en reste puisque ce sont plus de 1 723 entrées en relation qui ont été faites depuis ce début d'année.

⁵ Les tensions dans les secteurs où se sont concentrées les augmentations de la demande pendant la phase de distanciation sociale (informatique, microprocesseurs) s'estomperaient progressivement et la récupération de plusieurs secteurs encore contraints pourrait démarrer et pour certains aboutir complètement.

Au total, pour les particuliers, le Crédit Agricole Brie Picardie comptabilise plus de 25 700 entrées en relation à fin juin 2021.

Les moyens de paiement, un service toujours en croissance sur support physique et digital

Banque 100% humaine et 100% digitale, la Caisse Régionale continue son ascension dans le domaine des applications de paiement. A la faveur de la nouvelle application « Paiement mobile » lancée ce semestre, le domaine du paiement mobile connaît ainsi une progression très marquée (+159% en volume d'opérations). La perspective de pouvoir payer sans contact au-delà de la limite des 50€ sans rien sacrifier à la sécurité, ni à la confidentialité des données, semble séduire les utilisateurs, de même que la possibilité d'effectuer un virement instantané de moins de 500€ gratuitement via l'application (+185% en volume).

Concernant les cartes physiques, le parc de carte poursuit sa progression, affichant +1,7% au global. Si l'on constate une progression sur les cartes standards, dont le stock augmente de 0,6%, cette croissance est principalement portée par les cartes Premium qui engendrent une croissance de 6,9% du stock, témoin de la confiance de des clients dans les assurances cartes étendues et différenciantes.

Prêt Habitat : une année formidable pour le Crédit Agricole Brie Picardie

Avec pour objectif de dépasser les 3 milliards d'euros de financement, le crédit habitat sera un élément majeur de l'année 2021 pour la Caisse Régionale. Levier de production, de fidélisation et de conquête, les conseillers sont sur le terrain chaque jour pour apporter leur expertise et permettre aux futurs acquéreurs de mener sereinement leur projet.

Afin d'agir chaque jour dans l'intérêt de des clients, le Crédit Agricole Brie Picardie relance en 2021 la dynamique autour des primo-accédants en mettant l'accent sur l'offre Prêt Primo Zéro (PPZ). Avec un prêt jusqu'à 30 000€ à 0%, la Caisse Régionale démontre une nouvelle fois qu'elle a à cœur les intérêts de tous les clients.

Dans le même temps, le Crédit Agricole Brie Picardie continue de développer l'utilisation de l'Espace Projet Habitat, permettant aux futurs acquéreurs une plus grande autonomie, ainsi qu'un gain de temps. Le conseiller peut, de son côté, en profiter pour se concentrer sur sa valeur ajoutée : son expertise.

En misant sur l'ancrage local et l'expertise des conseillers, la Caisse Régionale fait un pari gagnant : à fin juin, le Crédit Agricole Brie Picardie atteint une production cumulée de plus de 1,5 milliard d'euros avec près de 5 000 nouvelles entrées en relation.

Crédit à la consommation : un parcours résolument 100% digital, 100% humain

Ce début d'année 2021 a été marqué par la généralisation d'un nouvel outil au sein de la Caisse Régionale : DigiConso. Il offre la possibilité aux clients de choisir le parcours qu'ils préfèrent : que ce soit 100% en ligne, 100% en agence ou un mixte des deux, les clients ont le choix.

Retravailler le parcours client, c'est également revoir le fonctionnement des offres pour toujours mieux répondre aux besoins des clients. Le Crédit Agricole Brie Picardie a ainsi revu à la hausse la durée des prêts personnels et travaux, permettant ainsi aux clients de mieux étaler leurs mensualités et mieux gérer leur budget.

Toutes ces évolutions ont permis à la Caisse Régionale un début d'année prometteur, avec une production globale de 175 millions d'euros, arrêtés à fin juin.

La préparation à la retraite : un besoin d'accompagnement personnalisé

Dans la continuité de l'année 2020, le Crédit Agricole Brie Picardie s'engage pour accompagner les clients sur le sujet de la retraite. D'abord, la mise en place d'un programme relationnel permet à la Caisse Régionale de sensibiliser les clients à la baisse de revenus au moment du passage à la retraite.

En parallèle, le Crédit Agricole Brie Picardie lance la commercialisation d'une nouvelle offre de services dédiée à la préparation à la retraite. La Caisse Régionale a noué un partenariat avec un cabinet d'expertise retraite, afin de proposer aux clients des bilans personnalisés, à tarif réduit. Désormais, les clients peuvent, accompagnés d'un expert :

- Faire une simulation 100% digitale et personnalisée de leurs droits à la retraite (date de départ, montant de la pension, ...),
- Vérifier leur relevé de carrière et détecter les erreurs grâce à un simulateur digital très performant,
- Générer des courriers automatiques à envoyer aux caisses de retraite pour faire corriger ces erreurs,
- Optimiser leur date de départ à la retraite et le montant de leur pension grâce à des conseils d'expert (rachat de trimestres, départ anticipé, cumul emploi-retraite, ...).

A l'issue de cette prestation, les clients bénéficient d'un « bilan épargne » réalisé par leur conseiller bancaire sur base des simulations faites par ce cabinet d'expertise retraite. L'occasion de mettre en place des solutions d'épargne dédiées à la retraite comme le Plan d'Epargne Retraite (PER), qui avait été lancé dans la Caisse Régionale en octobre 2019.

En 2021, la Caisse Régionale poursuit l'accompagnement des clients dans leurs moments de vie et projets à l'aide de programmes relationnels !

Un **programme relationnel** est un accompagnement multicanal conçu sur mesure pour offrir aux clients des conseils personnalisés adaptés à leurs besoins. Afin de pousser le bon message, au bon moment et sur le bon canal, des communications digitales et des appels des conseillers ont été planifiés sur une période allant de 6 mois à quelques années. De nombreux moments de vie y sont abordés, de l'entrée en vie active des jeunes à la préparation au passage à la retraite.

De janvier à juin 2021, ce sont **104 886 clients qui ont été accompagnés à travers 9 programmes relationnels** : l'acquisition d'une résidence principale (659 clients), l'entrée en vie active des jeunes (632 clients), la préparation à l'achat d'un bien immobilier (381 clients), l'entrée en relation pour les particuliers (7 107 clients) et les professionnels (976 clients), une séparation ou un divorce (479 clients), la préparation de la retraite (50 336 clients), le sociétariat (34 310 clients) et le parrainage (10 006 clients).

Zoom sur le marché des jeunes (0-30 ans)

La crise sanitaire n'aura pas épargné les jeunes, et aura eu un impact important aussi bien dans leur vie quotidienne, que dans leurs études, leurs recherches d'emploi, etc.

La Caisse Régionale, très engagée auprès des jeunes, a souhaité se mettre en ordre de marche pour les accompagner dans cette période difficile autour de 3 volets : l'emploi, l'accompagnement financier, et la solidarité.

Youzful, Une plateforme au service des jeunes pour leur orientation et leur recherche d'emploi

Déjà fortement mobilisée depuis plusieurs années pour l'emploi des jeunes, la Caisse Régionale propose depuis le tout début d'année 2021, une plateforme mobile nommée Youzful, dédiée aux principaux centres de préoccupation des jeunes : l'orientation et l'emploi.

Cette plateforme a déjà attiré plus de 27 000 jeunes sur toute la France dont 1 349 rien que sur le territoire du Crédit Agricole Brie Picardie, afin de les aider à trouver toutes les informations nécessaires pour bâtir leur avenir, rencontrer des professionnels et trouver un job près de chez eux.

Un financement accessible à tous les jeunes

Afin de les soutenir dans leurs projets et leurs études, la Caisse Régionale a souhaité apporter aux jeunes plus de souplesse et un taux compétitif à travers son offre de prêts étudiants et apprentis. En effet, un taux boosté de 0,75% est proposé depuis le 1er juin jusqu'au 30 octobre 2021 à tous les étudiants et apprentis. Par ailleurs, dès cet été, les étudiants n'ayant pas de garant pourront bénéficier d'un prêt avec garantie BPI allant jusqu'à 20 000 €, et une commission BPI prise en charge par la Caisse Régionale pour tous les prêts inférieurs à 72 mois !

Une récompense offerte à tous les diplômés

Le Crédit Agricole Brie Picardie a renouvelé pour la 3ème année consécutive une offre à destination des jeunes diplômés 2021 afin de les féliciter ! Quelques nouveautés cette année : des diplômés récompensés

cette fois dès le brevet des collèges (de 15 à 25 ans) et un cadeau sous forme de Loischèque offert à tous les diplômés pour profiter d'un moment de loisirs pour décompresser après une année tourmentée ! Quelques jours seulement après la publication des résultats, 918 heureux diplômés sont venus chercher leur cadeau en agence.

1.1.2.2 Pour les agriculteurs

Le premier semestre a connu un épisode de gel de forte intensité début avril. Cet aléa climatique a particulièrement impacté les productions arboricoles. Concernant les producteurs de betteraves, certains ont fait le choix de semer à nouveau les parcelles les plus touchées.

Le Crédit Agricole Brie Picardie confirme son soutien aux agriculteurs, en apportant des solutions adaptées à chaque situation. L'engagement de la Caisse Régionale s'est, par exemple, traduit par la poursuite de la mise en place de Prêts Garantis par l'Etat (PGE) au bénéfice des clients concernés par la crise sanitaire ou par les précédents aléas.

Depuis le mois de janvier, de nombreux cours de matières premières agricoles se situent dans un couloir de prix de bon niveau. Si cela peut profiter à certains producteurs de céréales ou de Colza, ces niveaux de prix pèsent en ce début d'année sur les filières d'élevages. Le poste des aliments achetés rogne les marges des ateliers, l'évolution des prix de vente ne compensant pas toujours ces hausses.

1.1.2.3 Pour les professionnels

Accompagner les professionnels à traverser la crise sanitaire

Lors du premier semestre 2021, les clients professionnels ont été au cœur des préoccupations du Crédit Agricole Brie Picardie. Dans la poursuite de ce que la Caisse Régionale a mis en place en 2020 dans le cadre de la crise sanitaire, elle tenait à accompagner les clients dans la transformation de leurs Prêts Garantis par l'Etat (PGE). 2 630 professionnels ont souscrit à un PGE en 2020 et c'est autant de clients à accompagner dans leur décision de rembourser ou d'amortir en crédit moyen terme. Un dispositif d'information et de conseil individuel (rendez-vous conseiller en agence, au téléphone ou en visio, simulations personnalisées) a permis de transformer à ce jour 100% des PGE arrivant à échéance dans la période.

Toujours dans un souci de soutien et d'accompagnement des professionnels, dès l'annonce des réouvertures des restaurants et commerces non-essentiels, le Crédit Agricole Brie Picardie a permis aux clients de financer leur besoins d'équipements (matériel de terrasse, équipement de cuisine...) en bénéficiant d'un différé de 3 mois pour leur permettre ainsi de reprendre leur activité sereinement.

Informier, accompagner : Le digital comme nouveau canal

La Caisse Régionale a exploité et fait bénéficier les clients du nouveau canal visio afin de les informer sur les dispositifs existants sur différents sujets : Recrutement via Youzful, installation des professions de santé, équipements d'encaissement à distance, protection etc...

Des webconférences qui ont permis de garder le lien et d'apporter de précieuses informations aux clients dans cette période.

Des clients qui apprécient l'accompagnement de la Caisse Régionale

Un sondage a été soumis aux 1 900 premiers clients dont le PGE a été transformé au premier semestre. Sur les 174 clients qui ont répondu, 99% sont satisfaits de l'accompagnement de leur banque durant la crise sanitaire, 98% sont satisfaits du dispositif de transformation PGE et 97% recommandent le Crédit Agricole Brie Picardie.

La décision au plus près du client

Pour gagner en réactivité et ainsi permettre aux clients de réaliser leurs projets, le Crédit Agricole Brie Picardie a octroyé plus de pouvoir de décision aux banquiers professionnels, sur l'ensemble des projets de financements professionnels et privés : professionnels déjà installés comme créateurs d'entreprise...

1.1.2.4 Pour les clients patrimoniaux

Une expertise Banque Privée de proximité

Avec une agence dédiée sur chacun des trois départements du territoire, la Banque Privée de la Caisse Régionale assure une relation de proximité qui s'inscrit dans la durée et s'appuie sur la puissance financière du Crédit Agricole Brie Picardie. Les banquiers privés mettent au service de leurs clients leur expertise afin de les accompagner dans la réalisation de leurs objectifs, qu'il s'agisse de transmission de patrimoine privé ou professionnel, de diversification ou de protection de leurs proches. En 2021, la structure de la Banque Privée s'est renforcée en accueillant un Ingénieur Patrimonial qui apporte un conseil global sur l'ensemble des problématiques financières, juridiques, réglementaires et fiscales, en s'appuyant sur les expertises de filiales et partenaires spécialisés du groupe Crédit Agricole.

La démarche conjointe de l'ingénieur patrimonial et du banquier privé permet de proposer une approche sur mesure et d'atteindre les objectifs de vie souhaités par le client. Dotés d'un nouvel outil, les banquiers privés ont maintenu, voire renforcé la relation avec les clients à travers des entretiens en visio-conférence.

En 2021, avec la continuité des règles sanitaires, la Caisse Régionale a capitalisé sur les 4 rendez-vous web conférences proposées à la clientèle patrimoniale sur des thèmes variés et plébiscités : Gestion Conseillée, Investissement Responsable, Personnes Protégées et Marché Immobilier, avec la possibilité de voir ou revoir ces web-conférences en mode rediffusion.

La Banque Privée continue d'accompagner des Professions Libérales dans leurs projets professionnels et patrimoniaux, notamment celui de la retraite, en organisant au 1^{er} semestre avec des experts-comptables et des banquiers privés, une web-conférence sur le thème « Bien préparer sa retraite ».

Les clients Patrimoniaux et de la Banque Privée ont pu continuer à bénéficier d'une information de qualité en recevant également la lettre d'informations trimestrielle « Regards » et en début d'année une édition spéciale sur l'épargne sous une version digitale, mise à jour selon les actualités.

Dans le domaine du Conseil en Allocation d'actifs, le Crédit Agricole Brie Picardie renforce la dynamique issue des offres de « Gestion Conseillée » (2016), « Pôle Bourse » (2017) et « Décisions Patrimoine » (2020) par la mise en place d'une nouvelle offre de « Conseil en Investissement aux personnes morales » de type holding patrimoniale. Les experts dédiés, selon les profils d'investissement, les priorités des clients et les contrats confiés, proposent soit un Conseil en Investissement en OPC pour les comptes titres et/ou les contrats de capitalisation, soit un Conseil en Investissement en actions cotées pour les comptes titres. Au travers d'entretiens réguliers, tant en agence que par visio-conférences, les clients bénéficient ainsi de conseils pour décider des orientations à prendre et pour valoriser la globalité de leur patrimoine.

1.1.2.5 Pour les entreprises

Malgré le contexte économique fortement impacté par la crise sanitaire qui se prolonge, l'activité des entreprises est restée intense. Par sa présence sur le territoire auprès des acteurs majeurs institutionnels ou entreprises, le Crédit Agricole Brie Picardie a su maintenir le climat de confiance propice à de nombreux investissements comme en témoigne l'évolution des réalisations de crédits en ce premier semestre de l'année 2021.

Soutien face à la pandémie en relayant les dispositifs gouvernementaux, seconde phase des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) ou autres Prêts Participatifs de Relance (PPR), la Caisse Régionale a aussi su répondre aux besoins immédiats des entreprises les plus exposées et accompagner les autres en capitalisant sur l'expertise pour la réalisation d'opérations complexes grâce notamment à la banque d'affaires.

Citons pour exemple les belles opérations d'Ingénierie Sociale et d'IARD réalisées en ce début d'année par des équipes dédiées ou bien encore les beaux succès de la cellule couverture de Taux et de Change nouvellement créée et déjà opérationnelle.

Proximité et Engagement restent les maîtres mots du Crédit Agricole Brie Picardie qui a su accélérer et intensifier sa progression sur le chemin de la digitalisation.

Les contraintes liées au confinement et à la distanciation ont ainsi pu être allégées et contournées par la mise en place d'outils digitaux de signature de contrats ou autres canaux de communication.

Enfin, la WEB Conférence organisée lors de ce premier semestre avec l'intervention d'Isabelle Job Bazille, cheffe économiste de Crédit Agricole SA, sur le thème des perspectives économiques après un an de crise sanitaire. Cette manifestation a rassemblé près de 150 clients.

La Caisse Régionale est particulièrement vigilante à rester proche des entreprises du territoire et à soutenir l'innovation dans un monde économique qui se transforme rapidement.

1.1.2.6 Pour les collectivités publiques et l'économie sociale

Le marché des Collectivités publiques

L'année 2021 se traduit pour le monde local par celle d'une relative entrée dans l'inconnu. D'une part, les effets de la Covid-19 et de la crise économique consécutive ne devraient pas se dissiper à court terme, leur traduction sur les dépenses sociales ou sanitaires étant appelées à perdurer : allocations individuelles de solidarité, aide aux familles en difficulté, adaptation des équipements publics, financement des évolutions d'usages induites par les circonstances telles que l'adaptation des mobilités ou le développement de l'enseignement à distance.

Les Collectivités locales abordent, dans leur globalité, ce contexte dans une situation financière favorable :

La demande de financement tant sur la partie investissement à moyen terme que sur le plan de besoin de trésorerie à court terme est très soutenue depuis le début de l'année.

Le Crédit Agricole Brie Picardie incarne le partenaire à l'écoute des besoins de l'ensemble des Collectivités locales présentes sur le territoire et maintient son rôle de financeur incontournable avec près de 146 collectivités accompagnées pour un montant de nouveaux crédits moyen long terme de 47,2 millions d'euros au 30 juin 2021.

Un acteur engagé dans l'économie sociale

Les associations

L'année 2021 pour le marché des Associations est une grande année. Sur le 1er semestre, plus de 1 000 ouvertures de comptes courants ont été comptabilisées (soit deux fois plus que l'année précédente) et la Caisse Régionale a franchi le seuil de 500 ouvertures de comptes YAPLA. La conquête se poursuit sur un très bon rythme.

Certes, de nombreuses associations ont été impactées par la crise du COVID-19 et ont été à l'arrêt. Le déconfinement de juin, relance la dynamique.

Le Crédit Agricole Brie Picardie a lancé via sa Fondation un appel d'offre : « Favorisons l'insertion des jeunes dans l'emploi ». L'objectif de cet appel à projet est d'aider les jeunes et les associations qui les accompagnent sur notre territoire.

Le logement social

Le marché des Bailleurs Sociaux est fortement orienté vers la rénovation énergétique et réhabilitation lourde des logements sociaux. Sont visés en priorité les logements de classe énergétique E, F, G du diagnostic de performance énergétique (DPE). Dans cette perspective, le Crédit Agricole Brie Picardie intervient en financement en complément des crédits octroyés dans le cadre du Plan de Relance de l'Etat.

L'activité Prêt Social Location Accession (PSLA) rencontre un franc succès et permet de financer de nouveaux acquéreurs particuliers.

Les projets BRS (Bail Réel Solidaire) commençant à être commercialisés, le Crédit Agricole Brie Picardie se positionne en tête de file pour répondre aux premières demandes de financement essentiellement localisées en Seine et Marne et sur Amiens.

1.1.3 Activité de la Caisse Régionale au cours de l'exercice

Le Crédit Agricole Brie Picardie, première banque de son territoire (Oise, Seine et Marne et Somme), réalise un niveau élevé de financements en soutien des investissements dynamiques des clients dans de nouveaux projets : Au premier semestre 2021, les financements à moyen et long termes atteignent près de 2,7 milliards d'euros (+42% par rapport au premier semestre 2020 hors PGE, +20% si on inclut les PGE). Cette progression est portée par les nouveaux financements dédiés à l'équipement des agriculteurs, professionnels, entreprises et collectivités publiques, qui représentent plus de 900 millions d'euros sur le premier semestre 2021 et affichent une hausse de 70%. Les réalisations de crédits à l'habitat dépassent 1,5 milliard d'euros réalisés au premier semestre 2021 (+29%).

En soutien aux différents acteurs du territoire, le Crédit Agricole Brie Picardie continue d'être présent. Au 30 juin 2021 et depuis le début de la crise sanitaire, la Caisse Régionale a réalisé près de 4 300 Prêts Garantis par l'Etat (PGE) pour un montant total d'environ 600 millions d'euros.

L'encours de crédit poursuit sa progression (+7,2% soit +1,8 milliard d'euros sur un an) et permet de maintenir une part de marché de 35% à fin avril 2021.

Le Crédit Agricole Brie Picardie affirme ainsi sa position de leader sur son territoire.

A fin juin 2021, l'encours de collecte bilancielle, qui permet de financer l'économie de proximité, progresse de 1,8 milliard d'euros sur un an glissant (+9,1%) et atteint 21,9 milliards d'euros. L'encours de collecte hors bilan augmente de 6,6%. Ainsi, grâce à ces progressions, l'encours de collecte globale dépasse 32,8 milliards d'euros soit une évolution de +8,3%.

Les bonnes performances en souscription d'assurance de biens et de personnes (+23 000 contrats par rapport à fin juin 2020) démontrent la qualité des contrats. Le stock de produits d'assurance atteint plus de 678 000 contrats au 30 juin 2021.

Le Crédit Agricole Brie Picardie a accueilli plus de 30 000 nouveaux clients au cours du premier semestre 2021 et comptabilise à fin juin 2021 près de 1,1 million de clients dont près de 410 000 sont sociétaires, témoignant de la pertinence du modèle mutualiste, proche du territoire et de ses acteurs.

1.1.4 Les faits marquants

Dans le cadre de la crise sanitaire, des Prêts Garantis d'Etat (PGE) ont été octroyés sur une durée d'un an. A l'issue de cette période, l'emprunteur peut :

- Rembourser le PGE
- Proroger le PGE sur une durée maximum de 6 ans (avec possibilité de différé d'amortissement d'une année).

En cas d'exercice de l'option de conversion, la durée du PGE est revue et les flux de trésorerie futurs sont ré-estimés sur la base du nouvel échéancier.

En application du paragraphe B5.4.6 d'IFRS 9 - méthode du « Catch-up », l'impact est à enregistrer immédiatement en résultat. Ainsi, au 30 juin 2021, la Caisse Régionale Brie Picardie a constaté un produit de 583 K€ au titre de la Catch-up pour les prêts PGE transformés du 01/04/2021 au 30/06/2021.

1.2 Analyse des comptes consolidés

1.2.1 Présentation du groupe de la Caisse Régionale

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie présente des comptes consolidés en appliquant les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

En accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle régionale constituée de la Caisse Régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole Brie Picardie n'a pas évolué au cours de l'année 2021.

Le Groupe est donc constitué de :

- la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie,
- **85** Caisses Locales de Crédit Agricole affiliées à la Caisse Régionale,
- la filiale SAS. Brie Picardie Expansion,
- du fonds dédié Brie Picardie Croissance,
- des FCT CA Habitat 2017, 2018, 2019 et 2020 issues des opérations de titrisation des créances habitat des Caisses Régionales du groupe Crédit Agricole réalisées en Février 2017, Avril 2018, Mai 2019 et Mars 2020 et après élimination des opérations réciproques et retraitements de consolidation aux normes IFRS.



1.2.2 Contribution des entités du groupe de la Caisse Régionale

En milliers d'€	Contribution au PNB consolidé du groupe de la CR	Contribution au résultat Brut d'exploitation consolidé du groupe de la CR	Contribution au résultat net consolidé du groupe de la CR
Caisse Régionale	325 385	154 738	110 956
Caisses Locales	1 694	1 706	808
Filiale Brie Picardie Expansion	8 626	8 619	7 430
Filiale Brie Picardie Croissance	1 490	1 490	1 105
STT CA Crédit Habitat	1 851	1 851	1 485
TOTAL	339 046	168 404	121 784

Au 30 juin 2021, la Caisse Régionale contribue à hauteur de 96,0% au PNB consolidé du groupe de la Caisse Régionale et 91,1% au résultat net consolidé du groupe de la Caisse Régionale.

1.2.3 Résultat consolidé

Montant en K€	30/06/2021	30/06/2020	Variations	
			Montants	%
PNB	339 046	253 223	85 823	33,89
Charges générales d'exploitation	- 170 642	- 165 905	4 737	2,86
Résultat brut d'exploitation	168 404	87 318	81 086	92,86
Coût du risque	- 13 012	- 20 754	- 7 742	-37,30
Résultat d'Exploitation	155 392	66 564	88 828	133,45
Résultat avant impôt	155 461	66 503	88 958	133,77
Impôt sur les bénéfices	- 33 677	- 18 344	15 333	83,59
Résultat net	121 784	48 159	73 625	152,88
Résultat net part du groupe	121 784	48 159	73 625	152,88

Au 30 juin 2021, le Produit Net Bancaire consolidé s'établit à 339 millions d'euros, en augmentation de 33,9% par rapport au 30 juin 2020. Cette augmentation est essentiellement liée au versement du dividende de la SAS Rue La Boétie au 2ème trimestre 2021 alors qu'en 2020, il n'était intervenu qu'au second semestre suite aux recommandations de la Banque Centrale Européenne dans le cadre de la crise sanitaire.

Les charges de fonctionnement nettes sont en hausse de 2,9 % par rapport au premier semestre 2020. Le Résultat Brut d'Exploitation est de 168,4 millions d'euros, en hausse de 92,9%.

Le coût du risque diminue de 7,7 millions d'euros pour s'établir à 13 millions d'euros au 30 juin 2021.

Après traitement de l'impôt sur les bénéfices, le résultat net (part du Groupe) ressort à 121,8 millions d'euros, en hausse de 152,9 % par rapport au 30 juin 2020.

Passage du PNB consolidé publié au PNB consolidé hors non récurrent

Base consolidée (norme IFRS) (en millions d'euros)	Juin 2020	Juin 2021	Variation en %
Produit Net Bancaire	253,2	339,0	+33,9%
Retraitement des dotations/reprises sur provision portefeuille de placement valorisé à la juste valeur par résultat	3,4	-5,3	
Retraitement des opérations de restructuration de bilan (IRA emprunts en blanc)	0	2,2	
Retraitement des dotations la provision épargne logement	5,0	0,2	
Retraitement du geste mutualiste assurance perte d'exploitation	4,0	0	
Retraitement des dividendes SAS Rue de La Boétie	0	-37,3	
Produit Net Bancaire hors non récurrent	265,6	298,8	+12,5%

1.2.4 Bilan consolidé et variations des capitaux propres

Bilan ACTIF (en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	Variation	
			Montants	%
Caisse, banques centrales	95 811	108 132	-12 321	-11,39%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	340 649	688 561	-347 912	-50,53%
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	13 421	15 804	-2 383	-15,08%
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	327 228	672 757	-345 529	-51,36%
Instruments dérivés de couverture	178 729	66 454	112 275	168,95%
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 412 637	2 209 189	203 448	9,21%
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	200 449	155 204	45 245	29,15%
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 212 188	2 053 985	158 203	7,70%
Actifs financiers au coût amorti	31 536 985	30 487 453	1 049 532	3,44%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 758 887	3 726 322	32 565	0,87%
Prêts et créances sur la clientèle	26 451 590	25 519 096	932 494	3,65%
Titres de dettes	1 326 508	1 242 035	84 473	6,80%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	344 016	564 167	-220 151	-39,02%
Actifs d'impôts courants et différés (1)	123 396	117 087	6 309	5,39%
Comptes de régularisation et actifs divers	816 349	1 169 197	-352 848	-30,18%
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Participation dans les entreprises mises en équivalence				
Immeubles de placement	9 295	9 651	-356	-3,69%
Immobilisations corporelles	157 617	153 976	3 641	2,36%
Immobilisations incorporelles	691	744	-53	-7,12%
Ecarts d'acquisition				
TOTAL DE L'ACTIF	36 016 175	35 574 611	441 564	1,24%
Bilan PASSIF (en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	Variation	
			Montants	%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	14 423	19 128	-4 705	-24,60%
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	14 423	19 128	-4 705	-24,60%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	190 713	451 349	-260 636	-57,75%
Passifs financiers au coût amorti	30 247 590	29 790 963	456 627	1,53%
Dettes envers les établissements de crédit	19 406 776	19 457 995	-51 219	-0,26%
Dettes envers la clientèle	10 081 132	9 995 377	85 755	0,86%
Dettes représentées par un titre	759 682	337 591	422 091	125,03%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	80 152	107 964	-27 812	-25,76%
Passifs d'impôts courants et différés	39 873	4 148	35 725	NS
Comptes de régularisation et passifs divers	1 033 086	1 042 568	-9 482	-0,91%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Provisions	92 027	91 708	319	0,35%
Dettes subordonnées	0	535	-535	-100,00%
Total dettes	31 697 864	31 508 363	189 501	0,60%
Capitaux propres	4 318 311	4 066 248	252 063	6,20%
Capitaux propres part du Groupe	4 318 310	4 066 247	252 063	6,20%
Capital et réserves liées	1 722 087	1 713 878	8 209	0,48%
Réserves consolidées	2 018 624	1 918 273	100 351	5,23%
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	455 815	305 263	150 552	49,32%
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées				
Résultat de l'exercice	121 784	128 833	-7 049	-5,47%
Participations ne donnant pas le contrôle	1	1	0	0,00%
TOTAL DU PASSIF	36 016 175	35 574 611	441 564	1,24%

Le total bilan consolidé atteint 36 milliards d'euros au 30 juin 2021, supérieur de 1,2% à celui du 31 décembre 2020. Les évolutions significatives par rapport à fin décembre 2020 sont détaillées ci-après.

A l'actif du bilan :

- les prêts et créances sur la clientèle sont en augmentation de 932 millions d'euros, soit une évolution de 3,7% ;
- les prêts et créances sur les établissements de crédit sont stables à 3,8 milliards d'euros ;
- les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont en baisse de 348 millions d'euros au 30 juin 2021 ;
- les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont en augmentation de 203 millions d'euros au 30 juin 2021.

Au passif du bilan :

- les dettes envers les établissements de crédit (essentiellement vis-à-vis de Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement interne au Groupe) sont en légère diminution pour atteindre 19,4 milliards d'euros ;
- les dettes envers la clientèle augmentent de 86 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020 ;
- les dettes représentées par un titre augmentent de 422 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020 ;
- les capitaux propres consolidés (part du Groupe) s'élèvent à 4,3 milliards d'euros au 30 juin 2021.

1.2.5 Activité et résultat des filiales

L'ensemble des participations, parts d'entreprises liées et avances consolidables s'élève à 1,9 milliard d'euros à fin juin 2021.

Les filiales propres

Les principales filiales du Crédit Agricole Brie Picardie sont constituées au 30 juin 2021 :

D'une société consolidée :

- La S.A.S. Brie Picardie Expansion, au capital de 70 millions d'euros, dont l'objet est d'acquérir et de gérer des participations dans des sociétés non cotées en création, en développement ou matures, présentant de bonnes perspectives de croissance et de rentabilité, voire susceptibles d'être introduites en bourse.

De sociétés non consolidées :

- La S.C.I. de l'Oise, au capital de 1,5 million d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de l'Oise ;
- La S.A.S. ESPAR, au capital de 540 000 euros, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières ;
- La S.A.R.L. IFEP, au capital de 405 000 euros, société marchand de biens ;
- La S.A.S. LOCPAR, au capital de 7 622,45 euros, qui détient des actifs immobiliers hors exploitation sur le département de la Seine-et-Marne ;
- La S.N.C. DU BOURDEAU, au capital de 1 500 euros, qui gère un stock de terrains en Seine-et-Marne ;
- La S.A.S. LES 2M, au capital de 37 000 euros, société qui porte essentiellement des fins de programmes immobiliers ;
- La S.A.S. Immobilier Neuf Crédit Agricole Brie Picardie, au capital de 100 000 euros, société dont l'objet est de réaliser des transactions immobilières sur tous types de biens et/ou droits immobiliers ;
- La S.C.I. Brie Picardie Chessy Logements, au capital de 10 000 euros, dont l'objet est l'acquisition d'un immeuble en Seine-et-Marne ;

- La S.A.S. VAL BRIE PICARDIE INVESTISSEMENT, au capital de 1 000 000 euros, dont l'objet est l'acquisition en vue de la location d'immeubles à usage d'habitation, commercial ou de bureaux, ou de parts de sociétés à prépondérance immobilière ;
- La S.A.S. VAL BRIE PICARDIE GESTION, au capital de 20 000 euros, dont l'objet est la réalisation d'études ou de fournitures de conseil dans le domaine des investissements en immobilier.
- La SAS VILLAGE BY CA BRIE PICARDIE, au capital de 500 000 euros, dont l'objet est de favoriser la promotion et la diffusion de l'innovation, de participer au déploiement de l'innovation au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie et plus généralement du Groupe Crédit Agricole, de leurs territoires, partenaires et clients.

Les filiales nationales

Au 30 juin 2021, au sein du groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale détient des participations dont les principales sont les suivantes :

- La S.A.S. RUE LA BOETIE, valorisée pour un montant de 1 178,2 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.N.C. SACAM MUTUALISATION, valorisée pour un montant de 962 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM DEVELOPPEMENT, valorisée pour un montant de 40 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM INTERNATIONAL, valorisée pour un montant de 20 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM AVENIR, valorisée pour un montant de 15,1 millions d'euros au bilan consolidé.

Les filiales de moyens

Les principales filiales de moyens auxquelles la Caisse Régionale est adhérente avec d'autres caisses régionales sont les suivantes :

- G.I.E. CAPRINT : regroupement de moyens éditiques et fabrication des chèquiers ;
- G.I.E. ACHATS CONSEILS : négociation de contrats, de services et d'équipements ;
- G.I.E. CA INNOVE : regroupement de moyens pour l'innovation dans le Groupe ;
- G.I.E. C.A.T.S. (CA TECHNOLOGIE ET SERVICES) : regroupement de moyens pour la conception, la fabrication, la maintenance et l'exploitation du système d'information et, en relation avec les caisses régionales, permettant d'assurer le pilotage des projets informatiques depuis l'exposition des besoins jusqu'au fonctionnement ;
- G.I.E. COOPERNIC : gestion des coopérations entre caisses régionales dans différents domaines (affaires internationales, gestion du portefeuille titres et participations...) ;
- G.I.E. COBALT : gestion de la coopération entre caisses régionales dans le domaine de la gestion des outils Bâlois ;
- S.A.S. Crédit Agricole Payment Services : société commerciale spécialisée dans le traitement des flux financiers ;
- S.A.S. CA CHEQUE : société spécialisée dans le traitement et le pilotage du traitement des chèques et toutes prestations de services pouvant s'y rattacher ;
- GIE CS PLATINE : regroupement de moyens dans les activités du pôle métier des marchés spécialisés : International, Cash Management, Financement des Entreprises ;
- SAS CRAFT : société de conseil dans le domaine du datamining.

Le fonds dédié Brie Picardie Croissance

La Caisse Régionale détient au 30 juin 2021 une participation de 100 millions d'euros dans le fonds professionnel dédié Brie Picardie Croissance, créé le 23 février 2015.

La Foncière

En 2018, le Crédit Agricole Brie Picardie et le Groupe Duval se sont associés pour créer la foncière Val Brie Picardie Investissement qui porte les ambitions immobilières de la Caisse Régionale, banque leader de la Seine-et-Marne, de l'Oise et de la Somme et du Groupe Duval, acteur majeur de l'immobilier.

Le partenariat vise à investir dans des actifs générant une rentabilité importante et créant de la valeur à terme, à la fois pour les deux groupes et pour les territoires d'investissements. Il s'appuie sur deux structures :

- La foncière Val Brie Picardie Investissement détenue à 90% par le Crédit Agricole Brie Picardie et à 10% par le Groupe Duval.
- Val Brie Picardie Gestion, SAS détenue à parité par les deux groupes.

Les investissements de la Foncière consistent en actifs immobiliers réels, en direct ou via la prise de participation dans des véhicules et interviennent sur le territoire de la Caisse Régionale de Brie Picardie (Seine-et-Marne, Oise et Somme). La foncière investit pour une durée de moyen et long terme, mais peut également prendre des participations minoritaires dans des projets de promotion. Elle peut aussi bien investir en immeubles d'activité (bureaux, commerces, logistique...) et en immeubles de logements. Ces investissements sont réalisés dans le respect de la politique financière validée par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, qui prévoit notamment de limiter la participation par actif à un plafond de 20 millions d'euros et un process strict de sélection des actifs.

L'ambition est de disposer à 10 ans d'un portefeuille d'actifs immobiliers de 500 M€ à forte rentabilité. Ainsi, lors du premier semestre 2021, la foncière Val Brie Picardie Investissement a investi près de 25 M€ dans trois actifs immobiliers.

1.3 Comptes Sociaux

1.3.1 Résultat financier sur base individuelle

Montant en k€	30/06/2021	30/06/2020	Variation en valeur	Variation en %
PRODUIT NET BANCAIRE	324 227	251 056	73 171	29,15%
Charges générales d'exploitation	- 165 134	- 159 666	- 5 468	3,42%
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	159 093	91 389	67 703	74,08%
Coût du risque	- 11 537	- 18 907	7 370	-38,98%
RESULTAT D'EXPLOITATION	147 555	72 482	75 073	103,57%
Résultat net sur actifs immobilisés	- 202	- 1 249	1 046	-83,80%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	147 353	71 233	76 120	106,86%
Impôts sur les bénéfices	- 35 033	- 29 386	- 5 647	19,22%
Résultat exceptionnel +Dot/rep FRBG et provisions réglementées	- 105	- 616	511	-82,95%
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	112 215	41 232	70 983	172,16%

Sur les six premiers mois de l'année 2021, le Produit Net Bancaire atteint 324,2 millions d'euros, soit une évolution de +29,1% par rapport à fin juin 2020. En particulier, le PNB portefeuille bénéficie du versement des dividendes intragroupes qui en 2020 avaient été versés en décembre. Retraité des éléments non récurrents, le PNB sous-jacent progresse de 9,5%, marquant le dynamisme des activités commerciales dans un contexte de crise sanitaire et de taux bas. Une partie de cette croissance s'explique par l'apport de ressources à taux bonifié de la Banque Centrale Européenne.

Les charges de fonctionnement progressent de 3,4% et confirment la politique d'investissement de la Caisse Régionale dans le capital humain, immobilier et digital. Le Résultat Brut d'Exploitation atteint 159,1 M€ et le coefficient d'exploitation s'améliore à 50,9% à fin juin 2021 (contre 63,6% au S1-20).

Le Crédit Agricole Brie Picardie a doté au premier semestre 2021 un coût du risque de 11,5 M€ soit 8,7bp des encours de crédits. Ces dotations concernent des crédits sains et le taux de couverture des crédits en défauts atteint 152% au 30 juin 2021 contre 149% au 31 décembre 2020. Au sens de la réglementation bâloise, le taux de défaut (EAD Défaut/EAD) est de 1,13% (contre 1,24% au premier semestre 2020), pour une exposition globale de la Caisse Régionale (EAD) à près de 29,1 Md€. La Caisse Régionale maintient un taux de défaut très inférieur à celui du marché français.

Après l'impôt sur les sociétés, le résultat net social s'établit à 112,2 M€ contre 41,2 M€ au S1-20.

Passage du PNB social publié au PNB social hors non récurrent

Base individuelle (norme française) (en millions d'euros)

	Juin 2020	Juin 2021	Variation en %
Produit Net Bancaire	251,1	324,2	+29,1%
Retraitement des dotations/reprises de provision portefeuille de placement	3,8	-0,4	
Retraitement des opérations de restructuration de bilan (IRA emprunts en blanc)	0	2,2	
Retraitement des dotations la provision épargne logement	5,0	0,2	
Retraitement du geste mutualiste assurance perte d'exploitation	4,0	0	
Retraitement des dividendes SAS Rue de La Boétie	0	-37,3	
Produit Net Bancaire hors non récurrent	263,9	288,9	+9,5%

1.3.2 Bilan et variations des capitaux propres sur base individuelle

BILAN ACTIF (en k€)	30/06/2021	31/12/2020	Variation en valeur	Variation en %
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	799	953	- 154	-16,18%
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	3 644	3 521	123	3,49%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	25 542	24 636	906	3,68%
OPERATIONS SUR TITRES	2 014	2 204	- 191	-8,64%
VALEURS IMMOBILISEES	2 146	2 091	55	2,64%
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE	-	-		
ACTIONS PROPRES	20	19	1	3,12%
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	1 284	1 464	- 180	-12,30%
TOTAL ACTIF	35 448	34 888	560	1,60%
BILAN PASSIF (en k€)	30/06/2021	31/12/2020	Variation en valeur	Variation en %
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	276	266	10	3,83%
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	19 298	19 360	- 62	-0,32%
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	10 095	10 016	79	0,79%
DETTES REPRESENTES PAR UN TITRE	602	177	425	239,93%
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	1 095	1 097	- 2	-0,21%
PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES	479	456	22	4,85%
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	131	131	0	0,08%
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3 472	3 385	87	2,57%
TOTAL PASSIF	35 448	34 888	560	1,60%

Au 30 juin 2021, le bilan en base individuelle du Crédit Agricole Brie Picardie s'élève à 35,4 milliards d'euros. Les capitaux propres hors FRBG, à 3,5 milliards d'euros, représentent ainsi 9,8 % du passif.

1.3.3 Hors-bilan sur base individuelle

(en k€)	30/06/2021	31/12/2020	Variation en valeur	Variation en %
ENGAGEMENTS DONNES HORS-BILAN PUBLIABLE	3 493	3 053	439	14,39%
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 445	2 156	290	13,43%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 042	893	149	16,65%
ENGAGEMENTS SUR TITRES	6	5	1	20,71%
ENGAGEMENTS RECUS HORS-BILAN PUBLIABLE	9 357	8 972	385	4,29%
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	37	69	- 32	-46,02%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	9 314	8 898	416	4,67%
ENGAGEMENTS SUR TITRES	6	5	1	20,71%

1.4 Capital social et sa rémunération

Le capital social de la Caisse Régionale est constitué de 55 278 175 titres répartis en Parts Sociales, Certificats Coopératifs d'Investissement et Certificats Coopératifs d'Associés :

	Nombre de titres	Valeur nominale
Parts Sociales	25 001 540	5 €
Certificats Coopératifs d'Investissement	16 685 088	
Certificats Coopératifs d'Associés	13 591 547	
Capital Social	55 278 175	276 390 875 €

Les Parts Sociales

Les Parts Sociales de la Caisse Régionale sont détenues au 30 juin 2021 par les 85 caisses locales, 18 Administrateurs, Crédit Agricole S.A. et SACAM Mutualisation.

Les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI)

Les CCI sont détenus par des investisseurs financiers, personnes physiques ou morales. Le vote du porteur de CCI est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors des assemblées spéciales de porteurs de CCI.

Le programme d'achat de CCI a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, qui s'est tenue le 30 mars 2021.

A fin juin 2021, l'actif net par titre est de 60,79 euros suite à la validation de l'affectation du résultat 2020 par l'Assemblée Générale du 30 mars 2021. Le CCI de la Caisse Régionale, coté sur le compartiment B d'Euronext Paris sous le code ISIN FR0010483768, était valorisé à 22,32 euros au 30 juin 2021, contre 22,20 euros au 31 décembre 2020.

Les Certificats Coopératifs d'Associés (CCA)

Crédit Agricole S.A. et SACAM Mutualisation détiennent la totalité des 13 591 547 CCA émis par la Caisse Régionale. Le vote du porteur de CCA est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors des assemblées spéciales des porteurs de CCA. La valorisation des CCA est égale à celle des CCI.

La politique de distribution

L'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale du 30 mars 2021 a approuvé l'ensemble des résolutions présentées et notamment le paiement :

- d'un intérêt de 1,65 % aux Parts Sociales,
- d'une rémunération de 0,79 euro par Certificat Coopératif d'Investissement CRCAM Brie Picardie,
- d'une rémunération de 0,79 euro par Certificat Coopératif d'Associé.

1.5 Événements postérieurs à la clôture et perspectives pour le groupe CR

Événements postérieurs à la clôture

La Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas constaté d'événements postérieurs à la clôture.

1.6 Informations diverses

1.6.1 Informations spécifiques sur les opérations réalisées dans le cadre de rachat de CCI autorisé par l'assemblée générale du 30/03/2021

Au titre du contrat de liquidité confié par la société CR CA BRIE PICARDIE à Kepler Cheuvreux, à la date du 30 juin 2021, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 18 576 titres
- 346 026,68 € en espèces

- Nombre de transactions exécutées sur le semestre à l'achat: 391
- Nombre de transactions exécutées sur le semestre à la vente: 453
- Volume échangé sur le semestre à l'achat: 21 278 titres pour 465 828,75 €
- Volume échangé sur le semestre à la vente: 21 548 titres pour 477 196,25 €

Il est rappelé :

- que lors du dernier bilan du 31 décembre 2020, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :
 - 18 846 titres
 - 334 659,18 € en espèces

 - Nombre de transactions exécutées sur le semestre à l'achat : 553
 - Nombre de transactions exécutées sur le semestre à la vente : 661
 - Volume échangé sur le semestre à l'achat : 35 414 titres pour 725 375,11 €
 - Volume échangé sur le semestre à la vente : 35 623 titres pour 743 275,70 €
- que lors de la mise en place du contrat, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :
 - 22 466 titres
 - 177 674,80 € en espèces

La mise en œuvre du contrat de liquidité est réalisée conformément à la Décision de l'AMF n°2018-01 en date du 2 juillet 2018, instaurant des contrats de liquidité sur titres de capital au titre de pratique de marché admise.

1.6.2 Calendrier des publications des résultats

Le calendrier des publications des résultats est sur le site de la Caisse Régionale :

<https://www.ca-briepicardie.com/investisseurs/#docs>

Ce document annuel d'information est établi en application de l'article 451-1-1 du Code Monétaire & Financier et de l'article 221-1 du règlement général de l'AMF.

Publication du rapport financier annuel au format européen : La Caisse régionale a décidé de reporter d'un an la publication de son RFA au format électronique européen (format XHTML)

2. Facteurs de risques et informations prudentielles

2.1 Informations prudentielles

2.1.1 Indicateurs clés phasés au niveau du Crédit Agricole Brie Picardie (EU KM1)

EU KM1 - Indicateurs clés phasés en millions d'euros		30/06/2021
Fonds propres disponibles (montants)		
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	2 289
2	Fonds propres de catégorie 1	2 289
3	Fonds propres totaux	2 312
Montants d'exposition pondérés		
4	Montant total d'exposition au risque	11 426
Ratios de solvabilité (en % des RWA)		
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	20,0%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	20,0%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	20,2%
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)		
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	0,0%
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,0%
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	0,0%
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	8,0%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)		
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,5%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)	0,0%
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,02%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,0%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0,0%
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	
11	Exigence globale de coussin (%)	2,5%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	10,52%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	12,2%
Ratio de levier		
13	Mesure de l'exposition totale	29 928
14	Ratio de levier (%)	7,5%
Ratio de couverture des besoins de liquidité		
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	3 255
EU 16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	2 688
EU 16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	643
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	2 045
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	159,17%
Ratio de financement stable net		
18	Financement stable disponible total	28 373
19	Financement stable requis total	24 627
20	Ratio NSFR (%)	115,21%

2.1.2 Composition et pilotage du capital

Dans le cadre des accords de Bâle 3, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit "CRR") tel que modifié par CRR n°2019/876 (dit "CRR 2") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques du Crédit Agricole Brie Picardie sont décrits dans la présente partie et dans la partie "Gestion des risques".

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

- **le Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- **le Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie "Adéquation du capital") ;
- **le Pilier 3** instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composantes des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels le Crédit Agricole Brie Picardie est, ou pourrait être exposé compte tenu de ses activités.

Pour la réalisation de cet objectif, le Crédit Agricole Brie Picardie mesure les exigences de capital réglementaire (Pilier 1) et assure le pilotage du capital réglementaire en s'appuyant sur des mesures prospectives à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central.

Par ailleurs, le Crédit Agricole Brie Picardie s'appuie sur un processus interne appelé ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*), développé conformément à l'interprétation des textes réglementaires précisés ci-après. L'ICAAP comprend en particulier :

- une mesure des besoins de capital économique, qui se base sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- la conduite d'exercices de stress tests ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse ;
- le pilotage du capital économique (cf. partie "Adéquation du capital") ;
- un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est en forte intégration avec les autres processus stratégiques du Crédit Agricole Brie Picardie tels que l'ILAAP (*Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process*), l'appétence au risque, le processus budgétaire, le plan de rétablissement, l'identification des risques.

Enfin, les ratios de solvabilité font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein de la Caisse Régionale (décrit dans le chapitre "2.2 Facteurs de risque" et "2.3 gestion des risques").

Cadre réglementaire applicable

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel.

En complément, un cadre réglementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré suite à la crise financière de 2008.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent la directive 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive*, dite CRD 4) et le règlement 575/2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit CRR) et sont entrés en application le 1^{er} janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

La directive 2014/59/EU, "Redressement et résolution des banques" ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (dite BRRD), a été publiée le 12 juin 2014 au Journal officiel de l'Union européenne et est applicable en France depuis le 1^{er} janvier 2016. Le règlement européen "Mécanisme de Résolution Unique" ou *Single Resolution Mechanism Regulation* (dit SRMR, règlement 806/2014) a été publié le 15 juillet 2014 et est entré en vigueur le 19 août 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Le 7 juin 2019, quatre textes constituant le "paquet bancaire" ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne :

- CRR 2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013 ;
- SRMR 2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 806/2014 ;
- CRD 5 : directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/EU ;
- BRRD 2 : directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/EU.

Les règlements SRMR 2 et CRR 2 sont entrés en vigueur 20 jours après leur publication, soit le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n'étant toutefois pas d'application immédiate). Les directives CRD 5 et BRRD 2 ont été respectivement transposées le 21 décembre 2020 en droit français par les ordonnances 2020-1635 et 2020-1636 et sont entrées en vigueur 7 jours après leur publication, soit le 28 décembre 2020.

Le règlement 2020/873 dit 'Quick-Fix' a été publié le 26 juin 2020 et est entré en application le 27 juin 2020, venant amender les règlements 575/2013 ('CRR') et 2019/876 ('CRR2').

Dans le régime CRR 2/CRD 5, quatre niveaux d'exigences de fonds propres sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- le ratio de fonds propres totaux ;
- le ratio de levier, qui fait l'objet d'une exigence réglementaire de Pilier 1 depuis le 28 juin 2021.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

- la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 (les dispositions transitoires ont été appliquées aux fonds propres jusqu'au 1^{er} janvier 2018 et continuent de s'appliquer aux instruments de dette hybride jusqu'au 1^{er} janvier 2022) ;
- les critères d'éligibilité définis par CRR 2 (jusqu'au 28 juin 2025, s'agissant des instruments de fonds propres) ;

Une vision non phasée des ratios, comme si les évolutions réglementaires étaient d'application immédiate, est également publiée.

Les exigences applicables à la Caisse Régionale sont respectées.

Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines entités du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, la Caisse

Régionale a été exemptée par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

La liste détaillée des entités présentant une différence de traitement entre périmètre comptable et périmètre prudentiel est présentée dans la partie "Annexe aux fonds propres réglementaires".

Politique de capital

Lors de la journée Investisseurs du 6 juin 2019, le Groupe a dévoilé sa trajectoire financière pour le Projet de Groupe et le Plan moyen terme 2022. Des objectifs en termes de résultat et de ressources rares ont été précisés à cette occasion.

Groupe Crédit Agricole

Le Groupe Crédit Agricole vise à rester parmi les établissements d'importance systémique mondiale les plus capitalisés en Europe en atteignant et conservant un ratio CET1 supérieur à 16 % à horizon 2022. Cet objectif sera réalisé grâce à la conservation de plus de 80 % de ses résultats, portant ses fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) à 100 milliards d'euros d'ici fin 2022.

Le Groupe Crédit Agricole se donne comme cible d'atteindre un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) de 24 % à 25 % des emplois pondérés d'ici fin 2022, et de garder un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) d'au moins 8 % du TLOF (*Total Liabilities and Own Funds*).

L'atteinte de ces deux objectifs permettra de confirmer la robustesse et la solidité financière du Groupe Crédit Agricole, confortant ainsi la sécurité des dépôts de ses clients, ses conditions d'accès au marché et sa notation vis-à-vis des agences de notation.

Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. se fixe comme objectif un ratio CET1 de 11 % sur la durée du plan. Il s'engage sur un taux de distribution de 50 % en numéraire. Dans un contexte économique et réglementaire incertain, cette politique de capital permet d'aboutir à un équilibre entre une politique de distribution attractive pour l'actionnaire et une allocation de capital agile.

Caisses régionales

Grâce à leur structure financière, les Caisses régionales ont une forte capacité à générer du capital par la conservation de la majeure partie de leur résultat. Le capital est également renforcé par les émissions de parts sociales réalisées par les Caisses locales.

Filiales

Les filiales de Crédit Agricole S.A. sous contrôle exclusif et assujetties au respect d'exigences en fonds propres sont dotées en capital à un niveau cohérent, prenant en compte les exigences réglementaires locales, les besoins en fonds propres nécessaires au financement de leur développement et un coussin de gestion adapté à la volatilité de leur ratio CET1.

Gouvernance

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne du Groupe et de la Caisse Régionale, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

La responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par la Direction des Risques (DRC), indépendante des métiers et rapportant directement à la Direction Générale.

La DRC a pour mission de garantir que les risques auxquels est exposé la Caisse Régionale sont conformes aux stratégies risques définies par les métiers (limites globales et individualisées) et compatibles avec les objectifs de croissance et de rentabilité de la Caisse Régionale.

La DRC assure un suivi des risques sur tout le périmètre de surveillance sur base consolidée de la Caisse Régionale, s'appuyant sur une

gouvernance impliquée dans le suivi du risque au travers des différents comités de restitution.

Afin d'assurer une vision homogène des risques au sein de la Caisse Régionale, la DRC assure notamment les missions suivantes :

- procéder à l'identification des risques majeurs et la mise en œuvre du cadre d'appétence au risque de la Caisse Régionale en collaboration avec les fonctions Finance, Conformité et les différents métiers ;
- définir et/ou valider les méthodes et les procédures d'analyse, de mesure et de suivi des risques de crédit, de marché et des risques opérationnels ;
- contribuer à l'analyse critique des stratégies commerciales, en s'attachant aux impacts de ces stratégies en termes de risques encourus ;
- fournir des avis risques indépendants sur l'exposition aux risques induite par les prises de position des métiers (opérations de crédit, fixation des limites des risques de marché) ou anticipées par leur stratégie risques.

La gestion des risques structurels de gestion de bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique financière sont assurés par la Direction des finances la Caisse Régionale. La Direction des risques apporte un double regard indépendant sur la politique financière et sur le suivi des limites. Chaque opération fait l'objet d'un avis risque indépendant.

La surveillance de ces risques par la Direction générale s'exerce dans le cadre des Comités Finance et de gestion actif-passif (ALM) trimestriels, auxquels participe la DRC.

La DRC tient informé les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance du degré de maîtrise du risque dans la Caisse Régionale Brie Picardie, leur présente les diverses stratégies risques métiers pour validation et les alerte de tout risque de déviation par rapport aux politiques risques validées par les organes exécutifs. Elle les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation. Elle leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des métiers et de leur environnement.

Cette action s'inscrit dans le cadre des instances de gouvernance tout particulièrement :

- le **Comité des risques** est une émanation du Conseil d'administration qui se réunit au moins quatre fois par an. Ce Comité se réunit à l'initiative de son Président ou à la demande du Conseil d'Administration pour examiner les rapports réglementaires ; notamment le rapport annuel de contrôle interne, le rapport sur le gouvernement d'entreprise, l'appétence au risque, prendre connaissance du plan d'audit annuel et analyser la synthèse des principales missions d'audit interne et externe.
- le **Comité de contrôle interne**, à caractère décisionnel et à décisions exécutoires, est présidé par le Directeur Général de la Caisse Régionale. Ce comité se réunit à minima trimestriellement et en tant que besoin.

Le Comité assure le suivi des dispositifs de contrôle interne et la coordination des fonctions de contrôle (Risques, Conformité, Audit).

Le Comité, présidé par le Directeur Général et sous sa responsabilité :

- Veille à la cohérence et l'efficacité du contrôle interne, dans toutes les composantes, sur base consolidée, et s'assure de la mise œuvre des décisions notifiées à l'entité par le Comité de Contrôle Interne Groupe ;
- Assure la surveillance de l'efficacité des dispositifs et des résultats des contrôles permanents effectués par les Services Préventions des risques et contrôle et Conformité ;
- Assure la surveillance de l'efficacité des dispositifs d'encadrement et de maîtrise des risques ;
- Examine et valide le périmètre des entreprises surveillées sur base consolidée, arrêté et présenté par la fonction RCPR ;
- Examine et valide le rapport annuel et l'information semestrielle sur le contrôle interne ;

- Reçoit la présentation du plan d'audit et suit la réalisation ;
- Est informé des principales conclusions des missions d'audit interne ou externes (y compris superviseurs nationaux ou étrangers) ;
- Suit l'avancement des plans d'actions correctrices, issus de missions d'audit interne et externes (Inspection Générale Groupe, Superviseurs, Cabinets externes, Autorités) et des dispositifs de contrôle permanent ;
- Est informé de tout rapport aux autorités de supervision ou de tutelle : BCE (questionnaires, point de situation sur un thème...), ACPR (questionnaire annuel sur la prévention du blanchiment de capitaux et financement du terrorisme...), AMF (rapport annuel sur le contrôle des services d'investissement...) ;
- Veille à se faire présenter les évolutions réglementaires et leur prise en compte dans les dispositifs de contrôle (risques, finances, conformité, comptabilité...) et suit l'avancement des principaux projets concourant au renforcement de la maîtrise des risques, tant au niveau local qu'au niveau du Groupe ;
- Décide des actions à mettre en œuvre et fixe des priorités en vue d'accélérer la mise en œuvre des actions correctrices mises en évidence par les travaux du Comité ;
- Transmet en tant que de besoin les points d'attention des lignes métier de contrôle concernées de CASA pour escalade éventuelle au Comité de Contrôle Interne Groupe ou au Comité des Risques Groupe.

- le **Comité Grands Risques** a pour mission la revue régulière des stratégies et politiques régissant la prise, la gestion, le suivi et la réduction des risques auxquels la Caisse Régionale pourrait être exposée, dont notamment :
 - Le suivi des indicateurs de risques,
 - Les résultats des stress test,
 - Une synthèse des revues de portefeuille,
 - Le suivi des provisions.

Selon le contexte du moment, des revues thématiques peuvent être réalisées (filères d'activité spécifiques, points d'actualités, projets en cours etc.)

- le **Comité ALM** se réunit de manière mensuelle et est présidé par le Directeur Général de la Caisse Régionale.

Ce comité est en charge de la tarification des opérations clientèle tant à l'actif qu'au passif de la Caisse Régionale sur les produits qui impactent à la fois la Marge d'Intermédiations (MIG) et la gestion financière de la Caisse Régionale sur les risques de taux et liquidité.

- le **Comité finance** est présidé par le Directeur Général de la Caisse Régionale. Il se réunit mensuellement et a pour mission :
 - L'analyse et l'arbitrage des excédents de fonds propres ;
 - L'arbitrage des risques de taux et la gestion de la liquidité ;
 - La présentation des atterrissages budgétaires annuels et arbitrage des demandes de modification budgétaires.
- le **Comité Corporate** a pour objectif la mise en place d'une revue de portefeuille de la clientèle de la banque des entreprises (marché entreprise, PIM, collectivité publique et pole institution et grandes association). La sélection est établie par la Direction des risques qui sélectionne des clients sains, sensibles et en défaut, selon des critères de risques nés, latents et à dire d'expert. Le comité réunit trimestriellement, à l'initiative de la DRC, le Directeur Général Adjoint, le RCPR, le Directeur de la Banque d'Affaires, les Responsables du Service Collectivités Publiques, du Service Promotion Immobilière, du Pole Institution et Grandes Associations, les Directeurs des Centres d'Affaires Entreprises, le Responsable du Recouvrement, les équipes du Middle Office et de la Prévention des Risques (DRC).
- le **Comité retail** a pour objectif la mise en place d'une revue de portefeuille de la clientèle de la banque de détail (marché des particuliers, des professionnels, de l'agriculture et précontentieux). La sélection est établie par la direction des risques qui sélectionne

des clients sains, sensibles et en défaut, selon des critères de risques nés, latents et à dire d'expert.

Des analyses thématiques sont également présentées (BPI, pré contentieux, méthanisation...)

Les responsables de marchés et responsable engagements (PART, PRO, AGRI), avec l'appui du réseau, présentent leur analyse de la situation financière, économique et risque des contreparties. Ils présentent également les dossiers qu'ils ont identifiés à dire d'expert en situation sensible.

Les décisions de passage en défaut, déclassement en forborne, dégradation de note ou autres action consécutives à ces analyses sont centralisées par le service Prévention Risques Entreprises pour mise en œuvre.

Le comité réunit trimestriellement à l'initiative de la DRC, le Directeur Général Adjoint, le RCPR, les Responsables des marchés Retail (PART, AGRI, PRO), le Responsable du recouvrement, les responsables précontentieux et les équipes de la Prévention des Risques (DRC). Pour pouvoir apporter des réponses en séance, les Directeurs d'Agence sont sollicités avant le comité.

- le **Comité Recouvrement** a pour objectif de passer en revue des clients en défaut selon des critères de risque nés et une sélection à dire d'expert. Les collaborateurs en charge des dossiers présentent leur analyse de la situation afin notamment de :
 - S'assurer que les dossiers font l'objet d'un recouvrement actif et ne sont pas laissés en souffrance,
 - Vérifier que toutes les voies de recouvrement ont été explorées,
 - Contrôler que le provisionnement est adapté

En complément, le suivi des déclarations risques opérationnels et le suivi des provisions peuvent être évoqués, ainsi que divers travaux transverses (enquêtes CASA, politique recouvrement, déclaratif du risque frontière crédit...).

Le comité réunit trimestriellement, à l'initiative de la DRC, le Directeur Général Adjoint, le RCPR, le Directeur Financier, le Responsable du Service Recouvrement, les Responsables des unités Précontentieux, les Responsables des unités Contentieux et les équipes de la Prévention des Risques (DRC).

- le **Comité de provisionnement** a pour mission de procéder à l'examen de dossiers en défaut afin de valider les niveaux de provisionnement et des reprises des dossiers ayant un EAD de plus de 700 milliers d'euros. Le comité réunit trimestriellement, à l'initiative de la Direction Financière, le Directeur Général Adjoint, le Directeur Financier, le Directeur DBA, le Directeur des marchés (facultatif), le RCPR, le responsable Recouvrement, le responsable Unité Contentieux AGRI-PRO-ENT, le responsable Unité Précontentieux Agri Pro, le responsable des Risques et son équipe.

Synthèse des principaux Comités traitant des risques dans la Caisse Régionale



En outre, la Caisse Régionale a défini son cadre d'appétence au risque et a mis en place une fonction Risques et contrôles permanents sous la responsabilité du RCPR.

Le RCPR s'assure, sous la responsabilité de la Direction Générale, que le niveau des risques encourus est compatible avec les orientations, politiques et limites fixées par l'organe de surveillance local et les orientations du Groupe dans le cadre de l'appétence aux risques.

Il veille au bon déploiement, à la cohérence et à la pertinence, sur son périmètre d'entités surveillées sur base consolidée, d'un dispositif de pilotage, d'encadrement et de contrôle des risques.

Il assure également que ce dispositif est :

- Adapté à la taille, à la nature des activités et à leur croissance, à la structure de l'entité et à la complexité de l'organisation, à l'évolution des marchés et des conditions économiques ;
- Adapté à la prise en compte des risques émergents pouvant avoir des répercussions graves, comme les risques technologiques et de cybercriminalité ;
- Conforme à la réglementation bancaire et aux normes internes du Groupe, ainsi qu'aux réglementations prudentielles spécifiques locales ou métier ;
- De nature à donner aux dirigeants effectifs, au Conseil d'Administration ainsi qu'à CASA et aux autorités de tutelle l'assurance d'un degré raisonnable de maîtrise des risques, de sécurité et de régularité des opérations.

Culture risque

La culture risque est diffusée de manière transverse dans l'ensemble de la Caisse Régionale, au moyen de canaux diversifiés et efficaces :

- une offre de formations risques proposant des modules adaptés aux besoins des collaborateurs intra et hors Direction des Risques. Ce dispositif inclut des formations de sensibilisation destinées à l'ensemble des collaborateurs de la Caisse Régionale avec notamment un e-learning, permettant de mieux appréhender les risques inhérents aux métiers de la banque ;
- des actions de communication afin de renforcer la diffusion de la culture du risque.
- un portail risque et conformité dans l'intranet qui est accessible aux collaborateurs des réseaux et des sites.

Fonds propres prudentiels

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- les fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*), constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1) ;
- les fonds propres totaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

Fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtement, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtement correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
 - les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
 - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
 - la *prudent valuation* ou "évaluation prudente" qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la réglementation,
 - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
 - les insuffisances de provisions par rapport aux pertes

attendues pour les expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions,

- les instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
- les instruments de CET1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
- la somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1)

Ils comprennent :

- les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou *step up clause*) ;
- les déductions directes d'instruments AT1 (dont *market making*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments AT1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) ;
- les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

Le règlement CRR 2 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et *Tier 2*.

Fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de cinq ans et pour lesquels ;
- les incitations au remboursement anticipé sont interdites,
- une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- les déductions de détentions directes d'instruments *Tier 2* (dont *market making*) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB (*Internal Rating Based*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments *Tier 2* dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments *Tier 2* détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- les éléments de fonds propres *Tier 2* ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en *Tier 2*).

Le montant des instruments *Tier 2* retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2).

Dispositions transitoires

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR 2/CRD 5, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, grâce à l'introduction progressive des nouveaux traitements prudentiels sur les fonds propres.

Toutes ces dispositions transitoires ont pris fin au 1^{er} janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride qui s'achèvent le 1^{er} janvier 2022.

Les instruments de dette hybride qui étaient éligibles en fonds propres sous CRD 3 et qui ne le sont plus du fait de l'entrée en vigueur de la CRD 4 peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause de maintien des acquis :

- tout instrument émis après le 31 décembre 2011 et non conforme à la réglementation CRR est exclu depuis le 1^{er} janvier 2014 ;
- les instruments dont la date d'émission est antérieure peuvent sous conditions être éligibles à la clause de grand-père et sont alors progressivement exclus sur une période de huit ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2014, 80 % du stock global déclaré au 31 décembre 2012 était reconnu, puis 70 % en 2015 et ainsi de suite ;
- la partie non reconnue peut être incluse dans la catégorie inférieure de fonds propres (d'AT1 à *Tier 2* par exemple) si elle remplit les critères correspondants.

CRR 2 est venu compléter ces dispositions en introduisant une nouvelle clause de maintien des acquis (ou clause de grand-père) : les instruments non éligibles émis avant le 27 juin 2019 restent éligibles en dispositions transitoires jusqu'au 28 juin 2025.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- du *Tier 2* éligible CRR 2 ;
- des instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019 ;
- d'une fraction du *Tier 2* non éligible CRR émis avant le 1^{er} janvier

2014, égale au minimum :

- du montant prudentiel des titres *Tier 2* non éligibles en date de clôture et, le cas échéant, du report des titres *Tier 1* en excédent par rapport au seuil de 10 % (seuil pour l'exercice 2021) des titres *Tier 1* non

éligibles,

- de 10 % (seuil pour 2021) du stock de *Tier 2* non éligible CRR existant au 31 décembre 2012 ; le stock de *Tier 2* non éligible CRR existant au 31 décembre 2012.

Situation au 30 juin 2021

Fonds propres prudentiels simplifiés

Le tableau ci-après présente les fonds propres prudentiels au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020.

Fonds propres prudentiels phasés simplifiés (en millions d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
Instruments de capital versés éligibles en tant que fonds propres CET1	1 742	1 742	1 733	1 733
Autres réserves / Résultats non distribués	2 019	2 019	2 021	2 021
Autres éléments du résultat global accumulés	456	456	305	305
Intérêts minoritaires pris en compte dans les fonds propres CET1	0	0	0	0
Instruments de capital et réserves	4 216	4 216	4 059	4 059
Filtres prudentiels	(46)	(46)	(35)	(35)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(1)	(1)	(1)	(1)
Dépassement de franchises	(1 810)	(1 810)	(1 624)	(1 624)
Autres éléments du CET1	(71)	(71)	(43)	(43)
Ajustements réglementaires	(1 927)	(1 927)	(1 703)	(1 703)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)	2 289	2 289	2 356	2 356
(-) Instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important	0	0	0	0
(-) Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2	0	0	0	0
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1 (déduit du CET1)	0	0	0	0
Autres éléments du Tier 1	0	0	0	0
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1	0	0	0	0
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 (TIER 1)	2 289	2 289	2 356	2 356
Instruments de capital versés éligibles en tant que fonds propres Tier 2	0	0	0	0
Instruments de capital non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité	0	0	0	0
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes	34	34	32	32
Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2 (déduit des AT1)	0	0	0	0
(-) Instruments T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important	(11)	(11)	(5)	(5)
Autres éléments du Tier 2	0	0	1	1
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2	23	23	28	28
FONDS PROPRES TOTAUX	2 312	2 312	2 384	2 384

Évolution sur la période

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'élèvent à 2 289 millions d'euros au 30 juin 2021 et font ressortir une baisse de 67 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2020.

Les variations sont détaillées ci-dessous par rubrique du ratio :

Évolution des fonds propres

Evolution des fonds propres prudentiels phasés (en millions d'euros)	30/06/2021 VS 31/12/2020
Fonds propres de base de catégorie 1 au 31/12/2020	2 356
Augmentation de capital	0
Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution	0
Prévision de distribution	0
Autres éléments du résultat global accumulés	151
Intérêts minoritaires éligibles	0
Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	0
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(2)
Dépassement de franchises	(186)
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1	0
Autres éléments du CET1	(30)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 au 30/06/2021	2 289
Fonds propres additionnels de catégorie 1 au 31/12/2020	0
Variation des autres éléments du Tier 1	0
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 au 30/06/2021	0
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 au 30/06/2021	2 289
Fonds propres de catégorie 2 au 31/12/2020	28
Emissions	0
Remboursements	0
Autres éléments du Tier 2	(5)
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2 au 30/06/2021	23
FONDS PROPRES TOTAUX AU 30/06/2021	2 312

Adéquation du capital

L'adéquation du capital en vision réglementaire porte sur les ratios de solvabilité et sur le ratio de levier. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque ou en levier. Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie "Composition et évolution des emplois pondérés". La vision réglementaire est complétée de l'adéquation du capital en vision interne, qui porte sur la couverture du besoin de capital économique par le capital interne.

A. Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, Tier 1 et fonds propres totaux) aux emplois pondérés issus des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie 2.1.3 "Composition et évolution des emplois pondérés").

Exigences prudentielles

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR.

Exigences minimales au titre du Pilier 1

Les exigences en fonds propres fixées au titre du Pilier 1 depuis 2015 sont les suivantes :

Exigences minimales	30/06/2021	31/12/2020
Common Equity Tier 1 (CET1)	4,5%	4,5%
Tier 1 (CET1 + AT1)	6,0%	6,0%
Fonds propres totaux (Tier 1 + Tier 2)	8,0%	8,0%

Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution

La réglementation a prévu la mise en place de coussins de fonds propres dont la mise en application est progressive :

- le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés depuis le 1^{er} janvier 2019), qui vise à absorber les pertes dans une situation de stress économique intense ;
- le coussin contracyclique (taux en principe fixé dans une fourchette de 0 à 2,5 %), qui vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Le taux est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le Haut Conseil de Stabilité Financière – HCSF – dans le cas français) et le coussin s'appliquant au niveau de l'établissement résulte alors d'une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement ; lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles ;
- le coussin pour le risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) qui vise à prévenir ou atténuer la dimension non cyclique du risque. Il est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le HCSF dans le cas français) et dépend des caractéristiques structurelles du secteur bancaire, notamment de sa taille, de son degré de concentration et de sa part dans le financement de l'économie ;
- les coussins pour les établissements d'importance systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) ; pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) (entre 0 % et 3,5 %) ou pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII), (entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le taux du coussin le plus élevé qui

s'applique. Seul le Groupe Crédit Agricole fait partie des établissements d'importance systémique et a un coussin de 1 % depuis le 1^{er} janvier 2019. [Nom de la Caisse régionale] n'est pas soumis à ces exigences. Lorsqu'un établissement est soumis à un coussin pour les établissements d'importance systémique (G-SII ou O-SII) et à un coussin pour le risque systémique, les deux coussins se cumulent.

Ces coussins doivent être couverts intégralement par des fonds propres de base de catégorie 1.

À ce jour, des coussins contracycliques ont été activés dans 6 pays par les autorités nationales compétentes. De nombreux pays ont relâché leur exigence de coussin contracyclique suite à la crise du Covid-19. En ce qui concerne les expositions françaises, le HCSF a porté le taux de coussin contracyclique de 0,25% à 0% le 2 avril 2020.

Compte tenu des expositions portées dans ces pays, le taux de coussin contracyclique du Crédit Agricole Brie Picardie s'élève à 0.02% au 30 juin 2021.

Par ailleurs, le HCSF a reconnu depuis 2019 la réciprocité d'application du coussin pour risque systémique activé par les autorités estoniennes. Compte tenu des modalités d'application de ce coussin et de la matérialité des emplois pondérés portés par le Crédit Agricole Brie Picardie, en Estonie, le taux de coussin pour risque systémique est à 0% au 30 juin 2021.

Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique (EU CCYB1)

30/06/2021 (en millions d'euros)		Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Exposition s de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuill e hors négociatio n	Valeur d'expositi on totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Ventilation par pays	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
1														
2	Allemagne	-	17	-	-	-	17	0	-	-	0	4	0,0%	0,00%
3	Belgique	-	11	-	-	-	11	0	-	-	0	3	0,0%	0,00%
4	Bulgarie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0%	0,50%
5	Danemark	-	5	-	-	-	5	0	-	-	0	1	0,0%	0,00%
6	France	1 532	22 151	-	-	-	23 683	758	-	-	758	9 472	95,0%	0,00%
7	Hong Kong	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	0	0,0%	1,00%
8	Irlande	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,0%	0,00%
9	Luxembourg	6	5 696	-	-	-	5 701	36	-	-	36	454	4,5%	0,50%
10	Norvege	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0%	1,00%
11	Republique Tchèque	-	0	-	-	-	0	-	-	-	-	-	0,0%	0,50%
12	Royaume Uni	-	6	-	-	-	6	-	-	-	-	0	0,0%	0,00%
13	Slovaquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0%	1,00%
14	Suede	-	0	-	-	-	0	-	-	-	-	-	0,0%	0,00%
15	Autres pays *	2	103	-	-	-	105	3	-	-	3	39	0,4%	0,00%
16	Total	1 540	27 991	-	-	-	29 531	798	-	-	798	9 973,40	100,00%	0,023%

Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)

Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique (EU CCYB1)		30/06/2021	31/12/2020
1	Montant total d'exposition au risque	11 426	10 881
2	Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)	0,023%	0,011%
3	Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	2,6	1,2

En résumé :

Exigences globale de coussins de fonds propres	30/06/2021	31/12/2020
Coussin de conservation phasé	2,5%	2,5%
Coussin systémique phasé	0,0%	0,0%
Coussin contracyclique	0,02%	0,01%
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,5%	2,5%

Au final, après prise en compte des exigences au titre du Pilier 1 et de l'exigence globale de coussins de fonds propres, l'exigence globale de capital ressort comme suit :

Exigences minimales de fonds propres y compris coussins de fonds propres	30/06/2021	31/12/2020
Exigence minimale de CET1 au titre du Pilier 1	4,50%	4,50%
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,52%	2,51%
Exigence de CET1	7,02%	7,01%
Exigence minimale d'AT1 au titre du Pilier 1	1,50%	1,50%
Exigence minimale de Tier 2 au titre du Pilier 1	2,00%	2,00%
Exigence globale de capital	10,52%	10,51%

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD), somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions, vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences de capital en capital CET1, Tier 1 et fonds propres totaux.

	Exigence en CET1	Exigence en Tier 1	Exigence globale de capital
Exigence minimale de Pilier 1	4,50%	6,00%	8,00%
Coussin de conservation	2,50%	2,50%	2,50%
Coussin contracyclique	0,02%	0,02%	0,02%
Exigence en capital (a)	7,02%	8,52%	10,52%
30/06/2021 Ratios de solvabilité phasés (b)	20,0%	20,0%	20,2%
Distance à l'exigence de capital (b-a)	1301 pb	1151 pb	971 pb
Distance au seuil de déclenchement du MMD			971 pb (1109 M€)

Au 30 juin 2021, le Crédit Agricole Brie Picardie dispose d'une marge de sécurité de 971 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 1109 millions d'euros de capital CET1.

Situation au 30 juin 2021

Synthèse des chiffres clés

Les exigences minimales applicables sont pleinement respectées ; le ratio CET1 phasé du Crédit Agricole Brie Picardie est de 20,0% au 30 juin 2021.

Synthèse chiffres-clés (en millions d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)	2 289	2 289	2 356	2 356
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 (TIER 1)	2 289	2 289	2 356	2 356
FONDS PROPRES TOTAUX	2 312	2 312	2 384	2 384
TOTAL DES EMPLOIS PONDERES	11 426	11 426	10 882	10 882
RATIO CET1	20,0%	20,0%	21,7%	21,7%
RATIO TIER 1	20,0%	20,0%	21,7%	21,7%
RATIO GLOBAL	20,2%	20,2%	21,9%	21,9%

Évolution du CET1 sur le premier semestre 2021

B. Ratio de levier

Cadre réglementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne via l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier fait l'objet d'une exigence minimale de Pilier 1 applicable à compter du 28 juin 2021 :

- l'exigence minimale de ratio de levier est de 3 % ;
- à ce niveau s'ajoutera, à partir du 1^{er} janvier 2023, pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII), donc pour le Groupe Crédit Agricole, un coussin de ratio de levier, défini comme la moitié du coussin systémique de l'entité ;
- enfin, le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînera une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD).

La publication du ratio de levier est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2015 au moins une fois par an : les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé ou un ratio phasé. Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement

des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

Le Crédit Agricole Brie Picardie a retenu comme option de publier le ratio de levier en format phasé.

Situation au 30 juin 2021

Publication d'informations qualitatives sur le ratio de levier (EU LRA)

Le ratio de levier du Crédit Agricole Brie Picardie s'élève à 7,5% sur une base de Tier 1 phasé

Le ratio de levier est en baisse de 0,2 pb sur le semestre du fait de la diminution des Fonds Propres CET1

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2)

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - en millions d'euros		30/06/2021
Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT)		
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	35 824
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	-
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	(514)
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)	-
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)	-
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(1 918)
7	Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)	33 393
Expositions sur dérivés		
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	21
EU-8a	Dérogation pour dérivés: contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée	-
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	437
EU-9a	Dérogation pour dérivés: Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée	-
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)	-
EU-10a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)	-
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (méthode de l'exposition initiale)	-
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	-
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	-
13	Expositions totales sur dérivés	459
Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)		
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	-
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)	(0)
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT	-
EU-16a	Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'article 222 du CRR	-
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)	-
18	Expositions totales sur opérations de financement sur titres	0
Autres expositions de hors bilan		
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	3 487
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(1 585)
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)	-
22	Expositions de hors bilan	1 902

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - suite - en millions d'euros		30/06/2021
Expositions exclues		
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(5 366)
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))	-
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)	-
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)	-
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)	-
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)	-
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)	-
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)	-
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)	-
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)	-
EU-22k	(Total des expositions exemptées)	(5 366)
Fonds propres et mesure de l'exposition totale		
23	Fonds propres de catégorie 1	2 289
24	Mesure de l'exposition totale	30 387
Ratio de levier		
25	Ratio de levier (%)	7,53%
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	7,53%
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	7,53%
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,01%
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%
EU-26b	dont: à constituer avec des fonds propres CET1	0,00%
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,01%
Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes		
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire

LRSum : Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier (EU LR1)

LRSUM Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier (en millions d'euros) - EU		30/06/2021
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	36 016
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	-
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	-
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	-
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	-
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	-
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	-
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	259
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	0
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	1 902
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	(46)
EU-1b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(5 366)
EU-1b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	-
12	Autres ajustements	(2 378)
13	Mesure de l'exposition totale	30 387

LRSpL: Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées) (EU LR3)

LRSpL Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, SFT et expositions exemptées) (en millions d'euros) - EU LR3		30/06/2021
EU-1	Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont:	31 007
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	-
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont:	31 007
EU-4	Obligations garanties	-
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	948
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	1 330
EU-7	Établissements	58
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	16 775
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	5 101
EU-10	Entreprises	3 730
EU-11	Expositions en défaut	311
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	2 754

C. Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A (Switch)

Les exigences prudentielles sur la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances ont fait l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales à travers la mise en place de garanties spécifiques (*Switch*), depuis le 2 janvier 2014. Le montant garanti s'élevait au 30 juin 2021 à 16,9 milliards d'euros, dont 205,4 millions consentis par la Caisse Régionale suite au débouclage partiel (-15%) réalisé en mars 2021. (Cf. détail dans Comptes consolidés au 30 juin 2021)

Crédit Agricole S.A. a informé les Caisses régionales en février 2021 de son intention de démanteler complètement le mécanisme d'ici à la fin de l'année 2022.

Autres liens de capital entre les Caisses régionales et Crédit Agricole SA

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A. En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

2.1.3 Composition et évolution des emplois pondérés

Au dénominateur des ratios de solvabilité

Bâle 3 définit plusieurs types de risque : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels qui donnent lieu à des calculs d'emplois pondérés. Conformément au règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, les expositions au risque de crédit restent mesurées selon deux approches :

- L'approche "Standard" qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'exposition bâloises ;
- L'approche "Notations internes" (IRB – *Internal Ratings Based*) qui s'appuie sur le système de notations internes de l'établissement. On distingue :
 - l'approche "Notations internes fondation" selon laquelle les établissements peuvent utiliser uniquement leurs estimations des probabilités de défaut ;
 - l'approche "Notations internes avancées" selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : expositions en cas de défaut, maturité, probabilités de défaut, pertes en cas de défaut.

(en millions d'euros)		
	30/06/2021	31/12/2020
Risque de crédit	10 632	10 071
dont approche standard	1 537	1 486
dont approche fondation IRB	3 074	2 901
dont approche avancée IRB	2 624	2 501
dont actions en approche NI selon la méthode de pondération simple ou sur les modèles internes	3 343	3 163
dont risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	52	20
dont positions de titrisations	0	0
Risque de marché	0	0
dont risque de change	0	0
Risque opérationnel	795	811
dont approche standard	18	15
dont approche par mesure avancée	777	796
TOTAL	11 426	10 881

Le compartiment « actions en approche NI » du risque de crédit contient notamment les exigences au titre des participations financières détenues par la Caisse régionale dans notamment SAS Rue La Boétie et SACAM Mutualisation, mais également les exigences liées à l'engagement de garantie donné relatif au contrat Switch.

2.2 Facteurs de risques

Facteurs de risque liés à la caisse régionale et à son activité

Les risques propres à l'activité de la Caisse Régionale sont présentés dans la présente section sous les catégories suivantes : (2.2.1) risques de crédit et de contrepartie, (2.2.2) risques financiers, (2.2.3) risques opérationnels et risques connexes, (2.2.4) risques liés à l'environnement dans lequel le Crédit Agricole Brie Picardie évolue, (2.2.5) risques liés à la stratégie et aux opérations de la Caisse Régionale et (2.2.6) risques liés à la structure du Groupe Crédit Agricole.

Au sein de chacune de ces six catégories, les risques que la Caisse Régionale considère actuellement comme étant les plus importants, sur la base d'une évaluation de leur probabilité de survenance et de leur impact potentiel, sont présentés en premier. Toutefois, même un risque actuellement considéré comme moins important, pourrait avoir un impact significatif sur le Crédit Agricole Brie Picardie s'il se concrétisait à l'avenir.

Ces facteurs de risque sont détaillés ci-dessous.

2.2.1. Risques de crédit et de contrepartie

a) Le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé au risque de crédit de ses contreparties

Le risque d'insolvabilité de ses clients et contreparties est l'un des principaux risques auxquels le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé. Le risque de crédit affecte les comptes consolidés de la Caisse Régionale lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et que la valeur comptable de ses obligations figurant dans les livres de la banque est positive. Cette contrepartie peut être une banque, un établissement financier, une entreprise industrielle ou commerciale, un État ou des entités étatiques, un fonds d'investissement ou une personne physique. Le taux de défaut des contreparties pourrait augmenter par rapport aux taux récents historiquement bas, la Caisse Régionale pourrait avoir à enregistrer des charges et provisions significatives pour créances douteuses ou irrécouvrables, ce qui affecterait alors sa rentabilité.

Bien que le Crédit Agricole Brie Picardie cherche à réduire son exposition au risque de crédit en utilisant des méthodes d'atténuation du risque telles que la constitution de collatéral, l'obtention de garanties, la conclusion de contrats de dérivés de crédit et d'accords de compensation, il ne peut être certain que ces techniques permettront de compenser les pertes résultant des défauts des contreparties. En outre, le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé au risque de défaut de toute partie qui lui fournit la couverture du risque de crédit (telle qu'une contrepartie au titre d'un instrument dérivé) ou au risque de perte de valeur du collatéral. Par ailleurs, seule une partie du risque de crédit supporté par la Caisse Régionale est couverte par ces techniques. En conséquence, le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé de manière significative au risque de défaut de ses contreparties.

Par ailleurs, le montant des actifs pondéré par les risques (RWAs) relatif au risque de crédit et de contrepartie auxquels est exposé le Crédit Agricole Brie Picardie est de 11,4 milliards d'euros au 30 juin 2021. Le Crédit Agricole Brie Picardie est leader du territoire sur la banque de proximité avec notamment une part de marché des encours de crédit de plus de 34,7% à fin avril 2021.

b) Toute augmentation substantielle des provisions pour pertes sur prêts ou toute évolution significative du risque de pertes estimées par le Crédit Agricole Brie Picardie liées à son portefeuille de prêts et de créances pourrait peser sur ses résultats et sa situation financière

Dans le cadre de ses activités de prêt, la Caisse Régionale comptabilise périodiquement, lorsque cela est nécessaire, des charges pour créances douteuses afin d'enregistrer les pertes réelles ou potentielles de son portefeuille de prêts et de créances, elles-mêmes comptabilisées dans son compte de résultat au poste "Coût du risque". Le niveau global des provisions de la Caisse Régionale est établi en fonction de l'historique de pertes, du volume et du type de prêts accordés, des normes sectorielles, des arrêts des prêts, de la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement des divers types de prêts, ou à des méthodes statistiques basées sur des scénarios collectivement applicables à tous les actifs concernés. Bien que le Crédit Agricole Brie Picardie s'efforce de constituer des provisions adaptées, il pourrait être amené à l'avenir à augmenter les provisions pour créances douteuses en réponse à une augmentation des actifs non performants ou pour d'autres raisons (telles que des évolutions macro-économiques et sectorielles), comme la dégradation des conditions de marché ou des facteurs affectant certains pays ou industries notamment dans le contexte actuel de crise. L'augmentation significative des provisions pour créances douteuses, la modification substantielle du risque de perte, tel qu'estimé, inhérent à son portefeuille de prêts non douteux, ou la réalisation de pertes sur prêts supérieures aux montants provisionnés, pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats et la situation financière de la Caisse Régionale.

Au 30 juin 2021, le montant brut des prêts, avances et titres de créance de la Caisse Régionale est représenté dans l'annexe des comptes consolidés, partie 3 « Risque de crédit ».

c) Une détérioration de la qualité de crédit des entreprises industrielles et commerciales pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats du Crédit Agricole Brie Picardie

La qualité du crédit des emprunteurs corporates pourrait être amenée à se détériorer de façon significative, principalement en raison d'une augmentation de l'incertitude économique et, dans certains secteurs, des risques liés aux politiques commerciales des grandes puissances économiques. Les risques pourraient être amplifiés par des pratiques récentes ayant consisté pour les prêteurs à réduire leur niveau de protection en termes de covenants bancaires inclus dans leur documentation de prêt, ce qui pourrait réduire leurs possibilités d'intervention précoce pour protéger les actifs sous-jacents et limiter le risque de non-paiement. Si une tendance de détérioration de la qualité du crédit devait apparaître, le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait être contraint d'enregistrer des charges de dépréciation d'actifs ou déprécier la valeur de son portefeuille de créances, ce qui pourrait se répercuter de manière significative sur la rentabilité et la situation financière du crédit Agricole Brie Picardie.

d) Le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait être impacté de manière défavorable par des événements affectant les secteurs auxquels il est fortement exposé

Le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé au risque que certains événements puissent avoir un impact disproportionné sur un secteur industriel en particulier auquel il est fortement exposé.

Par exemple, à fin juin 2021, le portefeuille de prêts commerciaux du Crédit Agricole Brie Picardie était composé majoritairement de crédits aux Particuliers. En retraçant la partie immobilière des particuliers, la Caisse Régionale est particulièrement exposée au secteur de l'immobilier avec une exposition à hauteur de 26,6% des EAD crédits (bilan-hors bilan), représentant un montant de plus de 2,49 milliards d'euros. Cette part d'exposition sur l'EAD global est en hausse de 0.60 pb en 6 mois. L'Agroalimentaire reste la 2^{ème} filière de la CR avec un poids de 24.09% à 2,26 milliards d'euros (soit +0.28 pb).

Si ces secteurs ou d'autres secteurs représentant une part significative du portefeuille du Crédit Agricole Brie Picardie devaient être frappés par une conjoncture défavorable, la rentabilité et la situation financière du Crédit Agricole Brie Picardie pourraient en être affectées.

e) La solidité et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un impact défavorable sur le Crédit Agricole Brie Picardie

La capacité de la Caisse Régionale à effectuer des opérations de financement ou d'investissement et à conclure des transactions portant sur des produits dérivés pourrait être affectée défavorablement par la solidité des autres institutions financières ou acteurs du marché. Les établissements financiers sont interconnectés en raison de leurs activités de *trading*, de contrepartie, de financement ou autres. Par conséquent, les défaillances d'un ou de plusieurs établissements financiers, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers, ou la perte de confiance dans l'industrie financière de manière générale, pourraient conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir entraîner des pertes ou défaillances supplémentaires. Le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé à de nombreuses contreparties financières, y compris des courtiers, des banques commerciales, des banques d'investissement, des fonds communs de placement et de couverture ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels il conclut de manière habituelle des transactions. Nombre de ces opérations exposent la Caisse Régionale à un risque de crédit en cas de défaillance ou de difficultés financières. En outre, le risque de crédit de la Caisse Régionale serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par le Crédit Agricole Brie Picardie ne pouvaient pas être cédés ou si leur prix ne leur permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition de la Caisse Régionale au titre des prêts ou produits dérivés en défaut.

Au 30 juin 2021, le montant total des expositions brutes du Crédit Agricole Brie Picardie sur des contreparties Établissements de crédit et assimilés était de 504 millions d'euros.

f) La Caisse Régionale est soumise à un risque de contrepartie dans la conduite de ses activités de marché

Le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait subir des pertes en cas de défaillance d'une contrepartie dans le cadre de ses activités sur titres, devises, matières premières et autres activités de marché. Lorsque la Caisse Régionale détient des portefeuilles de titres de créance, y compris dans le cadre de ses activités de

tenue de marché, elle est soumise au risque de détérioration de la qualité du crédit des émetteurs ou de défaut de paiement.

Les activités de dérivés de la Caisse Régionale sont également soumises au risque de défaillance d'une contrepartie, ainsi qu'à des incertitudes significatives concernant les montants dus en cas d'une telle défaillance.

2.2.2. Risques financiers

a) La prolongation ou la fin de l'environnement actuel de taux d'intérêt bas pourrait impacter la rentabilité et la situation financière de la Caisse Régionale

Ces dernières années, les marchés mondiaux ont été caractérisés par des taux d'intérêt bas. Si cet environnement de taux bas devait perdurer, la rentabilité de la Caisse Régionale pourrait continuer à être affectée de manière significative. Durant des périodes de taux d'intérêt bas, les différentiels des taux d'intérêt tendent à se resserrer, et le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait alors ne pas être en mesure d'abaisser suffisamment son coût de financement pour compenser la baisse de revenus liée à l'octroi de prêts à des taux de marché plus bas. Les efforts déployés pour réduire le coût des dépôts pourraient être contrecarrés par la prédominance, notamment en France, des produits d'épargne réglementés (tels que le plan d'épargne logement (PEL)) rémunérés par des taux d'intérêt fixés au-dessus des taux de marché actuels.

Sur le premier semestre 2021, la part des activités d'assurance dans le produit net bancaire de la Caisse Régionale représentait 38,3%. Des taux bas pourraient également affecter les commissions facturées sur les produits de gestion d'actifs sur le marché monétaire et d'autres produits à revenu fixe. Sur le premier semestre 2021, les commissions tirées des produits de gestion des titres et d'assurance vie pour le compte des clients dans le produit net bancaire de la Caisse Régionale s'élevait à 17,0%. En outre, en raison de la baisse des taux, il a pu se matérialiser une hausse des remboursements anticipés et des refinancements de prêts hypothécaires et autres prêts à taux fixe consentis aux particuliers et aux entreprises, les clients cherchant à tirer parti de la baisse des coûts d'emprunt. Au 30 juin 2021, les encours de crédit à l'habitat en France du Crédit Agricole Brie Picardie s'établissent à 18,3 milliards d'euros. La survenance d'une nouvelle vague de remboursements anticipés ne peut être exclue. Ceci, conjugué avec l'octroi de nouveaux prêts aux faibles taux d'intérêt en vigueur sur le marché, pourrait entraîner une diminution globale du taux d'intérêt moyen des portefeuilles de prêts. Une réduction des *spreads* de crédit et une diminution des revenus résultant de la baisse des taux d'intérêt des portefeuilles de créances pourraient affecter de manière significative la rentabilité des activités de banque de détail et la situation financière globale de la Caisse Régionale.

Un environnement persistant de taux d'intérêt bas pourrait également avoir pour effet d'aplanir la courbe des taux sur le marché en général, ce qui pourrait réduire significativement les revenus générés par le Crédit Agricole Brie Picardie dans le cadre des activités de financement et affecter défavorablement leur rentabilité et leur situation financière. Un tel aplanissement de la courbe des taux pourrait également inciter les institutions financières à s'engager dans des activités plus risquées en vue d'obtenir le niveau de taux escompté, ce qui pourrait être de nature à accroître le risque et la volatilité du marché de manière globale. En conséquence, les opérations de la Caisse Régionale pourraient être perturbées de manière significative, et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient de ce fait subir un impact défavorable significatif.

b) Toute évolution défavorable de la courbe des taux pèse ou est susceptible de peser sur les revenus consolidés ou la rentabilité du Crédit Agricole Brie Picardie

Le Crédit Agricole Brie Picardie par son activité de banque de détail est exposé aux variations de taux d'intérêts. Le montant des revenus nets d'intérêts encaissés par la Caisse Régionale sur une période donnée impacte de manière significative ses revenus consolidés et sa rentabilité pour cette période. Au premier semestre 2021, les revenus de la Caisse régionale sont constitués à 45,9% par les revenus nets d'intérêts. Les taux d'intérêt sont sensiblement affectés par de nombreux facteurs sur lesquels le Crédit Agricole Brie Picardie n'a pas d'emprise. L'évolution des taux d'intérêt du marché pourrait affecter différemment les actifs porteurs d'intérêts et les taux d'intérêt payés sur la dette. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait diminuer les revenus nets d'intérêt des activités de prêts de la Caisse Régionale ainsi que sa valeur économique.

A fin juin 2021, en cas de baisse des taux d'intérêt de 200 points de base dans les principales zones où la Caisse Régionale est exposée⁶, la valeur économique de la Caisse Régionale serait positivement affectée à hauteur de 134 millions d'euros ; à l'inverse, à fin juin 2021, elle serait négativement affectée à hauteur de 96 millions d'euros sur sa valeur économique en cas de hausse des taux d'intérêt de 200 points de base dans les principales zones où la Caisse Régionale est exposée. Ces impacts sont calculés sur la base d'un bilan en extinction sur les 30 prochaines années, c'est-à-dire sans tenir compte de la production future, et n'intègrent donc pas l'impact dynamique éventuel d'une variation des positions au bilan ; le bilan retenu exclut les fonds propres et les participations conformément aux dispositions réglementaires relatives au risque de taux (*Supervisory Outlier Test* ou test des valeurs extrêmes).

Les résultats de la Caisse Régionale pourraient être également affectés par une variation des taux aussi bien à la hausse qu'à la baisse en cas d'inefficacité comptable des couvertures. De façon plus générale, la fin des politiques monétaires accommodantes pourrait conduire à des corrections importantes sur certains marchés ou catégories d'actifs, et à une hausse de la volatilité sur les marchés.

c) Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés de la Caisse Régionale, ainsi que de la dette du Crédit Agricole Brie Picardie, pourraient impacter son résultat net et ses capitaux propres

La valeur comptable des portefeuilles de titres, d'instruments dérivés et de certains autres actifs du Crédit Agricole Brie Picardie, ainsi que de sa dette propre inscrite dans son bilan, est ajustée à chaque date d'établissement de ses états financiers. Les ajustements de valeur effectués reflètent notamment le risque de crédit inhérent à la dette propre de la Caisse Régionale, ainsi que des variations de valeur liées aux marchés taux et action. La plupart de ces ajustements sont effectués sur la base de la variation de la juste valeur des actifs et des passifs du Crédit Agricole Brie Picardie au cours d'un exercice comptable, cette variation étant enregistrée au niveau du compte de résultat ou directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, si elles ne sont pas compensées par des variations inverses de la juste valeur d'autres actifs, ont un impact sur le résultat net consolidé

de la Caisse Régionale. Tout ajustement à la juste valeur affecte les capitaux propres et, par conséquent, le ratio d'adéquation des fonds propres du Crédit Agricole Brie Picardie. Le fait que les ajustements à la juste valeur soient comptabilisés pour un exercice comptable donné ne signifie pas que des ajustements complémentaires ne seront pas nécessaires pour des périodes ultérieures.

Les dépréciations et provisions cumulées et ajustements de la juste valeur dus au risque de crédit sont présentées dans l'annexe consolidée, partie 4.3 « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

d) Le Crédit Agricole Brie Picardie peut subir des pertes liées à la détention de titres de capital

La valeur des titres de capital détenus par le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait décliner, occasionnant ainsi des pertes pour la Caisse Régionale. Le Crédit Agricole Brie Picardie supporte le risque d'une baisse de valeur des titres de capital qu'il détient dans l'exercice de ses activités de tenue de marché et de *trading*, principalement dans le cadre de la détention d'actions cotées, dans l'exercice d'activités de *private equity* et dans le cadre de prises de participations stratégiques dans le capital de sociétés en vue d'exercer le contrôle et d'influencer la stratégie de la Caisse Régionale. Dans l'hypothèse de participations stratégiques, le degré de contrôle du Crédit Agricole Brie Picardie peut être limité et tout désaccord avec d'autres actionnaires ou avec la Direction de la Caisse Régionale pourrait avoir un impact défavorable sur la capacité du Crédit Agricole Brie Picardie à influencer les politiques de cette entité. Si la valeur des titres de capital détenus par le Crédit Agricole Brie Picardie venait à diminuer de manière significative, la Caisse Régionale pourrait être contrainte de réévaluer ces titres à leur juste valeur ou de comptabiliser des charges de dépréciation dans ses états financiers consolidés, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur ses résultats et sa situation financière.

Concernant la Caisse Régionale, ses principales participations stratégiques se situent dans les structures du Groupe Crédit Agricole que sont la SAS Rue La Boétie et Sacam Mutualisation et qui contribuent significativement par leurs dividendes aux revenus de la Caisse Régionale. Au travers de ces entités qui portent respectivement 55,3% du capital de Crédit Agricole S.A. et environ 25% du capital de chaque Caisse Régionale (hors Corse), la Caisse Régionale peut se trouver indirectement exposée, et en fonction de sa quote-part détenue dans ces entités, à des risques affectant le Groupe Crédit Agricole.

e) Les commissions tirées par le Crédit Agricole Brie Picardie des produits d'assurance, de gestion d'actifs, de courtage et autres pourraient être impactés par une dégradation des conditions de marché

Par le passé, les replis des marchés ont entraîné une diminution de la valeur des portefeuilles de clients ayant souscrit des produits de gestion d'actifs, d'assurance et de fortune et augmenté le montant des retraits, réduisant ainsi les commissions tirées par le Crédit Agricole Brie Picardie de ces activités. Sur le premier semestre 2021, 17,0% et 38,3% des revenus de la Caisse Régionale ont été générés respectivement par les commissions liées aux activités de gestion d'actifs et de fortune et celles d'assurance. De nouveaux ralentissements pourraient avoir dans le futur des effets similaires sur les

⁶ Les chocs de taux d'intérêt retenus correspondent aux scénarios réglementaires, à savoir +/- 200 bps en zone euro et aux Etats-Unis et +/- 100 bps en Suisse

résultats et la situation financière du Crédit Agricole Brie Picardie.

En outre, la conjoncture économique et les conditions financières influent sur le nombre et la taille des opérations dans lesquelles le Crédit Agricole Brie Picardie intervient comme garant, conseil financier ou au titre d'autres services de financement et d'investissement. Les revenus de la Caisse Régionale qui comprennent les commissions rémunérant ces services, sont directement liés au nombre et à la taille des opérations dans le cadre desquelles le Crédit Agricole Brie Picardie intervient, et peuvent donc être significativement affectés par un ralentissement du marché. En outre, les commissions de gestion facturées à leurs clients pour la gestion de leurs portefeuilles étant généralement calculées sur la valeur ou la performance de ces portefeuilles, tout ralentissement du marché qui aurait pour conséquence de réduire la valeur des portefeuilles des clients de la Caisse Régionale réduirait les revenus qui rémunèrent la fourniture de ces services.

Même en l'absence de repli du marché, toute sous-performance des organismes de placement collectif de Crédit Agricole S.A. ou de ses produits d'assurance-vie pourrait entraîner une accélération des rachats et une diminution des souscriptions, ce qui aurait pour conséquence une contraction des commissions que le Crédit Agricole Brie Picardie perçoit sur les activités de gestion d'actifs et d'assurance.

f) Le Crédit Agricole Brie Picardie doit assurer une gestion actif-passif adéquate afin de maîtriser le risque de perte. Des replis prolongés du marché pourraient réduire la liquidité, rendant plus difficile la cession d'actifs et pouvant engendrer des pertes significatives

Le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé au risque que la maturité, le taux d'intérêt ou la devise de ses actifs ne correspondent pas à ceux de ses passifs. L'échéancier de paiement d'un certain nombre d'actifs de la Caisse Régionale est incertain, et si le Crédit Agricole Brie Picardie perçoit des revenus inférieurs aux prévisions à un moment donné, il pourrait avoir besoin d'un financement supplémentaire provenant du marché pour faire face à ses obligations. Bien que le Crédit Agricole Brie Picardie s'impose des limites strictes concernant les écarts entre ses actifs et ses passifs dans le cadre de ses procédures de gestion des risques, il ne peut être garanti que ces limites seront pleinement efficaces pour éliminer toute perte potentielle qui résulterait de l'inadéquation entre ces actifs et passifs.

L'objectif de la Caisse Régionale en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées. Au 30 juin 2021, le Crédit Agricole Brie Picardie affichait un ratio LCR (*Liquidity Coverage Ratio* – ratio prudentiel destiné à assurer la résilience à court terme du profil de risque de liquidité) de 161,4%⁷ supérieur au plancher réglementaire de 100 %.

g) L'évolution des prix, la volatilité ainsi que de nombreux paramètres exposent le Crédit Agricole Brie Picardie à des risques de marché

Les activités du Crédit Agricole Brie Picardie sont impactées de manière significative par les conditions des marchés financiers qui sont, à leur tour, affectées par la conjoncture économique, actuelle et à venir, en France, en Europe et dans les autres régions du monde au sein desquelles la Caisse Régionale opère. Une évolution défavorable des conditions du marché, de la conjoncture économique ou du contexte géopolitique pourrait à

l'avenir mettre les établissements financiers à l'épreuve en complexifiant l'environnement au sein duquel ils opèrent. Le Crédit Agricole Brie Picardie est ainsi fortement exposé aux risques suivants : les fluctuations des taux d'intérêt et des cours des titres.

À titre d'exemple, le Crédit Agricole Brie Picardie est sensible à la potentielle volatilité des marchés qui serait engendrée par l'action concertée d'investisseurs, par le biais de plateforme de réseaux sociaux pour gonfler le prix de l'action de certains émetteurs ou de certaines matières premières. De telles activités, que l'action de la Caisse Régionale soit la cible ou non, peuvent créer une incertitude sur les valorisations et engendrer des conditions de marché imprévisibles, et pourraient avoir des effets défavorables sur le Crédit Agricole Brie Picardie et ses contreparties. Si les conditions financières de la Caisse Régionale ou de ses contreparties devaient se détériorer, le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait subir des pertes sur ses financements et les transactions avec ses contreparties, en plus d'autres effets négatifs indépendants.

La Caisse Régionale applique les stress scénarii de Crédit Agricole S.A afin de quantifier son exposition potentielle dans des scénarios extrêmes et les revoit en fonction des mouvements du marché.

h) Les événements futurs pourraient s'écarter des hypothèses et estimations retenues par l'équipe de direction de la Caisse Régionale dans le cadre de la préparation des états financiers, ce qui pourrait engendrer des pertes imprévues

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à la date du 30 juin 2021, le Crédit Agricole Brie Picardie est tenu de prendre en compte certaines estimations dans la préparation de ses états financiers, y compris notamment des estimations comptables pour déterminer les provisions pour pertes sur prêts, les provisions pour litiges futurs et la juste valeur de certains actifs et passifs. Si les estimations ainsi déterminées par la Caisse Régionale s'avéraient substantiellement inexactes, ou si les méthodes permettant de déterminer ces estimations étaient modifiées dans les normes ou interprétations IFRS, le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait enregistrer des pertes imprévues.

i) Les stratégies de couverture mises en place par le Crédit Agricole Brie Picardie pourraient ne pas écarter tout risque de pertes

Si l'un quelconque des instruments ou stratégies de couverture utilisés par la Caisse Régionale pour couvrir différents types de risques auxquels il est exposé dans la conduite de ses activités s'avérait inopérant, le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait subir des pertes. Nombre de ses stratégies sont fondées sur l'observation du comportement passé du marché et l'analyse des corrélations historiques. Par exemple, si le Crédit Agricole Brie Picardie détient une position longue sur un actif, il pourra couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont le comportement permet généralement de neutraliser toute évolution de la position longue. Toutefois, la couverture mise en place par la Caisse Régionale pourrait n'être que partielle ou les stratégies pourraient ne pas permettre une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché ou ne pas couvrir tous les types de risques futurs. Toute évolution inattendue du marché pourrait également diminuer l'efficacité des stratégies de couverture de la Caisse Régionale. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant des couvertures inefficaces sont comptabilisés peut accroître la volatilité des résultats publiés par le Crédit Agricole Brie Picardie.

⁷ LCR de fin de période.

2.2.3. Risques opérationnels et risques connexes

Le **risque opérationnel** de la Caisse Régionale inclut le risque de non-conformité, le risque juridique et également les risques générés par le recours à des prestations externalisées.

Sur la période allant de 2018 à 2020, les incidents de risque opérationnel pour le Crédit Agricole Brie Picardie se répartissent tel que suit : la catégorie "Exécution, livraison et gestion processus" représente 42 % des pertes opérationnelles, la catégorie "Clients, produits et pratiques commerciales" représente 14 % des pertes opérationnelles et la catégorie "Fraude externe" représente 24 % des pertes opérationnelles. Les autres incidents de risque opérationnel se répartissent entre la pratique en matière d'emploi et sécurité (16 %), la fraude interne (3 %), les dommages occasionnés aux actifs physiques (1%), le dysfonctionnement de l'activité et des systèmes (0 %). Par ailleurs, le montant des actifs pondérés par les risques (RWAs) relatifs au risque opérationnel auquel est exposé le Crédit Agricole Brie Picardie s'élevait à 794,58 millions d'euros au 30 juin 2021.

a) **Le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé aux risques de fraude externe et interne**

La fraude se définit comme un acte intentionnel effectué dans l'objectif d'obtenir un avantage matériel ou immatériel au détriment d'une personne ou d'une organisation perpétré en contrevenant aux lois, règlements ou règles internes ou en portant atteinte aux droits d'autrui ou encore en dissimulant tout ou partie d'une opération ou d'un ensemble d'opérations ou de leurs caractéristiques.

À fin juin 2021, le montant de la fraude avérée pour le périmètre de la Caisse Régionale s'élève à 1,171 millions d'euros, en hausse de 118% comparé au premier semestre 2020.

Hors dossiers exceptionnels, la répartition des risques de fraudes est la suivante :

- fraude aux moyens de paiement (monétique, virements et chèques) : 61,6 % ;
- détournement/vol : 38,1 % ;
- fraude identitaire et documentaire : 0,3 % ;

Dans un contexte d'augmentation des tentatives de fraude externe et de complexification de leurs modes opératoires (via notamment la cybercriminalité), les principaux enjeux résident désormais dans la proactivité des acteurs bancaires. La prévention de la fraude vise ainsi à préserver les intérêts de la banque et à protéger les clients. Les conséquences de ces risques de fraude pourraient s'avérer significatives.

b) **Le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé aux risques liés à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes informatiques et de ceux des tiers**

La technologie est au cœur de l'activité des banques en France, et le Crédit Agricole Brie Picardie continue à déployer son modèle multicanal dans le cadre d'une relation durable avec ses clients. Dans ce contexte, la Caisse Régionale est confrontée au cyber risque, c'est-à-dire au risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis virtuellement, avec pour intention de manipuler des informations (données personnelles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), processus et utilisateurs dans le but de porter significativement préjudice aux sociétés, leurs employés, partenaires et clients. Le cyber risque est devenu une priorité en matière de risques opérationnels. Le patrimoine informationnel des entreprises est

exposé à de nouvelles menaces complexes et évolutives qui pourraient impacter de manière significative, en termes financiers comme de réputation, toutes les entreprises et plus spécifiquement les établissements du secteur bancaire. La professionnalisation des organisations criminelles à l'origine des cyber-attaques a conduit les autorités réglementaires et de supervision à investir le champ de la gestion des risques dans ce domaine.

Comme la plupart des banques, le Crédit Agricole Brie Picardie dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information dans la conduite de l'ensemble de ses métiers. Toute panne, interruption ou défaillance dans la sécurité dans ces systèmes pourrait engendrer des pannes ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion des fichiers clients, de comptabilité générale, des dépôts, de service et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, les systèmes d'information de la Caisse Régionale devenaient défaillants, même sur une courte période, le Crédit Agricole Brie Picardie se trouverait dans l'incapacité de répondre aux besoins de certains de ses clients dans les délais impartis et pourrait ainsi perdre des opportunités commerciales. De même, une panne temporaire des systèmes d'information de la Caisse Régionale, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence qui pourraient être déployés, pourrait engendrer des coûts significatifs en termes de récupération et de vérification d'information. Le Crédit Agricole Brie Picardie ne peut assurer que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisaient, qu'elles seraient traitées d'une manière adéquate. La survenance de toute défaillance ou interruption pourrait en conséquence impacter sa situation financière et ses résultats.

Le Crédit Agricole Brie Picardie est aussi exposé au risque d'interruption ou de dysfonctionnement opérationnel d'un agent compensateur, de marchés des changes, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de services auxquels la Caisse Régionale a recours pour exécuter ou faciliter ses transactions sur instruments financiers. Le Crédit Agricole Brie Picardie est également exposé au risque de défaillance des fournisseurs de service informatique externes, telles que les entreprises offrant des espaces de stockage de données "cloud". En raison de son interconnexion grandissante avec ses clients, le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait également voir augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information de la Caisse Régionale, et ceux de ses clients, de ses prestataires de services et de ses contreparties, pourraient également être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence d'un cyber-crime ou d'un acte de cyber-terrorisme. Le Crédit Agricole Brie Picardie ne peut garantir que de tels dysfonctionnements ou interruptions dans ses propres systèmes ou dans ceux de tiers ne se produiront pas ou, s'ils se produisent, qu'ils seront résolus de manière adéquate. Sur la période allant de 2018 à 2020, les pertes opérationnelles au titre du risque de dysfonctionnement de l'activité et des systèmes ont représenté 0% des pertes opérationnelles.

c) **Les politiques, procédures et méthodes de gestion des risques mises en œuvre par le Crédit Agricole Brie Picardie pourraient l'exposer à des risques non identifiés ou non anticipés, susceptibles d'engendrer des pertes significatives**

Les techniques et stratégies de gestion des risques utilisées par le Crédit Agricole Brie Picardie pourraient ne pas garantir une diminution effective de son exposition au risque dans tous les environnements de marché ou de son exposition à tout type de

risques, y compris aux risques qu'il ne saurait pas identifier ou anticiper. Par ailleurs, les procédures et politiques de gestion des risques utilisées par la Caisse Régionale ne permettent pas non plus de garantir une diminution effective de son exposition dans toutes les configurations de marché. Ces procédures pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que le Crédit Agricole Brie Picardie n'a pas préalablement identifiés ou anticipés. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que la Caisse Régionale utilise dans le cadre de la gestion des risques s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour évaluer son exposition, le Crédit Agricole Brie Picardie applique des outils statistiques et autres à ces observations. Ces outils et indicateurs pourraient toutefois ne pas prédire efficacement l'exposition au risque de la Caisse Régionale. Cette exposition pourrait, par exemple, naître de facteurs qu'elle n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou de mouvements de marché sans précédent. Ceci diminuerait sa capacité à gérer ses risques et pourrait impacter son résultat. Les pertes subies par le Crédit Agricole Brie Picardie pourraient alors s'avérer être nettement supérieures aux pertes anticipées sur la base des mesures historiques.

Par ailleurs, certains des processus que la Caisse Régionale utilise pour évaluer son exposition au risque sont le résultat d'analyses et de facteurs complexes qui pourraient se révéler incertains. Les modèles tant qualitatifs que quantitatifs utilisés par le Crédit Agricole Brie Picardie pourraient ne pas s'avérer exhaustifs et pourraient exposer la Caisse Régionale à des pertes significatives ou imprévues. En outre, bien qu'aucun fait significatif n'ait à ce jour été identifié à ce titre, les systèmes de gestion du risque sont également soumis à un risque de défaut opérationnel, y compris la fraude.

Au 30 juin 2021, le Crédit Agricole Brie Picardie a une exigence de fonds propres prudentiels de 63,57 M€ euros au titre de la couverture de la perte extrême estimée relative à ses risques opérationnels.

d) Tout préjudice porté à la réputation de la Caisse Régionale pourrait avoir un impact défavorable sur son activité

Les activités de la Caisse Régionale dépendent en grande partie du maintien d'une réputation solide en matière de conformité et d'éthique. Toute procédure judiciaire ou mauvaise publicité visant le Crédit Agricole Brie Picardie sur des sujets tels que la conformité ou d'autres questions similaires pourrait porter préjudice à sa réputation, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur ses activités. Ces questions englobent une gestion inadéquate de conflits d'intérêts potentiels ou d'exigences légales et réglementaires ou des problématiques en matière de concurrence, de déontologie, de blanchiment, de sécurité de l'information et de pratiques commerciales. Le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé à tout manquement d'un salarié, ainsi qu'à toute fraude ou malversation commise par des intermédiaires financiers, ce qui pourrait également nuire à sa réputation. Tout préjudice porté à la réputation de la Caisse Régionale pourrait entraîner une baisse d'activité, susceptible de peser sur ses résultats et sa situation financière. Une gestion inadéquate de ces problématiques pourrait également engendrer un risque juridique supplémentaire, ce qui pourrait accroître le nombre de litiges et exposer le Crédit Agricole Brie Picardie à des amendes ou des sanctions réglementaires.

Le risque de réputation est significatif pour le Crédit Agricole Brie Picardie et géré par le Service Prévention des Risques et Contrôles Permanents de la Caisse Régionale qui assure notamment la prévention et le contrôle des risques de non-conformité avec dans ce cadre, la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la

prévention de la fraude et de la corruption, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs.

e) Le Crédit Agricole Brie Picardie est exposée au risque de payer des dommages-intérêts ou des amendes élevés résultant de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives qui pourraient être engagées à son encontre

Le Crédit Agricole Brie Picardie a fait par le passé, et pourrait encore faire à l'avenir, l'objet de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives. Lorsqu'elles ont une issue défavorable pour la Caisse Régionale, ces procédures sont susceptibles de donner lieu au paiement de dommages et intérêts, d'amendes ou de pénalités élevés. Bien que, dans de nombreux cas, le Crédit Agricole Brie Picardie dispose de moyens de défense importants, la Caisse Régionale pourrait, même lorsque l'issue de la procédure engagée à son encontre lui est finalement favorable, devoir supporter des coûts importants et mobiliser des ressources importantes pour la défense de ses intérêts.

Les services Activités Juridiques et Relations Sociales ont deux objectifs principaux : la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités, tant civiles que disciplinaires ou pénales, et l'appui juridique nécessaire afin de permettre d'exercer ses activités. Au 30 juin 2021, les provisions pour litiges représentent 7,2 millions d'euros, contre 6,1 millions d'euros au 31 décembre 2020.

2.2.4. Risques liés à l'environnement dans lequel le Crédit Agricole Brie Picardie évolue

a) La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de la Caisse Régionale

Les incertitudes ne sont pas intégralement levées sur les évolutions de la situation sanitaire en Europe, du fait d'une certaine difficulté à atteindre un niveau de vaccination de la population suffisant et du développement de variants plus contagieux (notamment le variant Delta). La mise en place éventuelle de nouvelles mesures restrictives dans certains pays européens (« jauges », couvre-feux, fermeture des frontières, reconfinements, etc.), qui pourrait freiner l'activité économique et peser sur la confiance des agents économiques, ne peut pas être exclue. Par ailleurs, des incertitudes fortes subsistent quant aux dommages effectifs causés par la crise sur l'appareil productif (défaillances d'entreprises) et le marché du travail (chômage), aujourd'hui limités par les mesures de soutien budgétaires et monétaires à l'économie. Le pilotage et le ciblage de la sortie de ces mesures par les États (notamment États français et italien) et les banques centrales (notamment Banque centrale européenne) sont des étapes clés.

De plus, les évolutions très inégales de l'épidémie et de la vaccination à travers le monde, en particulier dans certains pays émergents qui peinent à contrôler le virus, conduisent au maintien de mesures gouvernementales restrictives et continuent à perturber le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement ainsi que la mobilité internationale. Cela pourrait fragiliser certains pays et peser plus particulièrement sur certains secteurs (tourisme, transport aérien), freinant ainsi l'activité économique mondiale.

Dans ce contexte la Commission européenne a revu à la hausse en juillet 2021 ses prévisions de croissance pour l'année 2021 à

4,8% pour la zone euro et 6% pour la France (contre 4,3% et 5,7% prévus en mai 2021), mais n'a pas revu ses prévisions de la croissance mondiale hors Union Européenne. Elle souligne que les incertitudes et les risques restent élevées, notamment en raison des inquiétudes autour des variants du virus.

En dépit de l'effet des mesures de soutien mises en œuvre dans de nombreux pays, les effets de la pandémie sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale ont eu et sont susceptibles de continuer à avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des métiers et la situation financière de la Caisse Régionale. Cet impact incluait et pourrait inclure à l'avenir (1) une dégradation de la liquidité du Groupe Crédit Agricole (affectant son ratio de liquidité à court terme (LCR) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients corporate sur les lignes de crédit, (2) une baisse des revenus notamment (a) imputable à un ralentissement de la production dans certaines activités, (b) liée à une baisse des revenus de commissions et de frais, conséquence notamment de la moindre collecte en gestion d'actifs et d'une baisse des commissions bancaires et d'assurance, et (c) liée à une baisse des revenus dans la gestion d'actifs et l'assurance, (3) une augmentation du coût du risque résultant d'une dégradation des perspectives macroéconomiques, de l'octroi de moratoires et plus généralement de la détérioration des capacités de remboursement des entreprises et des consommateurs, notamment dans la perspective de la levée de mesures de soutien dans certains pays (4) un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles de certaines agences de notation et suite aux revues internes des modèles de Crédit Agricole S.A. et (5) des actifs pondérés par les risques (*risk weighted assets* ou RWAs) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital du Crédit Agricole Brie Picardie (et notamment son ratio de solvabilité).

Ainsi, le coût du risque pourrait continuer à être affecté en 2021 par la détérioration des capacités de remboursement des entreprises (entreprises fragiles, fraudes révélées par la crise) et des consommateurs, la dégradation des notations des contreparties dont les encours passent des "Stage 1" à "Stage 2", la sensibilité de certains secteurs, notamment :

1. liés au maintien de restrictions à la circulation ou aux rassemblements des personnes, pour ce qui concerne le transport aérien, la croisière, la restauration, le tourisme international, l'événementiel ;
2. dont le niveau de demande demeurerait durablement en dessous de la normale ou enfin ;
3. qui demeurent fragilisés par des changements structurels des habitudes de consommateurs induites par la crise sanitaire, par exemple dans les secteurs de la distribution de biens non alimentaires. En outre, le secteur de l'immobilier commercial est un secteur à surveiller, la crise sanitaire ayant accéléré les menaces préexistantes dans certains segments, tels que les centres commerciaux mis à mal par les achats en ligne et le segment des bureaux confronté à des changements structurels si les tendances de télétravail se confirment. Au 30 juin 2021, les expositions de la Caisse Régionale aux secteurs considérés comme "sensibles" sont les suivantes : (a) l'aéronautique avec 5 millions d'euros en EAD (*Exposure at Default*⁸) dont 0 % en défaut, (b) le

tourisme, l'hôtellerie, la restauration avec 266 millions d'euros en EAD dont 10,04 % en défaut, (c) la distribution de biens non alimentaires avec 676 millions d'euros en EAD dont 2,76 % en défaut, (d) l'automobile avec 170 millions d'euros en EAD dont 5,5 % en défaut, (e) le "Shipping" avec 11 millions d'euros en EAD dont 2,3 % en défaut, et (f) le pétrole et le gaz (*Oil & Gas*) avec 318 millions d'euros en EAD dont 0,01 % en défaut. Ces secteurs ont fait l'objet d'un provisionnement additionnel en 2020 pour tenir compte de leur sensibilité accrue. Au premier semestre 2021, les scénarios économiques, intégrant une perspective plus favorable pour 2021 par rapport à la référence utilisée au troisième trimestre 2020, ont généré un moindre provisionnement lié au scénario économique en Stage 1 et Stage 2.

Enfin, en termes de solvabilité, la crise a eu pour principaux impacts sur le ratio de CET1 du Crédit Agricole Brie Picardie, outre un niveau de résultat conservé plus modeste, une hausse des emplois pondérés liée aux dégradations de notations. Le ratio CET1 non phasé de la Caisse Régionale s'établit ainsi à 20,03% au 30 juin 2021 versus 21,11% 31 mars 2021, et 20,50% au début de la crise au 31 mars 2020. Cette évolution ne préjuge en rien du niveau qu'atteindra le ratio CET1 sur les prochains trimestres. En particulier, l'incertitude reste forte sur l'évolution du taux de chômage, l'utilisation de l'épargne accumulée, le scénario sanitaire et l'agenda du déploiement puis du retrait des mesures publiques, et, plus généralement, sur les conséquences de l'évolution de l'activité économique sur le résultat conservé, les emplois pondérés, et les décisions réglementaires.

b) Des conditions économiques et financières défavorables ont eu par le passé, et pourraient avoir à l'avenir, un impact sur le Crédit Agricole Brie Picardie et les marchés sur lesquels il opère

Dans l'exercice de ses activités le Crédit Agricole Brie Picardie est spécifiquement exposé de manière significative à l'évolution des marchés financiers et à l'évolution de la conjoncture économique en France, en Europe et dans le reste du monde. Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021, 100% du produit net bancaire de la Caisse Régionale a été réalisé en France. Une détérioration des conditions économiques sur les principaux marchés sur lesquels le Crédit Agricole Brie Picardie intervient pourrait notamment avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- un contexte économique défavorable affecterait les activités et les opérations des clients de la Caisse Régionale, ce qui pourrait réduire les revenus et accroître le taux de défaut sur les emprunts et autres créances clients ;
- une baisse des cours des titres obligataires, actions et matières premières pourrait impacter une part importante des activités du Crédit Agricole Brie Picardie, y compris notamment la rentabilité de ses activités de *trading*, de banque d'investissement et de gestion d'actifs ;
- les politiques macroéconomiques adoptées en réponse aux conditions économiques, réelles ou anticipées, pourraient avoir des effets imprévus, et potentiellement des conséquences sur les paramètres de marché tels que les taux d'intérêt et les taux de change, lesquels pourraient à leur tour

⁸ Valeur exposée au risque : exposition de Crédit Agricole S.A. en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors-bilan. Les expositions hors bilan sont

converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

impacter les activités de la Caisse Régionale les plus exposées au risque de marché ;

- la perception favorable de la conjoncture économique, globale ou sectorielle, pourrait favoriser la constitution de bulles spéculatives, ce qui pourrait, en conséquence, exacerber l'impact des corrections qui pourraient être opérées lorsque la conjoncture se détériorera ;
- une perturbation économique significative (à l'image de la crise financière de 2008 ou de la crise de la dette souveraine en Europe en 2011) pourrait avoir un impact significatif sur toutes les activités de la Caisse Régionale, en particulier si la perturbation était caractérisée par une absence de liquidité sur les marchés, qui rendrait difficile la cession de certaines catégories d'actifs à leur valeur de marché estimée, voire empêcherait toute cession.

À ce titre, dans un contexte de croissance globale en baisse en 2020 et de politiques monétaires très accommodantes, une détérioration supplémentaire des conditions économiques accroîtrait les difficultés et les défaillances d'entreprises et le taux de chômage pourraient repartir à la hausse, augmentant la probabilité de défaut des clients. L'accroissement de l'incertitude pourrait avoir un impact négatif fort sur la valorisation des actifs risqués, sur les devises des pays en difficulté et sur le prix des matières premières.

- En France peut également s'opérer une baisse de confiance sensible dans le cas d'une dégradation plus marquée du contexte social qui conduirait les ménages à moins consommer et à épargner par précaution, et les entreprises à retarder leurs investissements, ce qui serait dommageable à la croissance et à la qualité d'une dette privée qui a davantage progressé que dans le reste de l'Europe.
- Le niveau très bas des taux conduit les investisseurs, à la recherche de rendement, à s'orienter vers des actifs plus risqués et peut entraîner la formation de bulles d'actifs financiers et sur certains marchés immobiliers. Il conduit également les agents économiques privés et les États à s'endetter et les niveaux de dette sont parfois très élevés. Cela renforce les risques en cas de retournement de marché.

Il est difficile d'anticiper le repli de la conjoncture économique ou des marchés financiers, et de déterminer quels marchés seront les plus touchés. Si la conjoncture économique ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe, ou les marchés financiers dans leur globalité, venaient à se détériorer ou devenaient plus volatils de manière significative, les opérations du Crédit Agricole Brie Picardie pourraient être perturbées et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourrait en conséquence subir un impact défavorable significatif.

c) Le Crédit Agricole Brie Picardie intervient dans un environnement très réglementé et les évolutions législatives et réglementaires en cours pourraient impacter de manière importante sa rentabilité ainsi que sa situation financière

Le Crédit Agricole Brie Picardie est soumis à une réglementation importante et à de nombreux régimes de surveillance dans les juridictions où la Caisse Régionale exerce ses activités.

Cette réglementation couvre notamment, à titre d'illustration :

- les exigences réglementaires et prudentielles

applicables aux établissements de crédit, en ce compris les règles prudentielles en matière d'adéquation et d'exigences minimales de fonds propres et de liquidité, de diversification des risques, de gouvernance, de restriction en terme de prises de participations et de rémunérations telles que définies notamment par le Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (tel que modifié, notamment, par le Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 et par le Règlement (UE) 2020/873 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2020) et la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement telle que transposée en droit interne (telle que modifiée par la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019) ; aux termes de ces réglementations, les établissements de crédit tels que le Crédit Agricole Brie Picardie doivent se conformer à des exigences de ratio de fonds propres minimum, de diversification des risques et de liquidité, de politique monétaire, de reporting/déclarations, ainsi qu'à des restrictions sur les investissements en participations. Au 30 juin 2021, le ratio CET1 non phasé de la Caisse Régionale atteint 20,03 % et le ratio global non phasé 20,23 % ;

- les règles applicables au redressement et à la résolution bancaire transposant en droit interne les dispositions de la Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement tel que modifiée notamment par la Directive (UE) 2019/879 du Parlement et du Conseil du 20 mai 2019 en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la "DRRB") ; notamment, le Crédit Agricole Brie Picardie est placé sous la surveillance de la BCE à laquelle un plan de redressement du Groupe Crédit Agricole est soumis chaque année conformément à la réglementation applicable (pour plus d'informations, se référer à la section "Gestion des risques" du Document d'enregistrement universel 2020). En outre, la contribution de la Caisse Régionale au financement annuel du Fonds de résolution unique est significative. Ainsi, au premier semestre 2021, la contribution du Crédit Agricole Brie Picardie au Fonds de résolution unique est de 9,1 millions d'euros avant ajustement du retraitement des années antérieures.
- les réglementations applicables aux instruments financiers (en ce compris les actions et autres titres émis par la Caisse Régionale), ainsi que les règles relatives à l'information financière, à la divulgation d'informations et aux abus de marché (Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché) qui accroît notamment les obligations du Groupe Crédit Agricole en matière de transparence et de reporting ;
- les politiques monétaires, de liquidité et de taux

d'intérêt et autres politiques des banques centrales et des autorités de régulation ;

- les réglementations encadrant certains types de transactions et d'investissements, tels que les instruments dérivés et opérations de financement sur titres et les fonds monétaires (Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux) ;
- les réglementations des infrastructures de marché, telles que les plateformes de négociation, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de règlement-livraison de titres ;
- la législation fiscale et comptable dans les juridictions où le Groupe Crédit Agricole exerce ses activités, ainsi que les règles et procédures relatives au contrôle interne, à la gestion des risques et à la conformité.

En conséquence de certaines de ces mesures, le Crédit Agricole Brie Picardie a notamment été contraint de réduire la taille de certaines de ses activités afin de se conformer aux nouvelles exigences créées par ces dernières. Ces mesures ont également accru les coûts de mise en conformité et il est probable qu'elles continueront de le faire. En outre, certaines de ces mesures pourraient accroître de manière importante les coûts de financement de la Caisse Régionale, notamment en obligeant le Crédit Agricole Brie Picardie à augmenter la part de son financement constituée de capital et de dettes subordonnées, dont les coûts sont plus élevés que ceux des titres de créance senior.

Le non-respect de ces réglementations pourrait avoir des conséquences importantes pour le Crédit Agricole Brie Picardie : un niveau élevé d'intervention des autorités réglementaires ainsi que des amendes, des sanctions internationales politiques, des blâmes publics, des atteintes portées à la réputation, une suspension forcée des opérations ou, dans des cas extrêmes, le retrait de l'autorisation d'exploitation. Par ailleurs, des contraintes réglementaires pourraient limiter de manière importante la capacité de la Caisse Régionale à développer ses activités ou à poursuivre certaines de ses activités.

De surcroît, des mesures législatives et réglementaires sont entrées en vigueur ces dernières années ou pourraient être adoptées ou modifiées en vue d'introduire ou de renforcer un certain nombre de changements, dont certains permanents, dans l'environnement financier global. Même si ces nouvelles mesures visent à prévenir la survenance d'une nouvelle crise financière mondiale, elles ont modifié de manière significative, et sont susceptibles de continuer à modifier, l'environnement dans lequel le Crédit Agricole Brie Picardie et d'autres institutions financières opèrent. À ce titre, ces mesures qui ont été ou qui pourraient être adoptées à l'avenir incluent un renforcement des exigences de fonds propres et de liquidité, des taxes sur les transactions financières, des plafonds ou taxes sur les rémunérations des salariés dépassant certains niveaux déterminés, des limites imposées aux banques commerciales concernant les types d'activités qu'elles sont autorisées à exercer (interdiction ou limitation des activités de *trading* pour compte propre, des investissements et participations dans des fonds de capital-investissement et des *hedge funds*), l'obligation de circonscrire certaines activités, des restrictions sur les types d'entités autorisées à réaliser des opérations de swap, certains types d'activités ou de produits financiers tels que les produits dérivés, la mise en place d'une procédure de dépréciation ou de conversion obligatoire de certains instruments de dette en titres de capital en cas de procédure de résolution, et plus

généralement des dispositifs renforcés de redressement et de résolution, de nouvelles méthodologies de pondération des risques (notamment dans les activités d'assurance), des tests de résistance périodiques et le renforcement des pouvoirs des autorités de supervision.

- Certaines des nouvelles mesures adoptées après la crise financière devraient ainsi être modifiées, affectant la prévisibilité des régimes réglementaires auxquels le Crédit Agricole Brie Picardie est soumis et nécessitant une mise en œuvre rapide susceptible de mobiliser d'importantes ressources au sein de la Caisse Régionale. En outre, l'adoption de ces nouvelles mesures pourrait accroître les contraintes pesant sur le Crédit Agricole Brie Picardie et nécessiter un renforcement des actions menées par la Caisse Régionale présentées ci-dessus en réponse au contexte réglementaire existant.
- Par ailleurs, l'environnement politique global a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par une forte pression politique pesant sur les organes législatifs et réglementaires favorisant l'adoption de mesures réglementaires renforcées, bien que celles-ci puissent également impacter le financement de l'économie et d'autres activités économiques.

Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et réglementaires dont l'ampleur et la portée sont largement imprévisibles, il est impossible de prévoir leur impact réel sur le Crédit Agricole Brie Picardie, mais son impact pourrait être très important.

Par ailleurs, un certain nombre d'ajustement et de nouveautés réglementaires (ainsi que des reports quant à la date d'application de certaines règles notamment liées aux exigences prudentielles) ont été mises en place par les autorités nationales et européennes dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Le caractère pérenne ou temporaire de ces ajustements et nouveautés, ainsi que l'évolution de la réglementation prise en lien avec ladite situation sanitaire, sont encore incertains, de sorte qu'il est impossible à ce stade de déterminer ou de mesurer leurs impacts réels sur le Crédit Agricole Brie Picardie à ce stade.

2.2.5. Risques liés à la stratégie et aux opérations de la Caisse Régionale

a) Le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait ne pas être en mesure d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée

La Caisse régionale s'est fixée des objectifs commerciaux et financiers. Ces objectifs financiers ont été établis principalement à des fins de planification interne et d'affectation des ressources, et reposent sur un certain nombre d'hypothèses relatives à la conjoncture économique et à l'activité des métiers du Groupe Crédit Agricole. Ces objectifs financiers ne constituent ni des projections ni des prévisions de résultats. Les résultats actuels de la Caisse Régionale sont susceptibles de s'écarter (et pourraient s'écarter sensiblement), à plusieurs titres, de ces objectifs, notamment en raison de la réalisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section.

b) Le commissionnement en assurance dommages pourrait être affecté par une dégradation élevée de la sinistralité

Une dégradation élevée de la sinistralité en assurance dommages pourrait avoir pour conséquence une réduction des commissions que le Crédit Agricole Brie Picardie perçoit sur cette activité.

c) Des événements défavorables pourraient affecter simultanément plusieurs activités du Crédit Agricole Brie Picardie

Bien que les principales activités de la Caisse Régionale soient chacune soumise à des risques propres et à des cycles de marché différents, il est possible que des événements défavorables affectent simultanément plusieurs activités du Crédit Agricole Brie Picardie. Par exemple, une baisse des taux d'intérêts pourrait impacter simultanément la marge d'intérêt sur les prêts, le rendement et donc la commission réalisée sur les produits de gestion d'actif, assurance. Dans une telle situation, le Crédit Agricole Brie Picardie pourrait ne pas tirer avantage de la diversification de ses activités dans les conditions escomptées. Par exemple, des conditions macroéconomiques défavorables pourraient impacter la Caisse Régionale à plusieurs titres, en augmentant le risque de défaut dans le cadre de ses activités de prêt, en réduisant la valeur de ses portefeuilles de titres et les revenus dans ses activités générant des commissions. Lorsqu'un événement affecte défavorablement plusieurs activités, son impact sur les résultats et la situation financière du Crédit Agricole Brie Picardie est d'autant plus important.

d) Le Crédit Agricole Brie Picardie est exposé aux risques climatiques et environnementaux

Le Crédit Agricole Brie Picardie est directement exposé aux risques climatiques à travers ses outils d'exploitation, pour des impacts qui demeurent cependant marginaux. Les contreparties de ses filiales peuvent en revanche être directement affectées par des aléas climatiques, dont les impacts peuvent être significatifs, et, de fait, indirectement, affecter le Crédit Agricole Brie Picardie. Cela conduit à considérer les risques climatiques comme des facteurs de risques influençant les autres risques existants, notamment de crédit. À titre d'exemple, lorsque la Caisse Régionale prête à des entreprises dont les activités émettent des gaz à effet de serre, il se retrouve exposé au risque qu'une réglementation, ou des limitations plus strictes soient imposées à son emprunteur, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur la qualité de crédit de ce dernier. De telles conséquences peuvent aussi naître des changements technologiques accélérant la transition vers une économie plus sobre en carbone, ou de changements de comportements des clients finaux. De la même manière, ces impacts défavorables peuvent être liés à des événements de risque physique – de type catastrophe naturelle, mais aussi changement sur le long terme des modèles climatiques (hausse des fréquences et des incidences d'événements de type sécheresse, inondation, élévation du niveau de la mer ...) – impactant négativement les contreparties du Crédit Agricole Brie Picardie dans l'exercice de leurs activités. Enfin, les impacts négatifs des contreparties sur d'autres facteurs environnementaux notamment de réduction/perte de biodiversité, ou usage des ressources peuvent dégrader la qualité de la contrepartie ou entraîner des risques de réputation.

Avec l'accélération des contraintes de transition pour lutter contre les changements climatiques, l'intensification des phénomènes climatiques aigus et l'enjeu de préservation des ressources, le Crédit Agricole Brie Picardie devra adapter ses

activités et la sélection de ses contreparties de manière appropriée afin d'atteindre ses objectifs stratégiques et éviter de subir des pertes.

À travers le Plan Moyen Terme et sa stratégie climat, le Groupe Crédit Agricole s'est engagé à sortir totalement du charbon thermique en 2030, pour les pays de l'Union européenne et de l'OCDE, et en 2040 pour le reste du monde. Des engagements complémentaires ont été pris sur le pétrole et le gaz de schiste. Enfin, le Groupe Crédit Agricole a récemment rejoint l'initiative Net Zero Banking Alliance, pour confirmer son implication dans l'accompagnement de l'économie vers un objectif de neutralité carbone en 2050, avec des jalons contraignants intermédiaires.

e) Le Crédit Agricole Brie Picardie doit maintenir des notations de crédit élevées, au risque de voir ses activités et sa rentabilité défavorablement affectées

Les notations de crédit ont un impact important sur la liquidité de la Caisse Régionale. Une dégradation importante de leurs notations pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la liquidité et la compétitivité de la Caisse Régionale, augmenter son coût de financement, limiter son accès aux marchés de capitaux, déclencher des obligations au titre du programme d'émission de *covered bonds* du Crédit Agricole Brie Picardie ou de stipulations contractuelles de certains contrats de *trading*, de dérivés et de couverture ou encore affecter la valeur des obligations qu'ils émettent sur le marché.

Le coût de financement à long terme non garanti de la Caisse Régionale auprès des investisseurs est directement lié à ses *spreads* de crédit (correspondant au montant excédant le taux d'intérêt des titres souverains de même maturité payé aux investisseurs dans des instruments de dette) qui dépendent à leur tour dans une certaine mesure de leur notation de crédit. Une augmentation des *spreads* de crédit peut augmenter de manière importante le coût de financement du Crédit Agricole Brie Picardie. Les *spreads* de crédit changent en permanence en fonction du marché et connaissent des évolutions imprévisibles et hautement volatiles. Les *spreads* de crédit sont également influencés par la perception qu'a le marché de la solvabilité du Crédit Agricole Brie Picardie. En outre, les *spreads* de crédit peuvent être influencés par les fluctuations des coûts d'acquisition des swaps de crédit indexés sur les titres de créance de la Caisse Régionale, qui sont influencés à la fois par la notation de ces titres et par un certain nombre de facteurs de marché échappant au contrôle du Crédit Agricole Brie Picardie. Sur les trois agences de notations sollicitées par le Groupe Crédit Agricole, la perspective est stable selon Moody's et S&P Global Ratings, et est passée à négative selon Fitch Ratings en 2020, en raison de l'incertitude sur les retombées économiques et financières liées à la crise sanitaire. Pour rappel, les notations du Groupe Crédit Agricole selon Moody's, S&P Global Ratings et Fitch Ratings sont respectivement de Aa3, A+ et A+.

f) Le Crédit Agricole Brie Picardie est confronté à une forte concurrence

Le Crédit Agricole Brie Picardie est confronté à une concurrence forte, sur tous les marchés des services financiers, pour tous les produits et services qu'il offre, y compris dans le cadre de ses activités de banque de détail. A fin avril 2021, le Crédit Agricole Brie Picardie affiche une part de marché des encours de collecte de bilan de 30% et une part de marché des encours de crédit de 35%.

Les marchés européens des services financiers sont matures et la demande de services financiers est, dans une certaine mesure, corrélée au développement économique global. Dans ce contexte, la concurrence repose sur de nombreux facteurs,

notamment les produits et services offerts, les prix, les modalités de distribution, les services proposés aux clients, la renommée de la marque, la solidité financière perçue par le marché et la volonté d'utiliser le capital pour répondre aux besoins des clients. Le phénomène de concentration a donné naissance à un certain nombre de sociétés qui, à l'instar de la Caisse Régionale, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits, allant de l'assurance, des prêts et dépôts aux services de courtage, de banque d'investissement et de gestion d'actifs.

En outre, de nouveaux concurrents compétitifs (y compris ceux qui utilisent des solutions technologiques innovantes), qui peuvent être soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels, émergent également sur le marché. Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis à des institutions n'étant pas des banques d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques, reposant sur la technologie de l'Internet, incluant la négociation électronique d'instruments financiers. Ces nouveaux entrants exercent des pressions à la baisse sur les prix des produits et services offerts par le Crédit Agricole Brie Picardie et parviennent à conquérir des parts de marché dans un secteur historiquement stable entre les acteurs financiers traditionnels. De surcroît, de nouveaux usages, notamment de paiements et de banque au quotidien, des nouvelles devises, tels que le *bitcoin*, et de nouvelles technologies facilitant le traitement des transactions, comme la *blockchain*, transforment peu à peu le secteur et les modes de consommation des clients. Il est difficile de prédire les effets de l'émergence de ces nouvelles technologies, dont le cadre réglementaire est toujours en cours de définition, mais leur utilisation accrue pourrait redessiner le paysage concurrentiel du secteur bancaire et financier. Le Crédit Agricole Brie Picardie doit donc s'attacher à maintenir sa compétitivité en France ou sur les autres grands marchés sur lesquels il intervient, adapter ses systèmes et renforcer son empreinte technologique pour conserver ses parts de marché et son niveau de résultats.

2.2.6. Risques liés à la structure du Groupe Crédit Agricole

a) Si l'un des membres du Réseau rencontrait des difficultés financières, Crédit Agricole S.A. serait tenue de mobiliser les ressources du Réseau (en ce compris ses propres ressources) au soutien de l'entité concernée

Crédit Agricole S.A. est l'organe central du Réseau Crédit Agricole composé de Crédit Agricole S.A., des Caisses régionales et des Caisses locales, en application de l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier, ainsi que de Crédit Agricole CIB et BforBank en tant que membres affiliés (le "Réseau").

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacun des établissements membres du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du Réseau bénéficie de cette solidarité financière interne et y contribue. Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité financière interne. En particulier, ceux-ci ont institué un Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité

(FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des membres du Réseau qui viendraient à connaître des difficultés.

Bien que Crédit Agricole S.A. n'ait pas connaissance de circonstances susceptibles d'exiger à ce jour de recourir au FRBLS pour venir au soutien d'un membre du Réseau, rien ne garantit qu'il ne sera pas nécessaire d'y faire appel à l'avenir. Dans une telle hypothèse, si les ressources du FRBLS devaient être insuffisantes, Crédit Agricole S.A., en raison de ses missions d'organe central, aura l'obligation de combler le déficit en mobilisant ses propres ressources et le cas échéant celles des autres membres du Réseau.

En raison de cette obligation, si un membre du Réseau venait à rencontrer des difficultés financières majeures, l'événement sous-jacent à ces difficultés financières pourrait alors impacter la situation financière de Crédit Agricole S.A. et celle des autres membres du Réseau ainsi appelés en soutien au titre du mécanisme de solidarité financière.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite "BRRD"), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite "BRRD2" est venue modifier la BRRD et a été transposée par ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de "point d'entrée unique élargi" (*extended SPE*) qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier

les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La Loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57-I du CMF). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2⁹. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette¹⁰, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes. Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble.

b) L'avantage pratique de la Garantie de 1988 émise par les Caisses régionales peut être limité par la mise en œuvre du régime de résolution qui s'appliquerait avant la liquidation

Le régime de résolution prévu par la DRRB pourrait limiter l'effet pratique de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, à hauteur de leur capital, réserves et report à nouveau (la "Garantie de 1988").

Ce régime de résolution n'a pas d'impact sur le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au Réseau, ce mécanisme devant s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

Cependant, l'application au Groupe Crédit Agricole des procédures de résolution pourrait limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la Garantie de 1988, étant précisé que ladite Garantie de 1988 ne peut être appelée que si les actifs de Crédit Agricole S.A. s'avéraient être insuffisants pour couvrir ses obligations à l'issue de sa liquidation ou dissolution. Du fait de cette limitation, les porteurs de titres obligataires et les créanciers de Crédit Agricole S.A. pourraient ne pas pouvoir bénéficier de la protection qu'offrirait cette Garantie de 1988.

⁹ Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF.

¹⁰ Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.

2.3 Gestion des risques

2.3.1 Risques de crédit

2.3.1.1 Exposition et concentration

Exposition au risque de crédit

Au 30 juin 2021, le montant agrégé des valeurs comptables brutes des expositions au risque de crédit, au bilan et hors bilan, s'élève à 29,1 milliards d'euros contre 28 milliards d'euros au 31 décembre 2020, soit une progression de près de 3,9% sur la période.

Concentration

L'analyse du risque de crédit sur les engagements commerciaux hors opérations internes au groupe Crédit Agricole et hors collatéral versé par le Groupe dans le cadre des opérations de pension et hors titres financiers (prêts et créances sur les établissements de crédit, prêts et créances sur la clientèle, engagements de financements et de garanties données), fait ressortir un portefeuille diversifié (cf. *Diversification par filière d'activité économique sur l'expositions au défaut Bilan-hors bilan (hors particuliers)*).

Diversification du portefeuille par zone géographique

Le détail de la répartition géographique des prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle est présenté en note 6.4 des annexes des états financiers consolidés. L'activité de la Caisse Régionale reste réalisée pour sa quasi-totalité en France.

Diversification par filière d'activité économique

Secteur d'activité	déc-20	juin-21
NON DETERMINEE (dont habitat particulier)	63,5%	63,1%
IMMOBILIER	11,7%	12,0%
AGROALIMENTAIRE	7,8%	8,0%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	4,5%	4,4%
DIVERS	2,9%	2,6%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	2,1%	2,3%
SANTE / PHARMACIE	1,5%	1,5%
ENERGIE	1,0%	1,1%
BTP	1,1%	1,1%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	0,9%	0,9%
AUTOMOBILE	0,5%	0,6%
UTILITIES	0,4%	0,5%
INDUSTRIE LOURDE	0,5%	0,4%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	0,5%	0,4%
AUTRES INDUSTRIES	0,2%	0,3%
AUTRES TRANSPORTS	0,2%	0,2%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	0,2%	0,2%
TELECOM	0,1%	0,1%
MEDIA / EDITION	0,1%	0,1%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	0,0%	0,0%
MARITIME	0,0%	0,0%
ASSURANCE	0,0%	0,0%
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	0,0%	0,0%
BANQUES	0,0%	0,0%
Total général	100%	100%

La filière « NON DETERMINEE » représente à 99% l'encours des crédits habitats soit environ 18 Mrds d'euros.

Diversification par filière d'activité économique sur l'expositions au défaut Bilan-hors bilan (hors particuliers)

FILIERES D'ACTIVITE ECONOMIQUE (hors particulier)	31/12/2020	30/06/2021
IMMOBILIER	26,02%	26,61%
AGROALIMENTAIRE	23,81%	24,09%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	14,14%	13,43%
DIVERS	8,54%	7,56%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	6,23%	6,79%
SANTE / PHARMACIE	3,71%	3,49%
ENERGIE	3,16%	3,38%
BTP	2,95%	2,90%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	2,74%	2,64%
AUTOMOBILE	1,65%	1,76%
INDUSTRIE LOURDE	1,45%	1,34%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	1,48%	1,28%
UTILITIES	1,32%	1,43%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	0,65%	0,57%
AUTRES TRANSPORTS	0,64%	0,68%
AUTRES INDUSTRIES	0,59%	1,06%
TELECOM	0,45%	0,42%
MEDIA / EDITION	0,16%	0,16%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	0,15%	0,15%
ASSURANCE	0,05%	0,08%
MARITIME	0,09%	0,12%
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	0,01%	0,06%
BANQUES	0,00%	0,00%
Total général	100%	100%

Le TOP 5 des secteurs hors particuliers représentent 78.5% de l'exposition au défaut est stable sur 6 mois.

Les 5 premières filières sont les suivantes :

- Immobilier
- Agroalimentaire
- Services non marchands / secteur public / collectivités
- Divers (dont activités de holding)
- Distribution / Industrie de bien de consommation

Exposition des prêts et créances

La répartition des prêts et créances dépréciés est présentée dans la note 3 « Risque de crédit » des états financiers consolidés.

2.3.1.2 Coût du risque

Le coût du risque du Crédit Agricole Brie Picardie et ses filiales et le détail des mouvements impactant le coût du risque est présenté en note 4.8 des états financiers consolidés.

2.3.1.3 Application de la norme IFRS9

1. Evaluation du risque de crédit

Dans le contexte de crise sanitaire et économique liée à la COVID-19, le Groupe revoit régulièrement ses prévisions macro-économiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. Pour mémoire, une première prise en compte des effets de la crise sanitaire et

de ses effets macro-économiques a été déjà intégrée dès l'arrêté du deuxième trimestre 2020.

Informations sur les scénarios macroéconomiques retenus au T2-2021 :

Le Groupe a utilisé quatre scénarios, pour le calcul des paramètres de provisionnement IFRS 9 en production sur juin 2021, avec des projections qui se présentent comme suit à l'horizon 2023.

Ces quatre scénarios intègrent des hypothèses différenciées quant aux impacts de la crise de la COVID-19 sur l'économie, fonctions du caractère plus ou moins rapide et complet du retour à la normale de la mobilité, de l'activité et de la consommation, et dépendant en grande partie des évolutions sanitaires, aujourd'hui encore incertaines. La solidité de la confiance des agents économiques est également décisive : selon les anticipations sur le plan sanitaire, économique et de l'emploi, elle conduit à des comportements d'attentisme et de précaution plus ou moins marqués qui déterminent en conséquence la propension des ménages à consommer l'épargne abondante accumulée durant le confinement et la capacité des entreprises à engager des investissements. L'ampleur, l'efficacité et le calendrier des mesures de soutien de relance gouvernementales ont également un impact important sur l'évolution de l'activité.

Le rebond du T3 2020, permis par le déconfinement opéré dans la plupart des pays européens, a été plus fort que prévu. En France, le PIB a rebondi de 18,5 % au T3 vs T2, après une baisse de 13,2 % au T2 vs T1. Il y a eu un deuxième confinement en novembre : son impact sur l'économie nettement moins sévère du fait de restrictions moins fortes (écoles ouvertes) et de

l'adaptation de nombreux secteurs aux normes sanitaires. Ainsi, le deuxième confinement a surtout affecté la consommation tandis que l'investissement a progressé au T4. En décembre, un desserrement prudent a été réalisé avec une réouverture des commerces ; A l'issue du confinement, il y a eu la mise en place d'un couvre-feu. La baisse du PIB a été limitée : -1,5% au T4 (T3). En moyenne annuelle en 2020, le PIB a reculé de 8% sur l'année complète. »

Au T1 2021, mesures restrictives renforcées, avec couvre-feu avancé, fermeture des grands centres commerciaux, reconfinements locaux à partir de mi-mars. Mesures de soutien prolongées pour les secteurs très affectés. L'activité est stable, -0,1%, mais demeure en repli de 4,7% par rapport à la « normale » (niveau du T4 2019). Au T2 2021, compte tenu de la forte circulation des variants, nouveau confinement de début avril au 19 mai, puis levée progressive des contraintes sanitaires entre mi-mai et fin juin. Réouverture progressive des établissements de services fermés depuis octobre (restaurants, bars, salles de sport, spectacles...). Légère hausse prévue du PIB dès le T2. Montée en charge des campagnes de vaccination.

Le premier scénario décrit une sortie de crise graduelle mais pas synchronisée, le profil de croissance dépend fortement des hypothèses sanitaires, pour lesquelles l'incertitude reste assez élevée. De plus, les évolutions sanitaires et les mesures décidées ne sont pas homogènes entre les pays européens.

Ce scénario 1 prend les hypothèses suivantes dans l'EU et en France: les mesures sanitaires restrictives mises en place fin 2020 et début 2021 dans l'ensemble de l'UE (confinements, couvre-feux, etc.) sont maintenues dans leurs grandes lignes au T2 (renforcées ou allégées en fonction des pays), du fait des risques liés aux variants ; les campagnes de vaccination montent en puissance peu à peu ; environ 50% de la population adulte de l'UE serait vaccinée fin juin ; au second semestre, la montée en charge des vaccinations et l'assouplissement des mesures sanitaires permettent un redressement graduel de l'activité. Celle-ci retrouverait son niveau « normal » d'avant-crise courant 2022.

Dans la Zone Euro, il est prévu une croissance à 4% en 2021 et 4,1% en 2022 après -6,8% en 2020. L'inflation est projetée à 1,4% en 2021 et 1% en 2022.

En France, Au T1 2021, des mesures restrictives renforcées, avec couvre-feu avancé, des fermetures des grands centres commerciaux, des reconfinements locaux à partir de mi-mars sont pris en compte. Un maintien des fermetures administratives pour bars-restaurants, salles de sport, spectacles, événementiel est également intégré. Corollaire, les mesures de soutien sont prolongées pour les secteurs très affectés. L'activité s'améliore un peu, +0,4%, mais demeure en repli de 4,5% par rapport à la « normale » (niveau du T4 2019).

Au T2 2021, compte tenu de la forte circulation des variants, de nouvelles mesures restrictives arrivent en avril, conduisant à un recul du PIB de 0,4%. Il y a une montée en charge des campagnes de vaccination. A priori 30 millions de Français seraient vaccinés fin juin dans cette projection de scénario.

Au second semestre 2021, sont constatés les effets positifs du déploiement des campagnes de vaccination. Les mesures restrictives seraient assouplies, mais pas supprimées. Il y aurait un redressement de la conjoncture, mais avec une reprise

graduelle, malgré les mesures de soutien et le plan de relance, et portée par la consommation, qui retrouve son niveau normal fin 2021 avec une surconsommation possible dans certains secteurs par rapport aux niveaux d'avant-crise. D'autres secteurs resteraient cependant fragilisés (aéronautique, automobile, commerce, tourisme, hôtellerie, restauration, culture, ...). L'investissement poursuivrait son rétablissement à un rythme plus modéré, faillites, hausse du chômage, maintien d'une épargne de précaution élevée des ménages. En moyenne annuelle en 2021, le PIB progresserait de 5,4%. Il s'accroîtrait de 3,6% en 2022 et retrouverait son niveau d'avant-crise au T2 2022.

Les prévisions financières seraient les suivantes dans ce scénario 1 :

Une forte remontée des taux américains en 2021 et, par contagion, des taux européens (dans une bien moindre mesure) avec un scénario de reflation dont les causes sont logées aux États-Unis : données économiques américaines plus solides que prévu, déploiement des vaccins et stimulus fiscal massif, pressions inflationnistes avérées et redoutées.

Craintes relatives à l'inflation : envolée du prix des matières premières (industrielles mais aussi agricoles ; demande essentiellement tirée par la Chine), hausse du prix du pétrole (demande en hausse et quotas de production qui ont efficacement limité l'offre), envolée des prix du fret maritime (des capacités ont été retirées du marché pendant la crise et l'offre n'a pas suivi le redémarrage de la demande).

Le scénario inflation France : au-delà de l'accélération ponctuelle (sensible et largement « technique ») anticipée en 2021, peu de chances que se mette en place un processus d'inflation auto-entretenu via la hausse des salaires et des effets de second tour alimentant un retour durable de l'inflation et une hausse massive des taux d'intérêt.

La politique monétaire en Zone Euro irait vers un engagement explicite en faveur de taux d'intérêt faibles (et de spreads resserrés) compatibles avec des trajectoires de reprise modérée et d'inflation encore faible → accélération du rythme des achats de la BCE au titre du PEPP (Pandemic Emergency Purchase Program).

Concernant les taux d'intérêt, courbe des taux ancrée à la hausse :

États-Unis : UST 10 ans vers 1,75% fin 2021 à l'issue d'une remontée « chahutée » compte tenu des profils d'inflation (pic au T2-2021) et de croissance (pic au T3-2021). 2,15% fin 2022.

Zone euro : *Bund* à -0,20% fin 2021 et -0,10% fin 2022 ; OAT à 0,10% fin 2021 et 0,20% fin 2022 (tensions courant 2022 avec les élections présidentielles).

Le deuxième scénario suppose une sortie de crise sanitaire en Europe plus lente et plus poussive que dans le scénario central. De nouveaux variants virulents, combinés à des campagnes de vaccination longues et difficiles avec une efficacité réduite des vaccins face à ces variants : => assouplissement des mesures sanitaires effectif seulement au premier semestre 2022.

Le deuxième scénario reprend des prévisions identiques à celles du premier scénario pour l'année 2021. Pour l'année 2021, il est supposé un profil assez comparable au T1-21 (déconfinement prudent), mais en revanche, une forte pression au T2 2021 et un maintien de mesures restrictives assez marquées au second semestre. La réussite des campagnes vaccinales et l'assouplissement des mesures sanitaires ne seraient vraiment effectifs qu'au premier semestre 2022.

Une poursuite de la pandémie accompagnée de mesures de soutien des Etats revues en baisse, d'un manque de visibilité et d'effets de saturation pour les ménages : tout cela conduirait à une confiance des agents très dégradée et demande intérieure très médiocre en 2021 en zone euro.

Une croissance serait toutefois assez marquée aux Etats-Unis, affectée par une situation sanitaire un peu moins favorable que dans le scénario central, mais dopée par le plan de relance.

Au niveau Zone Euro / France :

2021 : croissance positive mais nettement plus faible que dans le scénario central. Crise sanitaire encore présente au second semestre 2021 et une chute de la confiance conduiraient à une demande intérieure dégradée. Exemple France : croissance de 2,7% en France contre 5,4% en central. Ce chiffre resterait relativement élevé car avec des acquis très positifs fin 2020.

2022 : demande encore fragile au premier semestre. Un redémarrage progressif et croissance annuelle du même ordre qu'en 2021, 3,3% en France, car acquis de croissance très faible fin 2021.

Remontée du chômage et des faillites plus marquées que dans le scénario central.

Le troisième scénario est légèrement plus favorable que le scénario 1 et prévoit un déploiement rapide des vaccins dans l'UE, avec une montée en puissance de la production des laboratoires, un degré élevé d'acceptation par le public et un niveau élevé d'efficacité du vaccin contre les éventuelles mutations virales. Cela permettrait un retrait plus rapide des contraintes sanitaires (au cours du second semestre 2021). La confiance s'améliorerait rapidement. D'où un retour du PIB à son niveau d'avant-crise dès la fin 2021 et une croissance assez soutenue en 2022. De plus, les plans de relance nationaux et européen se révéleraient efficaces et permettraient de renforcer le processus de reprise.

Par ailleurs, croissance marquée aux Etats-Unis, avec une forte efficacité du « méga » plan de relance, mais sans resserrement violent des conditions financières.

Le quatrième scénario, le moins probable, est caractérisé par un repli de l'activité un peu plus fort en 2021 avec un choc supplémentaire en France du type réactivation des tensions sociales, blocages, grèves.

En France, dans ce scénario, la demande intérieure fléchirait nettement au premier semestre 2021. Il y aurait une circulation persistante du virus. Les mesures de soutien de l'Etat ne seraient pas renouvelées en 2021, et enfin une hausse du chômage et des faillites seraient constatées.

Avec une absence de visibilité et à des capacités excédentaires : il y aurait une nette révision en baisse de l'investissement. Les ménages resteraient très prudents avec peu d'achats importants. Il y aurait également une réactivation des tensions sociales, gel du programme de réformes. Enfin, au niveau Etat, il y aurait une dégradation du rating d'un cran.

Dans ce scénario, en France, la reprise graduelle serait différée courant 2021, avec un niveau tendanciel d'activité grevé par une hausse plus forte du chômage (12,5 % en 2021 après 10 % en 2020). Le PIB connaîtrait un recul marqué au premier semestre 2021. En moyenne annuelle, il serait en hausse modérée, 1,9%, soit un décrochement prononcé par rapport à une hausse prévue de 5,4% en 2021 en scénario central. Fin 2022, le PIB resterait inférieur d'environ 4% au niveau « normal » atteint en 2019.

A relever, les mesures de soutien ont été prises en compte dans les projections IFRS 9 : le processus de projection des paramètres centraux de risque a été révisé dès 2020 afin de mieux refléter l'impact des dispositifs gouvernementaux dans les projections IFRS 9. Cette révision a eu pour conséquence d'atténuer la soudaineté de l'intensité de la crise, ainsi que la force de la relance et de la diffuser sur une période plus longue (trois ans).

Les variables portant sur le niveau des taux d'intérêt et plus généralement toutes les variables liées aux marchés de capitaux, n'ont pas été modifiées car leurs prévisions intègrent déjà structurellement les effets des politiques de soutien.

Afin de prendre en compte des spécificités locales (géographiques et/ou liées à certaines activités/métiers), des compléments sectoriels sont établis au niveau local (forward looking local) par certaines entités du Groupe, pouvant ainsi compléter les scénarios macroéconomiques définis en central.

À fin juin 2021, en intégrant les forward looking locaux, les provisions Stage 1 / Stage 2 d'une part (provisionnement des actifs clientèles sains) et les provisions Stage 3 d'autre part (provisionnement pour risques avérés) ont représenté respectivement 52,5% et 47,5% des stocks de couverture sur le périmètre du Crédit Agricole Brie Picardie. (cf. annexe des comptes consolidés, note 3.2 Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole))

À fin juin 2021, les dotations nettes de reprises de provisions Stage 1 / Stage 2 (13,7 millions d'euros) ont représenté la totalité du coût du risque semestriel du Crédit Agricole Brie Picardie (cf. annexe des comptes consolidés, note 4.8 Coût du risque).

2. Evolution des ECL

L'évolution de la structure des encours et des ECL au cours de la période est détaillée dans la partie 3 des comptes consolidés au 30 Juin 2021.

Les commentaires ci-dessous portent sur le périmètre des actifs financiers au coût amorti (prêts et créances sur la clientèle) qui représente environ 90% des corrections de valeurs pour pertes.

Structure des encours

Au premier semestre 2021, le poids des créances en bucket 1 affiche une légère hausse en valeur absolue (+0,8 milliards d'euros). Ces créances représentent à présent 94% des engagements globaux.

De son côté, le poids des créances en bucket 2 reste stable avec une évolution de 0,1 milliards d'euros, portant leur poids à 5% à fin juin 2021

Cette évolution traduit le maintien du niveau de risque de notre portefeuille de clientèle.

Il est constaté que les expositions en bucket 3 restent stables par rapport à fin décembre 2020.

	30/06/2021	31/12/2020
TOTAL Engagements	28 320 861	27 376 223
<i>Bucket 1</i>	26 725 258	25 927 909
<i>Bucket 2</i>	1 278 213	1 131 127
<i>Bucket 3</i>	317 390	317 187

Répartition des prêts et créances sur la clientèle		
En pourcentage	30/06/2021	31/12/2020
TOTAL ECL	100%	100%
Bucket 1	94%	95%
Bucket 2	5%	4%
Bucket 3	1%	1%

Evolution des ECL

Le montant des ECL de la Caisse régionale a augmenté de 9,0 millions d'euros au premier semestre 2021 pour atteindre 412 millions d'euros soit une progression de 2,2%.

Cette hausse s'explique par l'augmentation des encours de crédit de la Caisse Régionale mais également par les impacts de la crise sanitaire et économique sur le provisionnement de certaines activités particulièrement exposées.

Le montant des ECL du bucket 2 a progressé de 11,3% et son poids s'est légèrement accru au premier semestre 2021 pour représenter un près de 30%.

2.3.2 Risques de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation et de la volatilité des cours des actions, des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les *spreads* de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des *spreads* de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus complexes de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

La Caisse Régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue comptablement le *trading book* et le *banking book*. La variation de juste valeur du *trading book* se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du *banking book* se traduit par un impact sur les fonds propres. En 2021, et à l'image des années précédentes, aucune opération de *trading* n'a été effectuée.

Concernant le *banking book*, la politique est la suivante : le montant des excédents de fonds propres est placé selon les cibles d'allocation de la politique financière proposées par la Direction Générale et validées par le Conseil d'Administration. Une partie du *banking book* a vocation à être détenue à long

A noter que la part des ECL sur les créances classées en Bucket 3 poursuit sa diminution.

	30/06/2021	31/12/2020
TOTAL ECL	411 928	402 958
Bucket 1	95 053	94 297
Bucket 2	121 407	109 125
Bucket 3	195 468	199 536

La Caisse régionale a renforcé le suivi des créances sensibles amenant le taux de couverture à presque 10%.

Taux de couverture des encours de prêts et créances sur la clientèle		
En pourcentage	30/06/2021	31/12/2020
Bucket 1	0,4%	0,4%
Bucket 2	9,5%	9,6%
Bucket 3	61,6%	62,9%

terme (jusqu'à l'échéance des titres) et une autre partie est classée comptablement comme disponible à la vente.

2.3.2.1 Objectifs et politique

La maîtrise des risques de marché du groupe Crédit Agricole repose sur un dispositif structuré, comprenant une organisation indépendante des hiérarchies opérationnelles, des méthodologies d'identification et de mesure des risques, des procédures de surveillance et de consolidation. En termes de périmètre, ce dispositif couvre l'ensemble des risques de marché.

Dans un contexte de marché toujours marqué par la persistance de taux bas, les incertitudes économiques et les tensions géopolitiques mondiales (discussions post-Brexit, politique du gouvernement italien, tensions commerciales sino-américaines et orientations de politique monétaire des banques centrales), le Groupe Crédit Agricole a poursuivi une politique de gestion prudente des risques de marché en cohérence avec son cadre d'appétence aux risques.

2.3.2.2 Gestion du risque

Dispositif local et central

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole est structuré sur deux niveaux distincts et complémentaires :

- au niveau central, la direction des risques et contrôles permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et de contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles ;
- au niveau de la Caisse Régionale, un responsable des risques et contrôles permanents pilote et contrôle les risques de marché issus des activités. Ce responsable est nommé par le Directeur Général de la Caisse Régionale et lui est directement rattaché.

Conformément à la réglementation, la Caisse Régionale respecte le principe de séparation de fonction. Ainsi, la fonction à l'engagement des opérations appartient à une ligne hiérarchique différente des fonctions en charge de la mesure des résultats et des risques et de la fonction de contrôle :

- les opérateurs de marché (*Front Office*) sont rattachés au responsable du service gestion financière, premier degré de contrôle, au sein de la direction finance et pilotage ;
- les personnes en charge de la mesure des résultats et des risques (*Middle Office*), qui constituent le second degré de contrôle (premier niveau) sont rattachées à la direction en charge des centres d'affaires et de la banque privée ;
- les personnes en charge du contrôle second degré deuxième niveau sont rattachées au responsable de l'unité contrôle comptable et financier, au sein de la direction des risques et contrôles.

Les Comités de décision et de suivi des risques

Organes de suivi des risques de niveau Groupe

Le suivi des risques au niveau central se décline en trois comités, que sont le comité des risques Groupe, le comité de surveillance des risques, et le comité normes et méthodologies.

Organes de suivi des risques de niveau local

Le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, organe délibérant, se prononce sur la politique générale, le niveau de tolérance et d'appétence au risque, son périmètre d'application, ainsi que sur l'adéquation des risques pris aux dispositifs d'identification, de mesure et de gestion des risques financiers.

Le Conseil d'Administration délibère annuellement sur la politique générale, et davantage si l'environnement économique le nécessite. En cours d'exercice, le Conseil d'Administration est tenu informé de l'évolution des différents indicateurs de risque, du respect des limites et des mesures prises en cas de dépassement de seuils d'alerte ou d'impact défavorable des scénarios de stress sur les comptes de la Caisse Régionale. Il approuve toute modification substantielle des méthodologies internes à la Caisse Régionale.

La Direction Générale propose à la validation du Conseil d'Administration la politique financière de la Caisse Régionale et organise sa mise en œuvre et son suivi, notamment à travers les différents comités et leurs délégations. Elle propose le niveau de tolérance aux risques de l'établissement en fonction de son profil de risque et définit la politique générale de gestion des risques financiers adaptée à celui-ci. Elle veille à l'adéquation des dispositifs d'identification, de mesure et de gestion des risques financiers (organisation, comités, outils et systèmes, procédures internes et de contrôle, limites...) par rapport aux risques pris. La Direction Générale formalise les niveaux de délégations, plus ou moins étendus, aux comités mis en place et aux collaborateurs affectés au domaine financier. Elle informe et rend compte au Conseil d'Administration des résultats de ces activités et de tout fait significatif qui le nécessite.

Le Comité Financier traite de la définition de la politique financière, du suivi de sa mise en œuvre, notamment en matière d'investissements sur titres, refinancement moyen long terme, gestion du risque de taux et respect des limites. Il se réunit mensuellement sous la présidence du Directeur Général, et/ou du Directeur Général Adjoint. Au-delà de ces acteurs, les membres permanents de ce comité sont :

- le directeur finance et pilotage ;
- le directeur des risques et contrôles, responsable des contrôles permanents et des risques (RCPR) qui apporte

un « double regard » et émet des avis risques indépendants sur les propositions du service gestion financière ;

- le directeur en charge des centres d'affaires et de la banque privée ;
- le responsable du service gestion financière ;
- le responsable du middle office ;
- le responsable du service contrôle des risques ;
- le responsable de l'audit interne ;
- le responsable du service conformité et déontologie.

Les résultats des contrôles financiers réalisés au cours de l'année sont régulièrement restitués à la Direction Générale en Comité de Contrôle Interne ainsi qu'aux Administrateurs en Comité des Risques et en Conseil d'Administration.

2.3.2.3 Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché

Indicateurs

Le dispositif de mesure et d'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs dont la plupart font l'objet de limites globales ou spécifiques. Il s'appuie notamment les scénarios de stress et des indicateurs complémentaires (sensibilité aux facteurs de risque, combinaison d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs) et repose sur un processus d'évaluation des positions au sein de chaque entité présentant des risques de marché. Le processus de contrôles permanents intègre des procédures de validation et de *backtesting* des modèles.

Les stress scénarii

Ces calculs de scénarios de stress, conformément aux principes du Groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de différentes approches complémentaires :

- les scénarios historiques consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé ; les *stress scenarios* historiques ainsi retenus sont ceux des crises de 1987 (scénario de krach boursier), de 1994 (scénario de crise obligataire), de 1998 (scénario de crise du marché du crédit, baisse des marchés d'actions, forte progression des taux d'intérêt et baisse des devises émergentes) et de 2008 (deux stress mesurant l'impact des mouvements de marché suite à la faillite de Lehman Brothers) ;
- les scénarios hypothétiques anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes ; les scénarios hypothétiques sont ceux d'une **reprise économique** (progression des marchés d'actions et de matières premières, aplatissement des courbes de taux et appréciation de l'USD, resserrement des *spreads* de crédit), d'un **resserrement de la liquidité** (aplatissement des courbes de taux, élargissement des *spreads* de crédit, baisse des marchés d'actions) et de **tensions internationales** (scénario représentant les conditions économiques dans un contexte de tensions internationales entre la Chine et les États-Unis : augmentation de la volatilité et baisse des cours sur les marchés actions, baisse du cours des *futures* et hausse de la volatilité sur le marché des matières premières, aplatissement des courbes de taux, baisse du dollar US par rapport aux autres devises, élargissement des *spreads* de crédit).

Le calcul de ces stress est réalisé selon une périodicité mensuelle.

Par ailleurs, d'autres types de stress sont réalisés

- au niveau de la Caisse Régionale, des stress adverses permettent d'évaluer l'impact de mouvements de marché de grande ampleur et défavorables sur les différentes lignes d'activité;
- au niveau de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, des stress adverses extrêmes, permettent de mesurer l'impact de chocs de marché encore plus sévères.

Les indicateurs complémentaires

Des indicateurs complémentaires (sensibilités à divers facteurs de risque, *loss alerts*, *stop loss*, montants nominaux, encours, durées...) sont par ailleurs produits au sein du groupe Crédit Agricole et de la Caisse Régionale et peuvent, dans le cadre du dispositif de maîtrise des risques, faire l'objet de limites. Ils permettent de mesurer et d'encadrer de façon fine les expositions aux différents facteurs de risque de marché, d'identifier les opérations atypiques et d'enrichir la vision synthétique des risques fournie par les *stress scenarios* globaux.

Utilisation des dérivés de crédit

La Caisse Régionale n'utilise pas de dérivés de crédits.

2.3.2.4 Expositions

L'exposition de la Caisse Régionale au risque de marché résulte du montant investi sur chacun des marchés soit sous la forme d'achats de titres en direct, soit sous la forme d'achats de parts d'OPCVM

2.3.3 Gestion du bilan

2.3.3.1 Risques financiers structurels

La Direction de la gestion financière de Crédit Agricole S.A. définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application au sein du groupe Crédit Agricole S.A. Elle a la responsabilité de l'organisation des flux financiers, de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels.

L'optimisation des flux financiers au sein du groupe Crédit Agricole S.A. est un objectif permanent. Dans ce cadre, la mutualisation des ressources excédentaires et la possibilité de couverture des risques induits contribuent à cette fin.

Ainsi, les principes de gestion du Groupe assurent que les excédents et/ou les déficits en termes de ressources clientèle, notamment en provenance des Caisses régionales, sont remontés dans les livres de Crédit Agricole S.A. Cette mise en commun participe au refinancement des autres entités du Groupe (notamment Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Consumer Finance) en tant que de besoin.

Ce dispositif de centralisation à Crédit Agricole S.A. de la gestion de la liquidité permet d'en maîtriser et d'en optimiser la gestion d'autant plus qu'il s'accompagne d'un adossement partiel en taux.

Ainsi, le Groupe se caractérise par une forte cohésion financière et une diffusion limitée des risques financiers, de liquidité notamment. Les diverses entités du Groupe sont néanmoins

2.3.2.5 Risque action

Le risque action trouve son origine dans les activités de *trading* sur actions, dans le portefeuille de placement investi en actions.

Risque sur actions provenant des activités de trading

Le risque action porté par la Caisse Régionale peut provenir d'activités de trading, du portefeuille de placement ou des actions d'autocontrôle. Sur le premier semestre 2021, la Caisse Régionale n'a engagé aucun encours en portefeuille de trading titres.

Risque sur actions provenant d'autres activités

Le risque action du portefeuille de placement est constitué des titres détenus par la Caisse Régionale et investis sur des marchés actions. Au 30 juin 2021, l'encours comptable brut du portefeuille de placement exposé au risque action s'élève à 43,8 millions d'euros, dont 30 millions d'euros d'exposition dans le fonds Brie Picardie Croissance, hors programme de rachat de CCI. En complément, le portefeuille de la SAS Brie Picardie Expansion, filiale de la Caisse Régionale dédiée à l'activité de capital-investissement, comporte 132,3 millions d'euros d'encours comptable brut exposé au risque action au 30 juin 2021.

Actions d'autocontrôle

Les opérations de la Caisse Régionale sur ses propres certificats coopératifs d'investissement est présenté dans le chapitre 4.4 « Capital social et sa rémunération » du présent rapport financier.

responsables de la gestion du risque subsistant à leur niveau, dans le cadre des limites qui leur ont été dévolues.

Les limites sont arrêtées par le Directeur Général de Crédit Agricole S.A. au sein du Comité des risques Groupe, approuvées par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. et portent sur le périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. :

- les filiales prenant des risques actif-passif observent les limites fixées par le Comité des risques Groupe de Crédit Agricole S.A. ;
- les méthodes de mesure, d'analyse et de gestion actif-passif du Groupe sont définies par Crédit Agricole S.A. En ce qui concerne en particulier les bilans de la Banque de proximité, un système cohérent de conventions et de modèles d'écoulement est adopté pour les Caisses régionales, LCL et les filiales étrangères ;
- Crédit Agricole S.A. consolide les mesures des risques actif-passif des filiales. Les résultats de ces mesures sont suivis par le Comité de trésorerie et de gestion actif-passif de Crédit Agricole S.A. ;
- la Direction de la gestion financière et la Direction des risques et contrôles permanents de Crédit Agricole S.A. participent aux Comités actif-passif des principales filiales.

Au sein de la Caisse Régionale, les Conseils d'administration fixent les limites concernant le risque de taux d'intérêt global et le portefeuille de trading et déterminent les seuils d'alertes pour la gestion de leurs portefeuilles de placement (titres disponibles à la vente). Ces limites font l'objet d'un suivi par Crédit Agricole S.A.

2.3.3.2 Risque de taux d'intérêt global

Objectifs

La Caisse Régionale mesure et pilote le risque de taux d'intérêt global (RTIG) de l'ensemble du bilan et du hors bilan hors trading. Le risque de taux sur l'année N+1 se concrétise par la sensibilité du produit net bancaire à une variation des taux de marché de 1%. Ce risque est dû à la différence de variation de taux entre les ressources au passif (la collecte bilancielle) et les emplois à l'actif du bilan de la Caisse Régionale (les crédits).

La politique de gestion du risque de taux vise à gérer l'exposition au risque de taux de la Caisse Régionale de telle sorte qu'elle reste dans des limites fixées en proportion de son produit net bancaire et de ses fonds propres. Le Comité financier examine mensuellement l'exposition de la Caisse Régionale à ce risque et prend toutes décisions permettant de respecter la politique financière décidée par le Conseil d'Administration. Au cours du premier semestre 2021, le risque de taux de la Caisse Régionale a été mesuré conformément aux préconisations du groupe Crédit Agricole, et à la mise en œuvre des orientations de l'Autorité Bancaire Européenne applicables.

Gouvernance

Gestion du risque de taux des entités

La gestion de l'exposition au risque de taux de la Caisse Régionale se fait dans le respect des limites et de normes préconisées par le groupe Crédit Agricole, sous le contrôle du Comité Finance de la Caisse Régionale. Ce comité formalise le reporting et les propositions de gestion des composantes du risque de taux. La Direction Financière exploite les calculs de l'exposition au risque fondée sur les analyses issues de Palma et met en œuvre les actions nécessaires au respect des limites et de la politique financière décidée par le Conseil d'Administration.

Les actions mises en œuvre lors du premier semestre 2021 ont visé à couvrir régulièrement par des swaps la sensibilité de taux naturelle générée par l'octroi de crédits à taux fixe, afin de maintenir le profil de gap sûr et la sensibilité de la valeur constante.

La direction des risques et du contrôle permanent s'assure de la bonne réalisation des différentes étapes et des contrôles réalisés.

Trois dispositifs principaux de limites pour le risque de taux.

Le premier vise à encadrer chaque impasse synthétique annuelle en montant sur les 12 premières années. Ces limites en montant des gaps sont symétriques au sein de la Caisse Régionale.

Le deuxième vise à encadrer globalement le risque de taux synthétique et le risque inflation dans le cadre de chocs de taux de +/- 200 points de base, auxquels ont été ajoutés 4 chocs supplémentaires introduit par l'ABE. Cette limite est exprimée en pourcentage de la limite ou bien des fonds propres, et est reprise dans le cadre de l'ICAAP.

A ces dispositifs principaux s'ajoutent d'autres limites globales relatives à la mesure du seul risque inflation et du seul risque de base, dont la matérialité est moins significative que les autres.

La mesure du risque de taux est présentée chaque semestre au Conseil d'Administration.

Dispositif de mesure et d'encadrement

Mesure

La mesure du risque de taux est réalisée via la mise en évidence de gaps statiques, par type de taux (taux fixe, inflation, risque optionnel...) entre les emplois et les ressources non adossés. Chaque impasse résulte d'un écoulement des encours sur des pas mensuels pour l'année en cours et l'année à venir, et annuels au-delà.

Pour calculer son exposition au risque de taux, la Caisse Régionale utilise une solution logicielle dénommée Palma en interne et éditée par une société de premier plan, qui est déployée sur l'ensemble des caisses régionales. La totalité du bilan de la Caisse Régionale est prise en compte dans le périmètre de la mesure y compris les participations et les fonds propres. Les conventions et méthodes utilisées sont celles proposées par Crédit Agricole S.A. La Caisse Régionale utilise des conventions locales sur :

- L'écoulement des dépôts à terme (DAT) avec la prise en compte des remboursements anticipés,
- Le taux de remboursement anticipé sur les crédits habitat à taux fixe.

L'adéquation des conventions aux comportements de la clientèle de la Caisse Régionale sur les crédits est observée régulièrement pour les remboursements anticipés et les réaménagements.

Les données de calcul sont fournies par les applicatifs de gestion de la Caisse Régionale (chaînes crédit, collecte etc.). Les alimentations non automatisées sont prises en charge par le service middle-office, qui est indépendant du service en charge de couvrir le risque de taux.

Les résultats de la mesure du risque de taux fournissent ainsi des gaps de taux synthétiques, décomposés en gaps taux fixe, gaps de taux inflation, gap de base, et gap d'effet gamma.

Dispositif de limites

Les limites mises en place au niveau du Groupe, et au niveau des différentes entités, permettent de borner la somme des pertes maximales actualisées sur les 30 prochaines années et le montant de perte maximale annuelle sur les 15 prochaines années en cas de choc de taux.

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale du Groupe dans le respect des dispositions du Pilier 2 de la réglementation Bâle 3 en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge d'intérêts en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités. Outre les validations du Comité des risques du Groupe, ces limites sont approuvées par l'organe délibérant de chaque entité.

La Caisse Régionale assure à son niveau la couverture en taux des risques qui découlent de cette organisation financière par le biais d'instruments financiers de bilan ou de hors bilan, fermes ou optionnels.

La Caisse Régionale dispose d'un système de limite fondé sur la sensibilité par rapport aux résultats (en pourcentage du produit net bancaire et des fonds propres). La dernière revue de ce système de limite a donné lieu à une approbation le 22 décembre 2020 par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale.

La Caisse Régionale intervient dans la constitution de son bilan en proposant à la clientèle des produits financiers qui lui

permettent d'équilibrer son risque de taux. Lorsqu'une composante du risque de taux est trop prononcée, ou lorsqu'un risque peut-être couvert dans des conditions économiques attractives, une couverture de taux est mise en place de façon à compenser ce risque. Les couvertures se font généralement sous la forme de swaps ou contrats d'échange de taux d'intérêt, et d'achats de caps et de floors, en couverture des options vendus aux clients au travers de prêts.

Évaluation du besoin en capital interne

Le besoin en capital interne au titre du risque de taux est mesuré selon une approche duale en valeur économique et en revenu. L'impact en valeur économique est réalisé en tenant compte :

- du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses) ;
- du risque de taux optionnel (effet gamma des **caps**, principalement) ;
- du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe, notamment).
- des limites sur l'exposition en risque de taux

Cette mesure est réalisée en s'appuyant sur un jeu de scénarios internes intégrant des déformations de la courbe de taux calibrés selon une méthode cohérente avec celle utilisée pour l'évaluation des autres risques mesurés au titre du Pilier 2.

Exposition

Une impasse (ou gap) de taux est le montant de la différence entre le passif et l'actif pour un même type de taux pour une date donnée. Au 30 juin 2021, les gaps en moyenne annuelle sont les suivants :

Année	Gap synthétique en montant (M€)
2021	-15
2022	-450
2023	483
2024	624
2025	152
2026	-351
2027	-316
2028	-430
2029	-382
2030	-755
2031	-724
2032	-430
2033	-346
2034	-245
2035	-451
2036 et +	-205

Convention : une impasse (ou gap) synthétique négative représente une position prêteuse du taux fixe.

La sensibilité en valeur rapportée aux fonds propres prudentiels à un choc de +/- 200 bp est de -5,1%. Les fonds propres

2.3.3.4 Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements

prudentiels font l'objet de retraitements et déduction. En particulier, les participations financières stratégiques supérieures à 10% sont déduites.

Politique de couverture

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier les deux approches ci-dessous.

Couverture de juste valeur (Fair Value Hedge)

La couverture de juste valeur est mise en œuvre pour plusieurs objectifs :

La couverture des dépôts à vue est faite en juste valeur afin de couvrir la variation de juste valeur de ces dépôts et ainsi réduire le risque de taux d'intérêt global de la Caisse Régionale ainsi que le risque de coût d'opportunité sur les revenus, dans la mesure où une position de détransformation peut avoir un impact négatif.

La couverture des opérations d'actif à taux fixe (crédit, titres) est également enregistrée en couverture de juste valeur.

Au 30 juin 2021, l'encours du notionnel des couvertures macro et micro de juste valeur s'élève à 16 272 millions d'euros contre 15 445 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge)

La couverture de flux de trésorerie est mise en œuvre pour les objectifs de couverture de marge des opérations de bilan réalisées à taux variable.

Au 30 juin 2021, l'encours des couvertures de flux de trésorerie s'élève à 14,5 millions d'euros (14,5 millions d'euros au 31 décembre 2020).

2.3.3.3 Risque de change

La gestion du risque de change est traitée de manière distincte selon qu'il s'agit des positions de change structurelles (réévaluées par OCI) ou des positions de change opérationnelles (réévaluées par PnL).

Le risque de change structurel

Le risque de change structurel du Groupe Crédit Agricole résulte des investissements durables du Groupe dans des actifs en devises étrangères (fonds propres des entités opérationnelles à l'étranger, qui trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du siège ou une capitalisation de résultats locaux), la devise de référence du Groupe étant l'euro.

Le risque de change opérationnel

Le risque de change opérationnel résulte principalement de l'ensemble des produits et charges de toute nature en devises autres que l'euro (les provisions spécifiques ou collectives en devises, les résultats nets dégagés par les filiales et succursales étrangères, les dividendes, etc.).

La Caisse Régionale n'a pas d'exposition directe significative au risque de change en portefeuille. L'exposition au risque de change qui résulterait d'opérations directes pour compte propre ou client est systématiquement couverte.

comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

Objectifs et politique

En matière de risque de liquidité, le groupe Crédit Agricole met l'accent sur une approche qualitative de la gestion de ce risque au travers d'un dispositif de limites adaptées au profil de chaque

entité du Groupe et du dispositif de gestion et de supervision de ce risque.

La direction financière de la Caisse Régionale détermine un niveau de ratio de liquidité cible et met en œuvre les opérations de refinancement conformément à la politique financière décidée par le Conseil d'Administration. La direction des risques et du contrôle permanent s'assure de la bonne réalisation des différentes étapes et des contrôles réalisés. Le Comité financier effectue le suivi de la situation de liquidité de la Caisse Régionale et des conditions de marchés.

Méthodologie et gouvernance du système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité s'appuie sur plusieurs indicateurs :

- le LCR (Liquidity Coverage Ratio) ;
- la limite court-terme définie en relation avec Crédit Agricole S.A. pour l'analyse du risque de liquidité sur une durée de 1 an avec différents scénarios de stress (3 scénarios) ;
- les tombées de refinancement net sur chaque semestre civil sur les 10 prochaines années ;
- la structure du refinancement (court terme, moyen long terme, fonds propres) ;
- la décomposition du refinancement moyen long terme, son écoulement dans le temps et son coût.

Au niveau du Groupe Crédit Agricole, il revient au Comité normes et méthodologies, après examen de l'avis de la Direction risques et contrôles permanents Groupe, de valider la définition et les modifications de ces indicateurs tels que proposés par la Direction financière Groupe de Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. approuve la politique générale de gestion du risque de liquidité du Groupe et fixe les limites encadrant les principaux indicateurs, traduisant ainsi les niveaux d'appétence au risque de liquidité du Groupe. Le Comité des risques Groupe, qui propose au Conseil d'administration le niveau de ces limites, en fixe la déclinaison sur les entités constituant le Groupe.

Ainsi, chacune des filiales de Crédit Agricole S.A. et chacune des Caisses régionales se voit notifier des limites sur les indicateurs encadrés au niveau Groupe. En complément de cette déclinaison du système Groupe, les comités actif-passif (ou leurs équivalents) de ces entités définissent un jeu de limites spécifique portant sur les risques propres à leurs activités. Ils peuvent également décider localement d'un encadrement plus restrictif que la notification Groupe.

Gestion de la liquidité

Crédit Agricole S.A. assure le pilotage de la gestion du risque de liquidité. À ce titre, la Direction financière est en charge pour le refinancement à court terme de :

- la fixation des *spreads* de levées de ressources à court terme des différents programmes (principalement les Certificats de dépôts négociables - CDN) ;
- la centralisation des actifs éligibles aux refinancements par les Banques centrales des entités du Groupe et la définition de leurs conditions d'utilisation dans le cadre des appels d'offres ;

- la surveillance et la projection des positions de trésorerie.

Pour le refinancement à long terme :

- du recensement des besoins de ressources longues ;
- de la planification des programmes de refinancement en fonction de ces besoins ;
- de l'exécution et du suivi des programmes au cours de l'année ;
- de la réallocation des ressources levées aux entités du Groupe ;
- de la fixation des prix de la liquidité dans les flux intragroupe.

Les programmes de refinancement à long terme comprennent divers instruments (*cf. infra*). L'instance opérationnelle du Groupe sur le suivi de la liquidité est le Comité de trésorerie et de liquidité qui examine tous les sujets relatifs aux questions de liquidité, depuis la liquidité *intraday* jusqu'à la liquidité moyen long terme. Il prépare les orientations proposées au Comité actif-passif et liquidité fonds propres du Groupe.

L'instance décisionnaire sur les points importants (pilotage du programme de refinancement, lancement de nouveaux programmes, validation des budgets de refinancement, pilotage de l'équilibre collecte/crédit...) est le Comité actif-passif et liquidité fonds propres, présidé par le Directeur Général de Crédit Agricole S.A., à qui il est également rendu compte de la situation en liquidité du Groupe.

En cas de tensions avérées sur les marchés du refinancement, un Comité de suivi rapproché est instauré entre la Direction générale, la Direction risques et contrôles permanents Groupe et la Direction des finances Groupe, aux fins de suivre au plus près la situation en liquidité du Groupe.

Expositions

L'exposition au risque de liquidité s'est poursuivie au premier semestre 2021 grâce aux opérations non conventionnelles de la BCE et à la collecte client. La structure de refinancement s'est ainsi renforcée tout au long du semestre avec une part de refinancement court terme en hausse.

Le Liquidity Coverage Ratio :

Le LCR (*Liquidity Coverage Ratio* – ratio de liquidité Bâle 3) permet de mesurer la capacité, en cas de crise de liquidité, des établissements de crédit à faire face à leurs engagements à court-terme (30 jours) en mobilisant des actifs liquides.

Le LCR de la Caisse Régionale calculé sur la moyenne des 12 mois glissant de ses différentes composantes s'élève à 159,2% pour une exigence réglementaire de 100%. Il est de 161,4% au 30 juin 2021. Par ailleurs, au 30 juin 2021, la moyenne des LCR fin de mois sur 12 mois glissant est de 161,0%.

Année	LCR au 30.06	Moyenne des LCR fin de mois
2020	202,1 %	135,1%
2021	161,4 %	161,0%

C76.00 - LIQUIDITY COVERAGE - CALCULATIONS : LOC-Total toutes devises			Document chainé	L90
Row	Code	Item		Value / Percentage 010
CALCULATIONS				
Numerator, denominator, ratio				
010	1	Liquidity buffer		3 596 906
020	2	Net liquidity outflow		2 228 016
030	3	Liquidity coverage ratio (%)		161,44%
Numerator Calculations				
040	4	L1 excl. EHQCB liquidity buffer (value according to Article 9): unadjusted	[R-C7200]	3 439 733
050	5	L1 excl. EHQCB collateral 30 day outflows		
060	6	L1 excl. EHQCB collateral 30 day inflows		
070	7	Secured cash 30 day outflows		
080	8	Secured cash 30 day inflows		
091	9	L1 excl. EHQCB "adjusted amount		3 439 733
100	10	L1 EHQCB value according to Article 9: unadjusted	[R-C7200]	
110	11	L1 EHQCB collateral 30 day outflows		
120	12	L1 EHQCB collateral 30 day inflows		
131	13	L1 EHQCB "adjusted amount		
160	14	L2A according to Article 9: unadjusted	[R-C7200]	14 993
170	15	L2A collateral 30 day outflows		
180	16	L2A collateral 30 day inflows		
191	17	L2A "adjusted amount		14 993
220	18	L2B according to Article 9: unadjusted	[R-C7200]	142 179
230	19	L2B collateral 30 day outflows		
240	20	L2B collateral 30 day inflows		
251	21	L2B "adjusted amount		142 179
280	22	Excess liquid asset amount		0
290	23	Liquidity buffer		3 596 906
Denominator calculations				
300	24	Total Outflows	[R-C7300]	2 572 739
310	25	Fully Exempt Inflows	[R-C7400]	
320	26	Inflows Subject to 90% Cap	[R-C7400]	
330	27	Inflows Subject to 75% Cap	[R-C7400]	344 723
340	28	Reduction for Fully Exempt Inflows		
350	29	Reduction for Inflows Subject to 90% Cap		
360	30	Reduction for Inflows Subject to 75% Cap		344 723
370	31	Net liquidity outflow		2 228 016
Pillar 2				
380	32	Pillar 2 requirement as set out in Article 105 CRD		

Le programme déclaré à la Banque de France en mai 2021 représente 2,0 milliards d'euros de NEU CP (ex-certificats de dépôts négociables) et 2 milliards d'euros de NEU MTN (ex-Bons à Moyen Terme Négociables). L'encours émis s'établit au 30 juin 2021 à 496,5 millions d'euros pour les NEU CP et à 105,8 millions d'euros pour les NEU MTN.

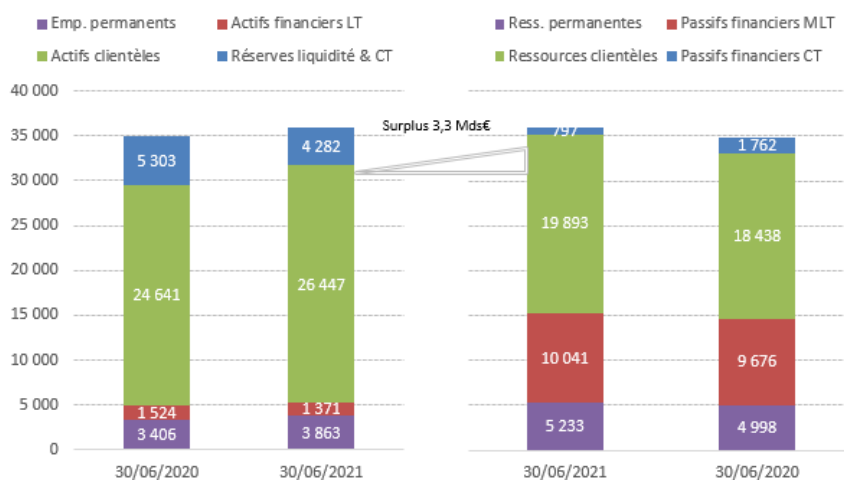
Le refinancement de la Caisse Régionale s'appuie également sur des refinancements collatéralisés qui permettent d'abaisser significativement le coût de la ressource moyen long terme de la Caisse Régionale. A ce titre, les encours de créances mobilisés au 30 juin 2021 sont les suivants :

- Créances apportées en garantie à CA Home Loan SFH : 2 654 millions d'euros ;
- Créances apportées en garantie à la CRH : 824 millions d'euros.

La Caisse Régionale participe également aux opérations de titrisation réalisées par le Groupe (cf. annexes comptes consolidés :« 2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période »).

Données quantitatives

Bilan cash au 30 juin 2021



Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité de la Caisse Régionale, l'excédent de ressources stables du bilan *cash* est calculé chaque mois.

Le bilan *cash* est élaboré au travers du processus mensuel d'évaluation des indicateurs de liquidité internes, qui recouvre les indicateurs réglementaires. Parmi les retraitements de cette présentation, il convient de noter que les emprunts interbancaires auprès de CASA réalisés au titre de l'épargne bancaires détenus par les clients de la Caisse Régionale (livrets réglementés, concurrentiels, campagnes de DAT et quote-part des titres de dette émis pour le compte des clients – aussi appelé mécanisme OFI) sont reclassés en Ressources clientèles.

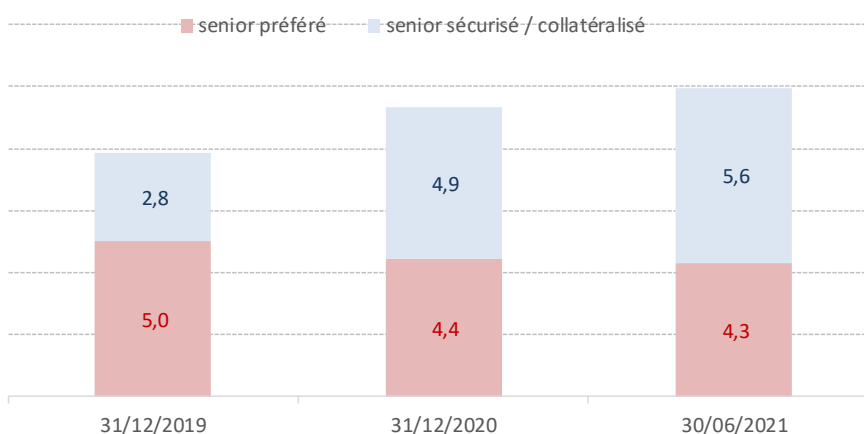
A fin juin 2021, l'excédent est de 3,5 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet à la Caisse Régionale de couvrir le besoin en titres de haute qualité de liquidité pour le LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, immobilisation, ressources LT et fonds propres).

Le ratio des ressources clientèles sur ressources clientèles s'établit à 132,9% au 30 juin 2021.

Pour le premier semestre 2021, les ressources de marché long terme augmentent de 0,3 milliards d'euros, principalement grâce aux opérations TLTRO.

Evolution des ressources de Marché long terme du Crédit Agricole Brie Picardie

Refinancement de marché MLT en milliards d'euros



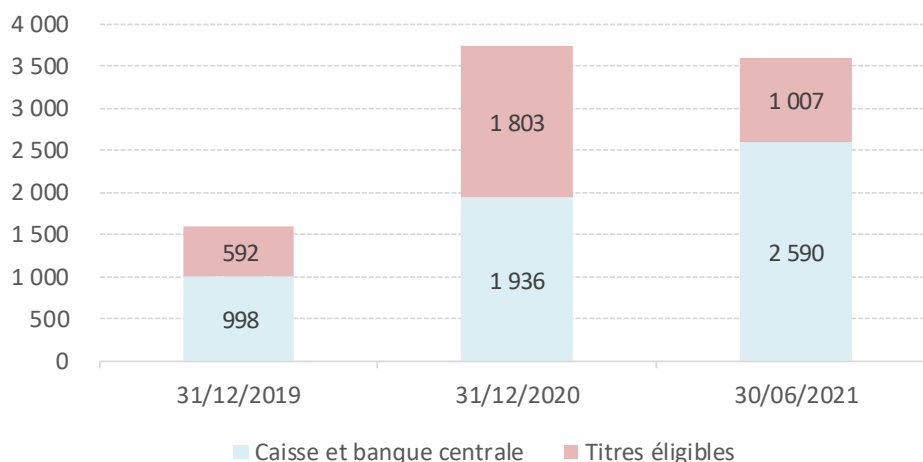
Parmi les opérations de refinancement Banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operation) sont intégrés dans les ressources de marché MLT. En effet, les opérations de T-LTRO II et T-LTRO III ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE, compte tenu de leur maturité contractuelle respective à 4 ans et à 3 ans, elles sont assimilées à un refinancement

sécurisé (ou collatéralisé) de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée. Parmi les refinancements sécurisés / collatéralisés on compte également les quote-parts des émissions SFH et CRH. Enfin, les ressources « senior préféré » correspondent aux émissions senior en propre ou principalement faite au travers de CASA,

Evolution des réserves de liquidité de la Caisse Régionale

Les réserves du coussin liquidité LCR après décote atteignent 3,6 milliards d'euros au 30 juin 2021 (contre 3,5 milliards d'euros au 30 juin 2020).

Evolution des réserves HQLA



En plus de ces réserves LCR, les réserves globales de liquidité disponibles à fin juin 2021 comprennent en outre :

- 3,4 milliards d'euros créances mobilisables auprès de la banque centrale (y compris autotitrisation)
- 0,1 milliard d'euros d'OPCVM à VL quotidiennes
- 0,3 milliards d'euros de titres de dettes non éligibles en banque centrale mais qui pourraient être cédés en tant que de besoin.

A fin juin 2021, la réserve de liquidité globale s'établissait à 4,9 milliards d'euros.

Ratios réglementaires

Depuis le mois de mars 2014, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les *reportings* du *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) définis par l'EBA (European Banking Authority). Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des banques en veillant à ce qu'elles disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, *High Quality Liquid Assets*) non grevés pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% à compter du 1er janvier 2018.

Le ratio NSFR (*Net Stable Funding Ratio*) est un ratio de stock (le LCR étant un ratio de flux) qui compare les actifs de maturité

effective ou potentielle supérieure à un an, aux passifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an. La définition du NSFR attribue à chaque élément du bilan une pondération traduisant sa potentialité d'avoir une maturité supérieure à un an. À ce jour certaines pondérations font encore l'objet de discussions et la réglementation européenne n'a pas encore totalement défini ce ratio, dont l'encadrement réglementaire initialement prévu en 2018, interviendra finalement mi 2021 dans le cadre du processus législatif européen lancé à la suite de la proposition de la Commission Européenne du 23 novembre 2016.

En l'état actuel des textes et de leur interprétation, la Caisse Régionale respecterait d'ores et déjà les exigences du ratio NSFR.

NSFR Disclosure	Unweighted value by residual maturity				
	No maturity	< 6 months	6 months to < 1yr	≥ 1yr	Weighted value
LOC : Total toutes devises					
Available stable funding (ASF) Items					
Capital items and instruments	3 882 353			34 193	3 916 546
Own funds	3 882 353			34 193	3 916 546
Other capital instruments					
Retail deposits		7 731 039			7 237 222
Stable deposits		5 585 746			5 306 459
Less stable deposits		2 145 293			1 930 764
Wholesale funding:		5 436 957	2 366 063	14 725 826	17 001 466
Operational deposits		535 509			267 755
Other wholesale funding		4 901 448	2 366 063	14 725 826	16 733 712
Interdependent liabilities					
Other liabilities:	477 875	1 038 465	436 350	-	218 175
NSFR derivative liabilities	477 875				
All other liabilities and capital instruments not included in the above categories		1 038 465	436 350	-	218 175
Total available stable funding (ASF)					28 373 409
Required stable funding (RSF) Items					
Total high-quality liquid assets (HQLA)					143 527
Assets encumbered for a residual maturity of one year or more in a cover pool		2 369	4 818	3 000 519	2 556 550
Deposits held at other financial institutions for operational purposes		134 470			67 235
Performing loans and securities:		2 116 446	1 700 817	21 004 433	18 608 775
Performing securities financing transactions with financial customers collateralised by Level 1 HQLA subject to 0% haircut					
Performing securities financing transactions with financial customer collateralised by other assets and loans and advances to financial institutions		255 007	208 717	1 169 797	1 299 656
Performing loans to non- financial corporate clients, loans to retail and small business customers, and loans to sovereigns, and PSEs, of which:		1 115 529	709 731	5 699 210	6 245 432
With a risk weight of less than or equal to 35% under the Basel II Standardised Approach for credit risk		36 979	8 423	157 176	124 865
Performing residential mortgages, of which:		675 910	696 589	13 901 358	10 786 614
With a risk weight of less than or equal to 35% under the Basel II Standardised Approach for credit risk		587 345	607 761	13 341 493	10 222 032
Other loans and securities that are not in default and do not qualify as HQLA, including exchange-traded equities and trade finance on-balance sheet products		70 000	85 780	234 068	277 073
Interdependent assets					
Other assets:		995 817	540 342	2 318 476	3 155 911
Physical traded commodities					
Assets posted as initial margin for derivative contracts and contributions to default funds of CCPs					
NSFR derivative assets					
NSFR derivative liabilities before deduction of variation margin posted		25 111			1 256
All other assets not included in the above categories		970 706	540 342	2 318 476	3 154 655
Off-balance sheet items				1 418 774	94 972
Total required stable funding (RSF)					24 626 969
Net Stable Funding Ratio (%)					115,2%

Conditions de refinancement au cours du 1er semestre 2021

Dans un environnement de liquidité abondante sur les marchés financiers, les coûts de refinancement des états européens sont restés à des plus bas historiques permettant aux acteurs de l'économie de bénéficier de spreads de crédit bas. Par ailleurs, la Caisse Régionale, via Crédit Agricole SA, a pu bénéficier au cours du 1er semestre 2021 de nouveaux tirages TLTRO III (opérations ciblées de refinancement mis en place par la Banque centrale européenne) renforçant encore sa situation de liquidité moyen terme.

Ces opérations exceptionnelles de la BCE permettent à la Caisse Régionale de disposer d'une position de liquidité solide et ainsi de ne recourir que modérément à des opérations supplémentaires de refinancement moyen long terme.

La Caisse Régionale intervient par ailleurs sur le marché des titres de créances négociables (NEU CP et NEU MTN) de manière coordonnée par rapport aux autres entités du Groupe, en alignant les taux de ses émissions sur ceux pratiqués par Crédit Agricole S.A.

2.3.3.5 Politique de couverture

Au sein de la Caisse Régionale, l'utilisation d'instruments dérivés répond à deux objectifs principaux :

- apporter une réponse aux besoins des clients de la Caisse Régionale ;
- gérer les risques financiers du Groupe.

Lorsque les dérivés ne sont pas détenus à des fins de couverture (au sens de la norme IAS 39¹¹), ils sont classés en instruments dérivés détenus à des fins de transaction et font dès lors l'objet d'un suivi au titre des risques de marché, en plus du suivi du risque de contrepartie éventuellement porté. Il est à noter que certains instruments dérivés peuvent être détenus à des fins de couverture économique des risques financiers, sans toutefois respecter les critères posés par la norme IAS 39. Ils sont alors également classés en instruments dérivés détenus à des fins de transaction.

Dans tous les cas, l'intention de couverture est documentée dès l'origine et vérifiée trimestriellement par la réalisation des tests appropriés (prospectifs et rétrospectifs).

¹¹ Conformément à la décision du Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole S.A. n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macrocouverture de juste

valeur lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

2.3.3.6 Couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) et couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge)

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier deux approches :

- la protection de la valeur patrimoniale du Groupe, qui suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt (*i.e.* de manière simplifiée, les postes à taux fixe) à des instruments à taux fixe également, afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt. Lorsque cet adossement est fait au moyen d'instruments dérivés (principalement des *swaps* de taux fixe et inflation, *caps* de marché), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de **couverture de juste valeur (Fair Value Hedge)** dès lors que les instruments identifiés (micro FVH) ou les groupes d'instruments identifiés (macro FVH) comme éléments couverts (actifs à taux fixe et inflation : crédits clientèle, passifs à taux fixe et inflation : dépôts à vue et épargne) sont éligibles au sens de la norme IAS 39 (à défaut, comme indiqué précédemment, ces dérivés, qui constituent pourtant une couverture économique du risque, sont classés en *trading*).

En vue de vérifier l'adéquation de la couverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échéancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échéanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, pour chaque maturité ;

- la protection de la marge d'intérêt, qui suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie associés d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation dans le futur du taux d'intérêt de ces instruments, soit parce qu'ils sont indexés sur des indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps. Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés (*swaps* de taux d'intérêt principalement), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de **couverture des flux de trésorerie (Cash Flow Hedge)**. Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro CFH).

2.3.4 Risques opérationnels

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

Les dispositifs de gestion et de surveillance des risques opérationnels sont décrits au sein du Rapport financier annuel 2020, dans les pages 90 à 91. Il n'y a pas eu d'évolution significative au premier semestre 2021.

Principaux travaux menés au cours du premier semestre de l'année 2021

Au premier semestre 2021, la Caisse Régionale a continué à renforcer son dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels. Dans ce cadre, les principales actions suivantes ont été conduites :

- La cartographie des risques opérationnels 2020 a été finalisée et la synthèse envoyée à Crédit Agricole S.A. le 30 mars 2021. Cette dernière a fait l'objet d'une présentation au Comité de contrôle interne du 29 mars 2021.
- Le suivi des plans d'actions, à mettre en place à l'issue de la cartographie des risques opérationnels 2020, a été initié et fait l'objet d'un suivi trimestriel avec présentation au Comité de contrôle interne.
- De nouvelles actions de formation et de sensibilisation des correspondants à la culture des risques opérationnels se sont poursuivies au cours du premier semestre 2021.
- L'analyse annuelle des 17 scénarios majeurs a débuté au premier semestre, après rappel de la démarche et validation des scénarios retenus au Comité de Contrôle Interne du 26 avril 2021.

2.3.5 Risques juridiques

Par ailleurs, comme indiqué dans son communiqué du 24 avril 2017, la Caisse Régionale a été assignée par des porteurs de CCI en vue d'obtenir le rachat de leurs titres. Cette action est initiée par l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). La partie adverse a évalué sa demande à 51 millions d'euros. Le Tribunal Judiciaire d'Amiens dans sa décision du

21/04/2021 a rejeté la demande de ces porteurs et les a condamnés solidairement aux dépens ainsi qu'à l'indemnisation de la Caisse Régionale. Cette décision correspond à l'analyse faite par la Caisse Régionale sur l'absence de fondement de cette action. Elle a toutefois fait l'objet d'appel de la part de la partie adverse.

2.3.6 Risques de non-conformité

Le dispositif mis en œuvre au sein de la Caisse Régionale a pour objectif de se prémunir contre les risques de non-conformité aux lois, règlements et normes internes relatives notamment aux activités de services d'investissement, à la lutte contre le

blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, au respect des sanctions internationales, à la prévention de la fraude externe et interne et de la corruption, et à la protection de la clientèle.

Ce dispositif et les actions menées dans ce domaine sont décrits ci-dessous :

Le risque de non-conformité

Les risques de non-conformité concernent le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires – qu'elles soient de nature législative ou réglementaire –, des normes professionnelles et déontologiques, d'instructions, de l'éthique dans les comportements professionnels ou encore de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de la prévention et de la lutte contre la fraude.

La Directive sur les Marchés d'Instruments Financiers (MIF 1) publiée en 2007 a fait l'objet d'une révision par le régulateur européen avec l'adoption, de deux nouveaux textes regroupés sous l'appellation MIF 2 : - Une Directive (MiFID 2) qui porte sur la protection des investisseurs, - Un règlement (MiFIR) relatif à la transparence des marchés financiers.

Cette réglementation est entrée en vigueur le 3 janvier 2018. Le plan de contrôles a été actualisé en conséquence, au cours de l'exercice 2020. La Caisse Régionale a renforcé sa communication auprès des collaborateurs par la publication d'un Guide interne dont l'objectif est de rappeler de manière synthétique les différentes étapes à suivre pour réaliser des opérations conformes à la réglementation.

La déontologie

Le code de déontologie de la Caisse Régionale, annexé au règlement intérieur, prévoit et régit le mode d'exercice professionnel des salariés et notamment les rapports avec les clients. La Caisse Régionale a renforcé ses actions de prévention des risques par la création d'un nouveau Guide « les règles d'or déontologiques » illustré par des cas pratiques (pour une meilleure appréhension des règles par tous les collaborateurs). La Caisse Régionale dispose d'un dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêts qui vise à garantir la primauté des intérêts du client. Cette politique a d'ailleurs été mise à jour en juin 2021.

Le risque de corruption

La Caisse Régionale sensibilise son personnel et les différents acteurs au risque de corruption et a procédé au déploiement du dispositif de prévention et de lutte contre la corruption pour réduire ce risque. Les travaux se poursuivent. Il reste 2 piliers à finaliser. La revue annuelle de ce dispositif a été réalisée ainsi que son suivi.

Dans le cadre « loi Sapin II », la Caisse Régionale renforce son dispositif de prévention et de détection de la corruption par des actions de communication. Un message de la Direction Générale a été diffusé auprès de l'ensemble des collaborateurs.

L'outil d'alerte a été déployé en juin 2019 (Aucune alerte au S1 2021).

Afin de promouvoir et de renforcer la culture éthique de ses collaborateurs, la Caisse Régionale organise, depuis 2020, des actions de sensibilisation aux différentes thématiques des Codes de conduite. Des publications sur le droit d'alerte et les conflits d'intérêts ont été réalisées.

La commercialisation de nouveaux produits et services

Le dispositif « Nouvelle Activité, Nouveau Produit » (NAP) permet de renforcer la protection des clients en s'assurant d'une part que les conseillers disposent des supports d'information et de formation nécessaires à la bonne connaissance des

avantages et contraintes des produits et services commercialisés et d'autre part que l'information qui est fournie aux clients est transparente et compréhensible. Ainsi, au cours du S1 2021, 21 comités NAP se sont tenus.

La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, respect des Sanctions Internationales

La connaissance client est une pierre angulaire du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La Caisse Régionale pilote et anime ce dispositif sur les entrées en relation et a entamé un processus de révision périodique de la connaissance client sur l'ensemble de sa base partenaire au 1er semestre 2021.

Le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'appuie également sur des procédures formalisées dont les mises à jour sont faites régulièrement et des outils dédiés.

A l'échelle nationale au sein du groupe Crédit Agricole, l'outil Norkom utilisé, développe de multiples scénarii d'alertes auxquelles s'ajoutent des requêtes privatives déployées au sein de la Caisse régionale. Ainsi au cours de ce premier semestre 2021, ces différents scénarii et requêtes ont généré 4 486 alertes qui ont chacune fait l'objet d'une analyse motivée.

La Caisse Régionale a finalisé le plan de remédiation requis par les accords passés entre le groupe Crédit Agricole et les autorités des Etats-Unis d'Amérique en octobre 2015 au titre des sanctions internationales.

Lutter contre la fraude et renforcer la sécurisation des moyens de paiement des clients

Le Crédit Agricole Brie Picardie a mis en place le service « SOS Fraude Virement » : grâce à un numéro de téléphone dédié, les clients peuvent, 24h/24 et 7j/7, signaler toute opération de virement sur leur compte qui ne serait pas à leur initiative, alerter les équipes de spécialistes de toute suspicion ou tentative de virement frauduleux suite à un piratage de leurs outils informatiques ou codes d'accès, et être informés sur la mise en place des premières mesures de sécurité.

En outre, l'application SOS Fraude permet, en cas de suspicion de fraude sur la carte bancaire d'un client, de lui adresser un SMS pour confirmer ou non la transaction carte bancaire. Ces SMS complètent efficacement le dispositif de prévention et de lutte contre la fraude déployé depuis 2013 au sein de la Caisse Régionale.

Nous poursuivons également l'actualisation régulière des règles de l'outil GDR Flux permettant de détecter les virements SEPA émis ne correspondant pas aux habitudes comportementales de nos clients et intégrons dans cet outil au fil de l'eau les nouvelles banques à risque.

La mise en place de Securipass, service d'authentification forte, permet à nos clients de valider une opération sensible sur l'application Ma banque (achat en ligne, ajout de bénéficiaire de virement et réalisation du virement). Cette nouvelle fonctionnalité donne davantage d'autonomie à nos clients en supprimant le délai d'attente de 48h en cas d'ajout de nouveau bénéficiaire de virement et renforce la sécurité de leurs opérations.

Dans le domaine des chèques, le dispositif a été renforcé cette année à travers la mise en place :

- d'une offre de CA-Chèques générant des alertes sur les remises déplacées et les chèques en crédit différé.
- d'une Requête interne complémentaire sur les remises déplacées.

3.Comptes consolidés

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES
AU 30 JUIN 2021

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

Examinés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie en
date du 27 juillet 2021

SOMMAIRE DES COMPTES CONSOLIDES

<u>CADRE GENERAL</u>	65
<u>Présentation juridique de l'entité</u>	65
<u>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES</u>	66
<u>COMPTE DE RESULTAT</u>	66
<u>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</u>	67
<u>BILAN ACTIF</u>	68
<u>BILAN PASSIF</u>	69
<u>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES</u>	70
<u>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</u>	71
<u>NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES</u>	72
<u>1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES</u>	72
<u>2. PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE</u>	76
<u>3. RISQUE DE CREDIT</u>	78
<u>3.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période</u> ...	78
<u>3.2 Concentrations du risque de crédit</u>	85
<u>4. NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</u>	94
<u>4.1 Produits et charges d'intérêts</u>	94
<u>4.2 Produits et charges de commissions</u>	95
<u>4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</u>	95
<u>4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</u>	97
<u>4.5 Produits (charges) nets des autres activités</u>	97
<u>4.6 Charges générales d'exploitation</u>	97
<u>4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</u>	98
<u>4.8 Coût du risque</u>	99
<u>4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs</u>	100
<u>4.10 Impôts</u>	100
<u>4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</u>	102
<u>5. INFORMATIONS SECTORIELLES</u>	105

<u>6. NOTES RELATIVES AU BILAN</u>	106
<u>6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat</u>	106
<u>6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</u>	108
<u>6.3 Actifs financiers au coût amorti</u>	110
<u>6.4 Expositions au risque souverain</u>	111
<u>6.5 Passifs financiers au coût amorti</u>	114
<u>6.6 Immeubles de placement</u>	115
<u>6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</u>	116
<u>6.8 Provisions</u>	117
<u>6.9 Dettes subordonnées</u>	117
<u>6.10 Capitaux propres</u>	118
<u>7. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES</u>	120
<u>8. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS</u>	123
<u>9. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS</u>	124
<u>9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti</u>	124
<u>9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</u>	128
<u>10. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2021</u>	135
<u>11. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 30 JUIN 2021</u>	136

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, 85 caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des caisses locales, des filiales consolidables et d'un fonds dédié.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale Brie Picardie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Intérêts et produits assimilés	4.1	305 196	553 144	272 025
Intérêts et charges assimilées	4.1	(129 039)	(239 567)	(130 947)
Commissions (produits)	4.2	150 703	297 779	146 781
Commissions (charges)	4.2	(44 599)	(78 040)	(37 311)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	18 471	12 224	987
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		(487)	845	2 807
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		18 958	11 379	(1 820)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	38 571	13 976	1 372
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>				
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		38 571	13 976	1 372
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti				
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Produits des autres activités	4.5	1 745	4 580	2 117
Charges des autres activités	4.5	(2 002)	(4 030)	(1 801)
Produit net bancaire		339 046	560 066	253 223
Charges générales d'exploitation	4.6	(160 431)	(315 196)	(157 317)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.7	(10 211)	(17 676)	(8 588)
Résultat brut d'exploitation		168 404	227 194	87 318
Coût du risque	4.8	(13 012)	(40 073)	(20 754)
Résultat d'exploitation		155 392	187 121	66 564
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	69	316	(61)
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
Résultat avant impôt		155 461	187 437	66 503
Impôts sur les bénéfices		(33 677)	(58 604)	(18 344)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées				
Résultat net		121 784	128 833	48 159
Participations ne donnant pas le contrôle				
Résultat net part du Groupe		121 784	128 833	48 159

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Résultat net		121 784	128 833	48 159
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.11	1 876	1 032	
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.11			
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.11	153 617	(121 580)	(163 038)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	155 493	(120 548)	(163 038)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	(5 148)	4 600	5 020
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.11	150 345	(115 948)	(158 018)
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.11			
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.11	295	103	(64)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11	(20)	48	45
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	275	151	(19)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	(68)	(46)	(7)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11	207	105	(26)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.11	150 552	(115 843)	(158 044)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		272 336	12 990	(109 885)
Dont part du Groupe		272 336	12 990	(109 885)
Dont participations ne donnant pas le contrôle				
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	4.11	3 293		

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Caisse, banques centrales		95 811	108 132
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1-6.4	340 649	688 561
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		13 421	15 804
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		327 228	672 757
Instruments dérivés de couverture		178 729	66 454
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3-6.2-6.4	2 412 637	2 209 189
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		200 449	155 204
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		2 212 188	2 053 985
Actifs financiers au coût amorti	3-6.3-6.4	31 536 985	30 487 453
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		3 758 887	3 726 322
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		26 451 590	25 519 096
<i>Titres de dettes</i>		1 326 508	1 242 035
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		344 016	564 167
Actifs d'impôts courants et différés		123 396	117 087
Comptes de régularisation et actifs divers		816 349	1 169 197
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participation aux bénéfices différée			
Participation dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	6.6	9 295	9 651
Immobilisations corporelles	6.7	157 617	153 976
Immobilisations incorporelles	6.7	691	744
Ecarts d'acquisition			
Total de l'Actif		36 016 175	35 574 611

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1	14 423	19 128
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		14 423	19 128
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>			
Instruments dérivés de couverture		190 713	451 349
Passifs financiers au coût amorti	6.5	30 247 590	29 790 963
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>		19 406 776	19 457 995
<i>Dettes envers la clientèle</i>		10 081 132	9 995 377
<i>Dettes représentées par un titre</i>		759 682	337 591
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		80 152	107 964
Passifs d'impôts courants et différés		39 873	4 148
Comptes de régularisation et passifs divers		1 033 086	1 042 568
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	6.8	92 027	91 708
Dettes subordonnées	6.9		535
Total dettes		31 697 864	31 508 363

Capitaux propres	4 318 311	4 066 248
Capitaux propres part du Groupe	4 318 310	4 066 247
Capital et réserves liées	1 722 087	1 713 878
Réserves consolidées	2 018 624	1 918 273
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	455 815	305 263
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		
Résultat de l'exercice	121 784	128 833
Participations ne donnant pas le contrôle	1	1
Total du passif	36 016 175	35 574 611

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe								Participations ne donnant pas le contrôle					Capitaux propres consolidés		
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux			Capitaux propres	
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instrument s de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
(en milliers d'euros)																
Capitaux propres au 1er janvier 2020 Publié	332 000	3 343 867	(23 075)		3 652 792	(57)	421 163	421 106		4 073 898	1				1	4 073 899
Impacts nouvelles normes																
Capitaux propres au 1er janvier 2020	332 000	3 343 867	(23 075)		3 652 792	(57)	421 163	421 106		4 073 898	1				1	4 073 899
Augmentation de capital	5 054				5 054					5 054						5 054
Variation des titres autodétenus			1 324		1 324					1 324						1 324
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres du 1er semestre 2020																
Dividendes versés au 1er semestre 2020		(37 275)			(37 275)					(37 275)						(37 275)
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions																
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	5 054	(37 275)	1 324		(30 897)					(30 897)						(30 897)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						(26)	(158 018)	(158 044)		(158 044)						(158 044)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves																
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence																
Résultat du 1er semestre 2020									48 159	48 159						48 159
Autres variations		487			487					487						487
Capitaux propres au 30 juin 2020	337 054	3 307 079	(21 751)		3 622 382	(83)	263 145	263 062	48 159	3 933 603	1				1	3 933 604
Augmentation de capital	8 317				8 317					8 317						8 317
Variation des titres autodétenus			2 378		2 378					2 378						2 378
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres du 2nd semestre 2020																
Dividendes versés au 2nd semestre 2020		1 216			1 216					1 216						1 216
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions		646			646					646						646
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	8 317	1 862	2 378		12 557					12 557						12 557
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(391)			(391)	131	42 070	42 201		41 810						41 810
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves		(391)			(391)		391	391								
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence																
Résultat du 2nd semestre 2020									80 674	80 674						80 674
Autres variations		(2 397)			(2 397)					(2 397)						(2 397)
Capitaux propres au 31 décembre 2020	345 371	3 306 153	(19 373)		3 632 151	48	305 215	305 263	128 833	4 066 247	1				1	4 066 248
Affectation du résultat 2020		128 833			128 833				(128 833)							
Capitaux propres au 1er janvier 2021	345 371	3 434 986	(19 373)		3 760 984	48	305 215	305 263		4 066 247	1				1	4 066 248
Impacts nouvelles normes																
Capitaux propres au 1er janvier 2021 retraité	345 371	3 434 986	(19 373)		3 760 984	48	305 215	305 263		4 066 247	1				1	4 066 248
Augmentation de capital	8 847				8 847					8 847						8 847
Variation des titres autodétenus			(638)		(638)					(638)						(638)
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres du 1er semestre 2021																
Dividendes versés au 1er semestre 2021		(25 767)			(25 767)					(25 767)						(25 767)
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions																
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	8 847	(25 767)	(638)		(17 558)					(17 558)						(17 558)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(3 293)			(3 293)	207	150 345	150 552		147 259						147 259
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves		(3 293)			(3 293)		3 293	3 293								
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence																
Résultat du 1er semestre 2021									121 784	121 784						121 784
Autres variations		578			578					578						578
Capitaux propres au 30 juin 2021	354 218	3 406 504	(20 011)		3 740 711	255	455 560	455 815	121 784	4 318 310	1				1	4 318 311

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Résultat avant impôt		155 461	187 437	66 503
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		10 211	17 677	8 589
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations				
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		15 012	39 889	25 006
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence				
Résultat net des activités d'investissement		(69)	(316)	61
Résultat net des activités de financement		113	326	152
Autres mouvements		(144 325)	(174 522)	41 885
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		(119 058)	(116 946)	75 693
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		768 908	1 749 413	1 883 473
Flux liés aux opérations avec la clientèle		(859 394)	402 088	519 895
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		642 411	(1 554 178)	(598 053)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		301 793	171 774	(216 443)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence				
Impôts versés		(9 704)	(70 840)	(11 835)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		844 014	698 257	1 577 037
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		880 417	768 748	1 719 233
Flux liés aux participations (1)		(1 887)	57 304	10 393
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(13 861)	(28 895)	(23 699)
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		(15 748)	28 409	(13 306)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)		(16 903)	(22 495)	4 820
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)		(4 335)	66 537	78 981
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		(21 238)	44 042	83 801
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)				
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		843 431	841 199	1 789 728
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		2 049 678	1 208 479	1 208 479
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		108 132	94 863	94 863
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 941 546	1 113 616	1 113 616
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		2 893 109	2 049 678	2 998 207
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		95 811	108 132	97 568
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		2 797 298	1 941 546	2 900 639
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		843 431	841 199	1 789 728

* Composé du solde net du poste "Caisse, banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées)

** Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.3 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.5 (hors intérêts courus)

(1) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours du premier semestre 2021, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale Brie Picardie s'élève à -1887 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : Souscription à l'augmentation de capital SACAM Avenir -1 093 milliers d'euros.

(2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale Brie Picardie à ses actionnaires, à hauteur de -25 761 milliers d'euros pour le premier semestre 2021.

(3) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement : Au cours du premier semestre 2021, il n'y a pas eu d'émissions nettes de dettes subordonnées.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale Brie Picardie au 30 juin 2021 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par la Caisse Régionale Brie Picardie pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2020 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « *carve out* »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2021 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2021.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2	1 ^{er} janvier 2021 (1)	Oui
Amendement à IFRS 4 Report facultatif de l'application de la norme IFRS 9 pour les entités qui exercent principalement des activités d'assurance, y compris les entités du secteur de l'assurance appartenant à un conglomérat financier au 1 ^{er} janvier 2023	1 ^{er} janvier 2021	Non

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sur la réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 dès le 1^{er} janvier 2021.

Réformes des indices de référence

Les réformes des indices de référence sont entrées en 2021 dans une phase d'accélération cadencée par les jalons de place définis par les groupes de travail sur les taux alternatifs et par les autorités. L'annonce du 5 mars d'IBA – l'administrateur du LIBOR – a confirmé le jalon important de fin 2021 pour l'arrêt de la publication ou la non représentativité des LIBOR, sauf sur les tenors les plus utilisés du LIBOR USD. Ainsi, pour le flux de nouveaux contrats, selon les devises et les classes d'actifs, l'ensemble des acteurs doit progressivement arrêter d'utiliser les indices LIBOR dans le courant de l'année 2021 et au plus tard ne pourra plus les utiliser après fin 2021.

Le remplacement des LIBOR par des taux calculés sur la base de RFR est le scénario privilégié. Pour certaines activités, l'utilisation d'un RFR à terme prédéterminé dit « *forward looking* » en début de période d'intérêt sera la seule solution, mais dans de nombreux cas l'utilisation d'un taux post-déterminé sera privilégiée et fortement encouragée par les autorités. Les modalités de transition se précisant, les développements des systèmes d'information étant pour certains livrés, la liquidité des marchés RFR se développant progressivement, enfin les dates butoir de fin 2021 approchant rapidement, les renégociations proactives de contrats commencent et tendent à s'intensifier.

Le secteur privé reste en première ligne de ces transitions. Toutefois les annonces récentes au Royaume-Uni et aux Etats-Unis ainsi que la révision de la BMR en Europe – qui donne le pouvoir à la Commission Européenne de désigner un taux de remplacement en cas de disparition d'un indice systémique – renforcent la perspective de possibles dispositions législatives pour accompagner les transitions des contrats impossibles à renégocier avant la disparition des LIBOR. Néanmoins, toujours en l'absence d'une définition ex-ante de périmètres de contrats qui pourraient bénéficier de tels supports, les plans de transition proactive sont déclenchés ou sont en voie d'être déclenchés sauf pour les contrats dont l'impossibilité à les renégocier est avérée. De surcroît, les transitions proactives par anticipation restent vivement encouragées par certaines autorités, telle que l'autorité britannique (FCA : *Financial Conduct Authority*).

Spécifiquement pour le périmètre des contrats dérivés et par extension aux contrats de Repo et prêts / emprunts de titres, le protocole ISDA – en vigueur depuis le 25/01/2021 – permet d'intégrer automatiquement aux contrats existants les nouvelles clauses de repli ou « *fallbacks* ». Ce protocole est de nature à simplifier la transition des contrats dérivés entre les parties qui y auront adhéré (plus de 14 200 au 30/06/2021).

Il est anticipé que ce protocole permette de basculer la majeure partie des encours de contrats dérivés vers les indices alternatifs. Pour les autres instruments non dérivés, un tel dispositif n'existe pas et de très nombreuses renégociations bilatérales ou multilatérales avec les parties aux contrats seront nécessaires.

Au travers du projet Benchmarks, le groupe Crédit Agricole continue à piloter les transitions des indices de référence en intégrant les préconisations des groupes de travail nationaux et les jalons définis par les autorités, en premier lieu par la FCA. Ainsi, le projet vise à s'inscrire dans les standards définis par les travaux de place. Le calendrier du projet de transition s'articule autour des phases d'adoption et d'offres de taux alternatifs et des dates d'arrêt formel de l'utilisation des indices dont la disparition est annoncée. Les plans de transition finalisés par entité du groupe Crédit Agricole, intégrant les dernières conclusions des groupes de travail et associations de marché et le cas échéant les précisions relatives aux possibles interventions des autorités, sont activés selon des calendriers spécifiques à chaque entité.

S'agissant de la transition de l'EONIA vers l'€STR (au plus tard le 3 janvier 2022 lors de l'activation des clauses de *fallback* à la disparition de l'EONIA), les travaux sont toujours en cours. Les chambres de compensation ont déjà basculé la rémunération du collatéral de l'EONIA vers l'€STR. Les flux référençant l'€STR augmentent très progressivement. Par ailleurs, l'EURIBOR – comme tout indice de référence – est susceptible de voir sa méthodologie évoluer de nouveau ou d'être à terme remplacé. Toutefois, le scénario de remplacement de l'EURIBOR, n'est pas envisagé à ce stade.

En l'état, la liste des principaux indices de référence utilisés à l'échelle du groupe Crédit Agricole et/ou définis comme critiques par l'ESMA ou systémiques, qui sont concernés par une transition certaine ou potentielle est la suivante :

- L'EONIA qui disparaîtra le 3 janvier 2022 ;
- Les LIBOR EUR, CHF, JPY, GBP et USD dont la cessation de la publication interviendra ou la non représentativité sera prononcée fin 2021 ou fin juin 2023 pour la plupart des tenors du LIBOR USD ;
- L'EURIBOR, WIBOR, STIBOR, dont la disparition est possible mais n'est pas anticipée à ce stade.

L'EURIBOR, les LIBOR (notamment USD) et l'EONIA représentent – par ordre décroissant – les expositions les plus importantes du Groupe aux indices de référence.

Outre la préparation et la mise en œuvre du remplacement des indices de référence qui disparaissent ou deviennent non représentatifs et la mise en conformité avec la réglementation BMR, les travaux du projet visent également à identifier et gérer les risques inhérents aux transitions des indices de référence, notamment sur les volets financiers, opérationnels et protection des clients.

Afin que les relations de couvertures comptables affectées par cette réforme des indices de référence puissent se poursuivre malgré les incertitudes sur le calendrier et les modalités de transition entre les indices de taux actuels et les nouveaux indices, l'IASB a publié des amendements à IAS 39, IFRS 9 et IFRS 7 en septembre 2019 qui ont été adoptés par l'Union européenne le 15 janvier 2020. Le Groupe appliquera ces amendements tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les échéances des flux d'intérêt et considère, à ce titre, que tous ses contrats de couverture, principalement ceux liés à l'EONIA, l'EURIBOR et les taux LIBOR (USD, GBP, CHF, JPY), peuvent en bénéficier au 30 juin 2021.

Au 30 juin 2021, le recensement des instruments de couverture impactés par la réforme et sur lesquels subsistent des incertitudes fait apparaître un montant nominal de 14,2 milliards d'euros.

D'autres amendements, publiés par l'IASB en août 2020, complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les conséquences comptables du remplacement des anciens taux d'intérêt de référence par d'autres taux de référence à la suite des réformes.

Ces modifications, dites « Phase 2 », concernent principalement les modifications des flux de trésorerie contractuels. Elles permettent aux entités de ne pas décomptabiliser ou ajuster la valeur comptable des instruments financiers pour tenir compte des changements requis par la réforme, mais plutôt de mettre à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement du taux de référence alternatif.

En ce qui concerne la comptabilité de couverture, les entités n'auront pas à déqualifier leurs relations de couverture lorsqu'elles procèdent aux changements requis par la réforme.

Au 30 juin 2021, la ventilation par indice de référence significatif des instruments basés sur les anciens taux de référence et qui doivent transiter vers les nouveaux taux avant leur maturité est la suivante :

(en milliards d'euros)	EONIA	EURIBOR	LIBOR USD	LIBOR GBP	LIBOR JPY	LIBOR CHF	LIBOR EUR	WIBOR	STIBOR
Total des actifs financiers hors dérivés	24 818	2 834 090							
Total des passifs financiers hors dérivés	6 260	12 694 531							
Total des notionnels des dérivés	34 657	14 187 380							

S'agissant des expositions portant sur l'indice EONIA, les encours reportés sont ceux dont la date d'échéance est ultérieure au 3 janvier 2022, date de transition.

S'agissant des expositions portant sur le LIBOR EUR, CHF, JPY et GBP, les encours reportés sont ceux dont la date d'échéance est ultérieure au 31/12/2021.

S'agissant des expositions portant sur le LIBOR USD, les encours reportés sont ceux dont la date d'échéance est ultérieure au 30/06/2023, la très grande majorité des encours étant concentrée sur les tenors disparaissant le 30 juin 2023 (JJ, 1 mois, 3 mois, 6 mois et 12 mois).

S'agissant des instruments financiers non dérivés, les expositions correspondent aux nominaux des titres et au capital restant dû des instruments amortissables.

Afin d'identifier les actifs, passifs et dérivés basés sur des indices faisant l'objet d'une transition dans le cadre de la réforme IBOR, la Caisse régionale Brie Picardie a réalisé la collecte sur la base de données de gestion.

Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européennes au 30 juin 2021

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2021 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2021.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 17.

La norme IFRS 17 Contrats d'assurance publiée en mai 2017 remplacera la norme IFRS 4. Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023 sous réserve de son adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 17 définit de nouveaux principes en matière de valorisation, de comptabilisation des passifs des contrats d'assurance et d'appréciation de leur profitabilité, ainsi qu'en matière de présentation. De 2017 à 2020, un cadrage du projet de mise en œuvre a été réalisé afin d'identifier les enjeux et les impacts de la norme pour les filiales assurance du Groupe. Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre se poursuivent en 2021.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2020 de la Caisse Régionale Brie Picardie et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution

de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale Brie Picardie sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

Par ailleurs, de par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2021 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10 Périmètre de consolidation au 30 juin 2021.

➤ Crise sanitaire liée à la COVID-19

Dans le contexte crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par la crise liée au Coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

Prêts Garantis par l'Etat (PGE)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter du 25 mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises, ...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif massif et inédit de Prêts Garantis par l'Etat.

Ces financements prennent la forme d'un prêt sur 12 mois, avec la faculté pour l'emprunteur de l'amortir sur une période supplémentaire de 1 à 5 ans.

Sur cette période supplémentaire, le prêt pourra avoir durant la phase d'amortissement, une nouvelle période d'un an au cours de laquelle seuls les intérêts et le coût de la garantie d'Etat seront payés.

La durée totale du prêt ne pourra pas excéder 6 ans.

L'offre Groupe pour la première année se présente sous la forme d'un prêt à taux zéro ; seul le coût de la garantie est refacturé (via une commission payée par le client) conformément aux conditions d'éligibilité définies par l'Etat pour bénéficier de la garantie.

Ces prêts peuvent atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires, permettant ainsi aux entrepreneurs d'avoir accès au financement nécessaire pour traverser la période actuelle très perturbée.

Ces prêts appartiennent à un modèle de gestion « Collecte » et satisfont au test des caractéristiques contractuelles. Ils sont donc enregistrés au coût amorti.

Au 30 juin 2021, le solde des encours de prêts garantis par l'Etat octroyés à la clientèle par la Caisse Régionale Brie Picardie s'élève à 607 288 milliers d'euros.

Prêts Participatifs Relance

La Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas accordé de prêts participatifs relance au 30 juin 2021.

Risque de crédit

Conformément à la communication de l'IASB du 27 mars 2020 relative à la comptabilisation des pertes de crédit attendues en application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers dans les circonstances exceptionnelles actuelles, il a été rappelé l'importance de l'exercice du jugement dans l'application des principes d'IFRS 9 du risque de crédit et le classement des instruments financiers qui en résulte.

Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

La dernière actualisation des scénarios macro-économique, plus optimiste, a engendré une diminution des ECL que l'intégration des effets du Nouveau Défaut dans le modèle de provisionnement IFRS9 est venue quelque peu compenser.

Il n'en reste pas moins que la Caisse Régionale a poursuivi en local son suivi des secteurs d'activité en risque particulièrement impactés par la crise sanitaire en renforçant leur niveau de provisionnement.

➤ Garantie spécifique apportée par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Crédit Agricole S.A. a démantelé le 1^{er} mars 2021 15% complémentaires du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Le mécanisme de garantie « Switch » correspond à un transfert vers les Caisses régionales d'une partie des exigences prudentielles s'appliquant à Crédit Agricole S.A. au titre de ses activités d'assurances contre une rémunération fixe des Caisses régionales.

Pour la Caisse régionale Brie Picardie, cette opération s'est traduite par une baisse des engagements donnés de 61,6 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A de 20,8 millions d'euros.

3. Risque de crédit

3.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

(Cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2020	1 237 371	(169)	5 017	(184)			1 242 388	(353)	1 242 035
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2									
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1									
Transferts vers Bucket 3 (1)									
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1									
Total après transferts	1 237 371	(169)	5 017	(184)			1 242 388	(353)	1 242 035
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	85 458	(377)		15			85 458	(362)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	1 689 577	(390)					1 689 577	(390)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(1 604 119)	13					(1 604 119)	13	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période				15				15	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
Total	1 322 829	(546)	5 017	(169)			1 327 846	(715)	1 327 131
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(727)		104				(623)		
Au 30 juin 2021	1 322 102	(546)	5 121	(169)			1 327 223	(715)	1 326 508
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2020	212 135	(1)					212 135	(1)	212 134
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre									
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2									
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1									
Transferts vers Bucket 3 (1)									
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1									
Total après transferts	212 135	(1)					212 135	(1)	212 134
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(83 118)	(4)					(83 118)	(4)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	19 437	(4)					19 437	(4)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(102 555)						(102 555)		
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
Total	129 017	(5)					129 017	(5)	129 012
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	1 823						1 823		
Au 30 juin 2021	130 840	(5)					130 840	(5)	130 835
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2020	24 478 403	(94 127)	1 126 110	(108 941)	317 187	(199 536)	25 921 700	(402 604)	25 519 096
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(197 592)	(12 451)	174 847	24 216	22 745	(9 477)		2 288	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(609 314)	5 307	609 314	(18 630)				(13 323)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	430 421	(18 222)	(430 421)	41 349				23 127	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(25 892)	903	(16 198)	2 257	42 090	(13 928)		(10 768)	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	7 193	(439)	12 152	(760)	(19 345)	4 451		3 252	
Total après transferts	24 280 811	(106 578)	1 300 957	(84 725)	339 932	(209 013)	25 921 700	(400 316)	25 521 384
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	999 672	12 076	(30 571)	(36 513)	(22 678)	13 545	946 423	(10 892)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	3 216 577	(17 993)	82 884	(10 286)			3 299 461	(28 279)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(2 216 060)	9 174	(113 450)	9 021	(18 539)	18 452	(2 348 049)	36 647	
Passages à perte					(3 999)	3 031	(3 999)	3 031	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières			(5)		(140)	32	(145)	32	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		20 895		(35 248)		(8 891)		(23 244)	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	(845)					921	(845)	921	
Total	25 280 483	(94 502)	1 270 386	(121 238)	317 254	(195 468)	26 868 123	(411 208)	26 456 915
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(8 167)		2 706		136		(5 325)		
Au 30 juin 2021 (4)	25 272 316	(94 502)	1 273 092	(121 238)	317 390	(195 468)	26 862 798	(411 208)	26 451 590
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

(4) Au 30 juin 2021, le montant des prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés à la clientèle par la Caisse Régionale Brie Picardie dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19 s'élève à 607 288 milliers d'euros.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
(en milliers d'euros)								
Au 31 décembre 2020	155 204	(51)					155 204	(51)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre								
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2								
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1								
Transferts vers Bucket 3 (1)								
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1								
Total après transferts	155 204	(51)					155 204	(51)
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	45 123	(104)					45 123	(104)
Réévaluation de juste valeur sur la période	251						251	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	180 199	(123)					180 199	(123)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(135 327)	14					(135 327)	14
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		5						5
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres								
Total	200 327	(155)					200 327	(155)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	122						122	
Au 30 juin 2021	200 449	(155)					200 449	(155)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2020	2 090 769	(11 523)	59 507	(7 177)	5 448	(642)	2 155 724	(19 342)	2 136 382
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(11 571)	(588)	11 571	440				(148)	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(23 780)	282	23 780	(603)				(321)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	12 209	(870)	(12 209)	1 043				173	
Transferts vers Bucket 3 (1)									
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1									
Total après transferts	2 079 198	(12 111)	71 078	(6 737)	5 448	(642)	2 155 724	(19 490)	2 136 234
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	293 597	699	(2 740)	36	(1 253)		289 604	735	
Nouveaux engagements donnés (2)	1 125 174	(5 803)	33 412	(3 421)			1 158 586	(9 224)	
Extinction des engagements	(831 785)	5 416	(35 916)	4 489			(867 701)	9 905	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		1 086		(1 032)				54	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	208		(236)		(1 253)		(1 281)		
Au 30 juin 2021	2 372 795	(11 412)	68 338	(6 701)	4 195	(642)	2 445 328	(18 755)	2 426 573

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2020	577 094	(2 838)	7 756	(2 884)	17 057	(9 261)	601 907	(14 983)	586 924
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(10 990)	119	10 990	(1 474)				(1 355)	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(11 685)	247	11 685	(1 675)				(1 428)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	695	(128)	(695)	201				73	
Transferts vers Bucket 3 (1)									
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1									
Total après transferts	566 104	(2 719)	18 746	(4 358)	17 057	(9 261)	601 907	(16 338)	585 569
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	204 639	966	(132)	(764)	4 176	1 271	208 683	1 473	
Nouveaux engagements donnés (2)	282 649	(448)	3 109	(1 022)			285 758	(1 470)	
Extinction des engagements	(71 937)	794	(3 190)	1 039	(83)	83	(75 210)	1 916	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		620		(781)		1 188		1 027	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	(6 073)		(51)		4 259		(1 865)		
Au 30 juin 2021	770 743	(1 753)	18 614	(5 122)	21 233	(7 990)	810 590	(14 865)	795 725

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

3.2 Concentrations du risque de crédit

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2021				Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Administration générale	1 926 874	10		1 926 884	1 925 166	3 472	1	1 928 639
Banques centrales								
Etablissements de crédit	499 193	5 121		504 314	555 591	5 017		560 608
Grandes entreprises	4 013 674	338 961	112 972	4 465 607	3 814 983	263 695	95 940	4 174 618
Clientèle de détail	20 285 517	934 121	204 418	21 424 056	19 632 169	858 943	221 246	20 712 358
Dépréciations	(95 053)	(121 407)	(195 468)	(411 928)	(94 297)	(109 125)	(199 536)	(402 958)
Total	26 630 205	1 156 806	121 922	27 908 933	25 833 612	1 022 002	117 651	26 973 265

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

	Au 30 juin 2021				Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Administration générale	56			56	60 153			60 153
Banques centrales								
Etablissements de crédit								
Grandes entreprises	200 393			200 393	95 051			95 051
Clientèle de détail								
Total	200 449			200 449	155 204			155 204

Dettes envers la clientèle par agent économique

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Administration générale	20 690	36 427
Grandes entreprises	4 021 789	4 124 103
Clientèle de détail	6 038 653	5 834 847
Total Dettes envers la clientèle	10 081 132	9 995 377

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30 juin 2021				Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	166 230			166 230	142 153			142 153
Banques centrales								
Etablissements de crédit								
Grandes entreprises	974 009	33 333	2 371	1 009 713	816 636	30 159	2 670	849 465
Clientèle de détail	1 232 556	35 005	1 824	1 269 385	1 131 980	29 348	2 778	1 164 106
Provisions (1)	(11 412)	(6 701)	(642)	(18 755)	(11 523)	(7 177)	(642)	(19 342)
Total	2 361 383	61 637	3 553	2 426 573	2 079 246	52 330	4 806	2 136 382

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2021				Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Administration générale								
Banques centrales								
Etablissements de crédit	15			15	170			170
Grandes entreprises	753 306	17 985	20 920	792 211	562 020	7 147	16 771	585 938
Clientèle de détail	17 422	629	313	18 364	14 904	609	286	15 799
Provisions (1)	(1 753)	(5 122)	(7 990)	(14 865)	(2 838)	(2 884)	(9 261)	(14 983)
Total	768 990	13 492	13 243	795 725	574 256	4 872	7 796	586 924

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2021				Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	26 331 293	1 277 345	317 014	27 925 652	25 542 397	1 130 324	317 076	26 989 797
Autres pays de l'Union européenne	336 488	9	294	336 791	333 090	253	12	333 355
Autres pays d'Europe	11 674			11 674	10 535			10 535
Amérique du Nord	21 233	407		21 640	20 504	429		20 933
Amériques centrale et du Sud	111		54	165	126		54	180
Afrique et Moyen-Orient	8 855	452	28	9 335	8 247	3	45	8 295
Asie et Océanie (hors Japon)	15 154			15 154	12 546	118		12 664
Japon	450			450	464			464
Organismes supra-nationaux								
Dépréciations	(95 053)	(121 407)	(195 468)	(411 928)	(94 297)	(109 125)	(199 536)	(402 958)
Total	26 630 205	1 156 806	121 922	27 908 933	25 833 612	1 022 002	117 651	26 973 265

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

	Au 30 juin 2021				Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	166 347			166 347	80 085			80 085
Autres pays de l'Union européenne	34 102			34 102	75 119			75 119
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Total	200 449			200 449	155 204			155 204

Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
France (y compris DOM-TOM)	10 029 774	9 944 788
Autres pays de l'Union européenne	28 762	28 631
Autres pays d'Europe	3 465	3 424
Amérique du Nord	7 235	7 617
Amériques centrale et du Sud	839	627
Afrique et Moyen-Orient	6 815	6 060
Asie et Océanie (hors Japon)	4 023	3 900
Japon	219	330
Organismes supra-nationaux		
Total Dettes envers la clientèle	10 081 132	9 995 377

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2021				Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	2 364 996	68 337	4 195	2 437 528	2 081 356	59 504	5 448	2 146 308
Autres pays de l'Union européenne	5 535			5 535	5 567			5 567
Autres pays d'Europe	172			172	2 073			2 073
Amérique du Nord	638			638	73			73
Amériques centrale et du Sud	8			8	9			9
Afrique et Moyen-Orient	934			934	243	2		245
Asie et Océanie (hors Japon)	510	1		511	1 445	1		1 446
Japon	2			2	3			3
Organismes supra-nationaux								
Provisions (1)	(11 412)	(6 701)	(642)	(18 755)	(11 523)	(7 177)	(642)	(19 342)
Total	2 361 383	61 637	3 553	2 426 573	2 079 246	52 330	4 806	2 136 382

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 30 juin 2021				Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	770 693	18 614	21 233	810 540	577 044	7 756	17 057	601 857
Autres pays de l'Union européenne								
Autres pays d'Europe	50			50	50			50
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Provisions (1)	(1 753)	(5 122)	(7 990)	(14 865)	(2 838)	(2 884)	(9 261)	(14 983)
Total	768 990	13 492	13 243	795 725	574 256	4 872	7 796	586 924

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Sur les actifs financiers au coût amorti	275 776	522 949	261 216
Opérations avec les établissements de crédit	1 258	3 542	1 891
Opérations internes au Crédit Agricole	36 548	53 031	21 808
Opérations avec la clientèle	232 279	464 573	237 142
Opérations de location-financement			
Titres de dettes	5 691	1 803	375
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	250	427	223
Opérations avec les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle			
Titres de dettes	250	427	223
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	29 170	29 768	10 586
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	305 196	553 144	272 025
Sur les passifs financiers au coût amorti	(77 366)	(133 115)	(77 943)
Opérations avec les établissements de crédit	(1 577)	(5 233)	(2 531)
Opérations internes au Crédit Agricole	(35 596)	(88 618)	(49 780)
Opérations avec la clientèle	(41 704)	(40 985)	(25 043)
Opérations de location-financement			
Dettes représentées par un titre	1 511	1 721	(589)
Dettes subordonnées			
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(51 647)	(106 372)	(52 974)
Autres intérêts et charges assimilées	(26)	(80)	(30)
Charges d'intérêts	(129 039)	(239 567)	(130 947)

(1) dont 2 817 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 30 juin 2021 contre 5 157 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et 2 712 milliers d'euros au 30 juin 2020

(2) dont 82 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 30 juin 2021 contre 291 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et 153 milliers d'euros au 30 juin 2020.

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts et charges d'intérêts sont respectivement de 9 393 milliers d'euros et 14 763 milliers d'euros.

Comme indiqué dans les états financiers du 31 décembre 2020 de la Caisse Régionale Brie Picardie, une troisième série d'opérations ciblées de refinancement de long terme (TLTRO III) a été décidée en mars 2019 par la BCE, dont les modalités ont été revues à plusieurs reprises entre septembre 2019 et avril 2021. Crédit Agricole S.A. a souscrit à ces emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, la Caisse Régionale Brie Picardie se refinance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

Dans l'attente de la décision définitive de l'IFRS IC sur le traitement comptable de ces opérations, la Caisse Régionale Brie Picardie maintient le traitement tel que présenté dans les états financiers du 31 décembre 2020.

Le Groupe a évalué leurs intérêts courus au taux de la Facilité des Dépôts - 50 bps flooré à -100 bps sur la période spéciale de taux d'intérêt (1er janvier 2021 – 23 juin 2021 pour la période afférente au premier semestre 2021), compte tenu de l'atteinte des seuils pendant la période spéciale de référence. Sur la période spéciale de taux d'intérêt additionnelle (24 juin 2021 – 30 juin 2021 pour la période afférente au premier semestre 2021), le taux d'intérêt retenu est le minimum entre le taux de Facilité des Dépôts et le MRO - 50 bps compte tenu de l'incertitude quant à l'atteinte des critères de variation de crédits éligibles pendant la période spéciale de référence additionnelle (dont l'échéance n'est pas intervenue).

4.2 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	30/06/2021			31/12/2020			30/06/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	451	(2 611)	(2 160)	651	(4 615)	(3 964)	376	(2 246)	(1 870)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	8 425	(33 191)	(24 766)	15 988	(56 649)	(40 661)	7 334	(27 218)	(19 884)
Sur opérations avec la clientèle	5 669	(1 602)	4 067	9 533	(2 913)	6 620	5 671	(1 295)	4 376
Sur opérations sur titres		(210)	(210)		(204)	(204)		(28)	(28)
Sur opérations de change	81		81	216		216	110		110
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	1 360		1 360	1 095		1 095	538		538
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	133 166	(6 805)	126 361	265 781	(13 073)	252 708	130 227	(6 356)	123 871
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 551	(180)	1 371	4 515	(586)	3 929	2 525	(168)	2 357
Total Produits et charges de commissions	150 703	(44 599)	106 104	297 779	(78 040)	219 739	146 781	(37 311)	109 470

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Dividendes reçus	634	813	479
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	(487)	752	2 715
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	3 367	4 865	4 866
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	12 854	3 652	(9 184)
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte			
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)			
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	65	1 152	764
Résultat de la comptabilité de couverture	2 038	990	1 347
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	18 471	12 224	987

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2021			31/12/2020			30/06/2020		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	106 155	(106 049)	106	107 604	(107 517)	87	122 471	(122 043)	428
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	45 961	(59 206)	(13 245)	56 971	(50 426)	6 545	71 863	(50 073)	21 790
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	60 194	(46 843)	13 351	50 633	(57 091)	(6 458)	50 608	(71 970)	(21 362)
Couverture de flux de trésorerie									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	662 572	(660 640)	1 932	888 389	(887 486)	903	1 125 946	(1 125 027)	919
Variations de juste valeur des éléments couverts	158 694	(503 877)	(345 183)	411 961	(475 387)	(63 426)	624 169	(500 648)	123 521
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	503 878	(156 763)	347 115	476 428	(412 099)	64 329	501 777	(624 379)	(122 602)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt									
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace									
Total Résultat de la comptabilité de couverture	768 727	(766 689)	2 038	995 993	(995 003)	990	1 248 417	(1 247 070)	1 347

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)			
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	38 571	13 976	1 372
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	38 571	13 976	1 372

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.8 « Coût du risque ».

4.5 Produits (charges) nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	266	459	219
Autres produits (charges) nets	(523)	91	97
Produits (charges) des autres activités	(257)	550	316

4.6 Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Charges de personnel	(95 554)	(194 412)	(92 468)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(14 205)	(20 174)	(15 831)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(50 672)	(100 610)	(49 018)
Charges générales d'exploitation	(160 431)	(315 196)	(157 317)

(1) Dont 5 996 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution au 30 juin 2021 contre 6 311 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et 6 311 milliers d'euros au 30 juin 2020

4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Dotations aux amortissements	(10 211)	(17 676)	(8 588)
Immobilisations corporelles (1)	(10 135)	(17 467)	(8 472)
Immobilisations incorporelles	(76)	(209)	(116)
Dotations (reprises) aux dépréciations			
Immobilisations corporelles			
Immobilisations incorporelles			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(10 211)	(17 676)	(8 588)

(1) Dont 903 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 30 juin 2021 contre 1 872 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et 905 milliers d'euros au 30 juin 2020

4.8 Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2) (A)	(13 707)	(50 181)	(16 376)
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	336	(38 621)	(26 898)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(104)	(38)	(118)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(756)	(32 703)	(23 605)
Engagements par signature	1 196	(5 880)	(3 175)
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	(14 043)	(11 560)	10 522
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(12 281)	(9 372)	10 009
Engagements par signature	(1 762)	(2 188)	513
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3) (B)	1 377	(380)	(2 974)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	106	(479)	(2 275)
Engagements par signature	1 271	99	(699)
Autres actifs (C)			
Risques et charges (D)	(376)	11 084	1 829
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)=(A)+(B)+(C)+(D)	(12 706)	(39 477)	(17 521)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés			
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(224)	(642)	(329)
Récupérations sur prêts et créances	402	716	395
comptabilisés au coût amorti	402	716	395
comptabilisés en capitaux propres recyclables			
Décotes sur crédits restructurés	(145)	(233)	(168)
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	(339)	(2 121)	(3 131)
Autres produits		1 684	
Coût du risque	(13 012)	(40 073)	(20 754)

Les impacts de la crise sanitaire du COVID 19 ont été intégrés dans le provisionnement IFRS9 à différents niveaux par la Caisse régionale Brie Picardie.

Tout d'abord en prenant en compte dans sa méthode de provisionnement une potentielle dégradation des créances saines et sensibles en défaut.

Ensuite en local avec le maintien de différentes filières rassemblant des secteurs d'activités fragilisés par les impacts des mesures sanitaires et pour lesquelles le niveau de stress a été ajusté depuis le début de l'année de façon plus significative sur les créances classées en Bucket 2.

4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	69	316	(61)
Plus-values de cession	79	318	129
Moins-values de cession	(10)	(2)	(190)
Titres de capitaux propres consolidés			
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	69	316	(61)

4.10 Impôts

Charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Charge d'impôt courant	(36 774)	(72 052)	(31 669)
Charge d'impôt différé	3 097	13 448	13 325
Total Charge d'impôt	(33 677)	(58 604)	(18 344)

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2021

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	155 461	28,41%	44 166
Effet des différences permanentes			(9 011)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			1 405
Effet de l'imposition à taux réduit			(82)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(2 801)
Taux et charge effectifs d'impôt		21,66%	33 677

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2021.

Au 31 décembre 2020

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	187 437	32,02%	60 017
Effet des différences permanentes			(14 767)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			22 677
Effet de l'imposition à taux réduit			291
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(9 614)
Taux et charge effectifs d'impôt		31,27%	58 604

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2020.

Au 30 juin 2020

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	66 503	32,02%	21 294
Effet des différences permanentes			425
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			1 503
Effet de l'imposition à taux réduit			(164)
Changement de taux			
Effet des autres éléments			(4 714)
Taux et charge effectifs d'impôt		27,58%	18 344

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2020.

4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	295	103	(64)
Ecart de réévaluation de la période	191	65	(182)
Transferts en résultat			
Autres variations	104	38	118
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(20)	48	45
Ecart de réévaluation de la période	(20)	48	45
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(68)	(46)	(7)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	207	105	(26)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	1 876	1 032	
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en réserves			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	153 617	(121 580)	(163 038)
Ecart de réévaluation de la période	150 324	(121 971)	(163 038)
Transferts en réserves	3 293	391	
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(5 148)	4 600	5 020
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	150 345	(115 948)	(158 018)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	150 552	(115 843)	(158 044)
Dont part du Groupe	150 552	(115 843)	(158 044)
Dont participations ne donnant pas le contrôle			

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

	31/12/2020				Variations				30/06/2021			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	121	(34)	87	87	295	(74)	221	221	416	(108)	308	308
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(52)	13	(39)	(39)	(20)	6	(14)	(14)	(72)	19	(53)	(53)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	69	(21)	48	48	275	(68)	207	207	344	(89)	255	255
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	69	(21)	48	48	275	(68)	207	207	344	(89)	255	255
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(9 733)	2 514	(7 219)	(7 219)	1 876	(485)	1 391	1 391	(7 857)	2 029	(5 828)	(5 828)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre												
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	321 784	(9 350)	312 434	312 434	153 617	(4 663)	148 954	148 954	475 401	(14 013)	461 388	461 388
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	312 051	(6 836)	305 215	305 215	155 493	(5 148)	150 345	150 345	467 544	(11 984)	455 560	455 560
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	312 051	(6 836)	305 215	305 215	155 493	(5 148)	150 345	150 345	467 544	(11 984)	455 560	455 560
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	312 120	(6 857)	305 263	305 263	155 768	(5 216)	150 552	150 552	467 888	(12 073)	455 815	455 815

	31/12/2019				Variations				31/12/2020			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	18	(1)	17	17	103	(33)	70	70	121	(34)	87	87
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(100)	26	(74)	(74)	48	(13)	35	35	(52)	13	(39)	(39)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	(82)	25	(57)	(57)	151	(46)	105	105	69	(21)	48	48
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(82)	25	(57)	(57)	151	(46)	105	105	69	(21)	48	48
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(10 765)	2 780	(7 985)	(7 985)	1 032	(266)	766	766	(9 733)	2 514	(7 219)	(7 219)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre												
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	443 364	(14 216)	429 148	429 148	(121 580)	4 866	(116 714)	(116 714)	321 784	(9 350)	312 434	312 434
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	432 599	(11 436)	421 163	421 163	(120 548)	4 600	(115 948)	(115 948)	312 051	(6 836)	305 215	305 215
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	432 599	(11 436)	421 163	421 163	(120 548)	4 600	(115 948)	(115 948)	312 051	(6 836)	305 215	305 215
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	432 517	(11 411)	421 106	421 106	(120 397)	4 554	(115 843)	(115 843)	312 120	(6 857)	305 263	305 263

5. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

Le secteur d'activité du Crédit Agricole Brie Picardie est celui de la banque de proximité en France.

La clientèle du Crédit Agricole Brie Picardie comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

Le Crédit Agricole Brie Picardie commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire et titres), placements d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements.

Il distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance vie.

6. Notes relatives au bilan

6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	13 421	15 804
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	327 228	672 757
Instruments de capitaux propres	33 023	29 609
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	294 205	643 148
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	340 649	688 561
Dont Titres prêtés		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Instruments de capitaux propres		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
OPCVM		
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	13 421	15 804
Valeur au bilan	13 421	15 804

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que la Caisse Régionale est autorisée à redonner en garantie.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Actions et autres titres à revenu variable	1 158	1 230
Titres de participation non consolidés	31 865	28 379
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	33 023	29 609

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Titres de dettes	294 205	643 148
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 658	24 151
OPCVM	284 547	618 997
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	294 205	643 148

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres de dettes		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	14 423	19 128
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	14 423	19 128

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	14 423	19 128
Valeur au bilan	14 423	19 128

6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2021			31/12/2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	200 449	568	(152)	155 204	192	(70)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 212 188	499 854	(24 452)	2 053 985	349 407	(27 623)
Total	2 412 637	500 422	(24 604)	2 209 189	349 599	(27 693)

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	30/06/2021			31/12/2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées				60 119	103	
Obligations et autres titres à revenu fixe	200 449	568	(152)	95 085	89	(70)
Total des titres de dettes	200 449	568	(152)	155 204	192	(70)
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Total des prêts et créances						
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	200 449	568	(152)	155 204	192	(70)
Impôts sur les bénéfices		(147)	39		(52)	18
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôt)		421	(113)		140	(52)

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	30/06/2021			31/12/2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	7 883			7 883		
Titres de participation non consolidés	2 204 305	499 854	(24 452)	2 046 102	349 407	(27 623)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 212 188	499 854	(24 452)	2 053 985	349 407	(27 623)
Impôts sur les bénéfices		(14 013)			(9 350)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôt)		485 841	(24 452)		340 057	(27 623)

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

	30/06/2021			31/12/2020		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾	Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾	Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable						
Titres de participation non consolidés				70		(391)
Total Placements dans des instruments de capitaux propres				70		(391)
Impôts sur les bénéfices						
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôt)						(391)

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.3 Actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 758 887	3 726 322
Prêts et créances sur la clientèle (1)	26 451 590	25 519 096
Titres de dettes	1 326 508	1 242 035
Valeur au bilan	31 536 985	30 487 453

(1) Au 30 juin 2021, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordé par la Caisse Régionale Brie Picardie s'élève à 607 288 milliers d'euros.

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	124 745	103 555
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)</i>	41 454	20 458
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)</i>		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée	30	102 508
Prêts subordonnés	6 065	6 072
Autres prêts et créances		
Valeur brute	130 840	212 135
Dépréciations	(5)	(1)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	130 835	212 134
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	2 755 906	2 002 696
Titres reçus en pension livrée		635 717
Comptes et avances à terme	872 146	875 775
Prêts subordonnés		
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	3 628 052	3 514 188
Valeur au bilan	3 758 887	3 726 322

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	6 162	5 854
Autres concours à la clientèle	26 628 804	25 726 458
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	909	
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	138 456	95 684
Comptes ordinaires débiteurs	88 467	93 704
Valeur brute	26 862 798	25 921 700
Dépréciations	(411 208)	(402 604)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	26 451 590	25 519 096
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute		
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement		
Valeur au bilan	26 451 590	25 519 096

Titres de dettes

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Effets publics et valeurs assimilées	436 113	433 446
Obligations et autres titres à revenu fixe	891 110	808 942
Total	1 327 223	1 242 388
Dépréciations	(715)	(353)
Valeur au bilan	1 326 508	1 242 035

6.4 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale Brie Picardie au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

30/06/2021 (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche							
Belgique							
Brésil							
Chine							
Egypte							
Espagne				21 441	21 441		21 441
Etats-Unis							
France				393 045	393 045		393 045
Grèce							
Hong Kong							
Iran							
Irlande							
Italie				21 488	21 488		21 488
Japon							
Liban							
Lituanie							
Maroc							
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Syrie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Yémen							
Autres pays souverains							
Total				435 974	435 974		435 974

31/12/2020 (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche							
Belgique							
Brésil							
Chine							
Egypte							
Espagne			60 119	21 124	81 243		81 243
Etats-Unis							
France				391 233	391 233		391 233
Grèce							
Hong Kong							
Iran							
Irlande							
Italie				21 069	21 069		21 069
Japon							
Liban							
Lituanie							
Maroc							
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Syrie							
Turquie							
Ukraine							
Venezuela							
Yémen							
Autres pays souverains							
Total			60 119	433 426	493 545		493 545

6.5 Passifs financiers au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Dettes envers les établissements de crédit	19 406 776	19 457 995
Dettes envers la clientèle	10 081 132	9 995 377
Dettes représentées par un titre	759 682	337 591
Valeur au bilan	30 247 590	29 790 963

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	8 357	7 133
<i>dont comptes ordinaires créditeurs (1)</i>	5	178
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour (1)</i>		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée	114 099	102 516
Total	122 456	109 649
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	4	81 547
Titres donnés en pension livrée		635 747
Comptes et avances à terme	19 284 316	18 631 052
Total	19 284 320	19 348 346
Valeur au bilan	19 406 776	19 457 995

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs	8 654 926	8 495 557
Comptes d'épargne à régime spécial	138 128	129 061
Autres dettes envers la clientèle	1 288 078	1 370 759
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	10 081 132	9 995 377

Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	602 383	177 251
Emprunts obligataires	157 299	160 340
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	759 682	337 591

6.6 Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2021
Valeur brute	18 839		33				18 872
Amortissements et dépréciations	(9 188)		(389)				(9 577)
Valeur au bilan (1)	9 651		(356)				9 295

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2020
Valeur brute	18 975		202	(338)			18 839
Amortissements et dépréciations	(8 694)		(795)	301			(9 188)
Valeur au bilan (1)	10 281		(593)	(37)			9 651

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

6.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	30/06/2021
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	422 333		14 822	(10 311)			426 844
Amortissements et dépréciations	(268 357)		(10 135)	8 979		286	(269 227)
Valeur au bilan	153 976		4 687	(1 332)		286	157 617
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	2 512		23	(625)			1 910
Amortissements et dépréciations	(1 768)		(76)	625			(1 219)
Valeur au bilan	744		(53)				691

	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements (1)	31/12/2020
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	403 771		30 826	(13 306)		1 042	422 333
Amortissements et dépréciations	(263 769)		(17 468)	12 827		53	(268 357)
Valeur au bilan	140 002		13 358	(479)		1 095	153 976
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	2 432		80				2 512
Amortissements et dépréciations	(1 560)		(209)			1	(1 768)
Valeur au bilan	872		(129)			1	744

(1) Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des droits d'utilisation au bilan aurait été de 10 294 milliers d'euros au 31/12/2019 (contre 9263 milliers d'euros avant application de la décision IFRS IC)

6.8 Provisions

	31/12/2020	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2021
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	37 022		219					37 241
Risques d'exécution des engagements par signature	34 325		44 340		(45 045)			33 620
Risques opérationnels	888		321	(1)	(28)			1 180
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	4 100		1 568				(1 877)	3 791
Litiges divers	7 810		1 119	(306)	(740)			7 883
Participations	474							474
Restructurations								
Autres risques	7 089		2 050	(1 275)	(26)			7 838
TOTAL	91 708		49 617	(1 582)	(45 839)		(1 877)	92 027

	31/12/2019	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2020
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	34 545		2 477					37 022
Risques d'exécution des engagements par signature	26 358		87 177		(79 210)			34 325
Risques opérationnels	1 273		211	(167)	(429)			888
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	7 473		177		(1 974)		(1 576)	4 100
Litiges divers	13 185		942	(23)	(6 294)			7 810
Participations	474							474
Restructurations								
Autres risques	11 733		4 312	(3 175)	(5 781)			7 089
TOTAL	95 041		95 296	(3 365)	(93 688)		(1 576)	91 708

6.9 Dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		535
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan		535

6.10 Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2021

Au 30 juin 2021, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

	Nombre de titres au 30/06/2021
Répartition du capital de la Caisse Régionale	
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	16 685 088
Dont part du Public	15 318 947
Dont part Sacam Mutualisation	396 180
Dont part autodétenue	969 961
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	13 591 547
Dont part du Public	
Dont part Crédit Agricole S.A.	2 771 811
Dont part Sacam Mutualisation	10 819 736
Parts sociales	25 001 540
Dont 85 Caisses Locales	25 001 520
Dont 18 administrateurs de la Caisse régionale	18
Dont Crédit Agricole S.A.	1
Dont Sacam Mutualisation	1
Dont Autres	
Total	55 278 175

La valeur nominale des titres est de 5 euros et le montant total du capital est de 276 391 milliers d'euros.

Rémunération

Au titre de l'exercice 2020, l'Assemblée générale du 30 mars 2021 de la Caisse Régionale Brie Picardie a approuvé le versement de la rémunération nette par CCI/CCA de 0,79 euro et un intérêt aux parts sociales de 0,0825 euro.

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2017	1,15	1,15	0,09
2018	1,15	1,15	0,10
2019	1,15	1,15	0,09
2020	0,79	0,79	0,0825

Rémunérations payées au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 25 767 milliers d'euros en 2021.

7. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Engagements donnés	3 487 208	3 048 860
Engagements de financement	2 445 328	2 155 724
Engagements en faveur des établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	2 445 328	2 155 724
Ouverture de crédits confirmés	1 145 688	1 037 734
Ouverture de crédits documentaires	10 863	13 130
Autres ouvertures de crédits confirmés	1 134 825	1 024 604
Autres engagements en faveur de la clientèle	1 299 640	1 117 990
Engagements de garantie	1 041 880	893 136
Engagements d'ordre des établissements de crédit	231 305	291 399
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	15	170
Autres garanties (1)	231 290	291 229
Engagements d'ordre de la clientèle	810 575	601 737
Cautions immobilières	244 624	238 173
Autres garanties d'ordre de la clientèle	565 951	363 564
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements reçus	9 623 699	9 253 834
Engagements de financement	37 318	69 128
Engagements reçus des établissements de crédit	37 318	69 128
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	9 586 381	9 184 706
Engagements reçus des établissements de crédit	1 832 000	1 899 035
Engagements reçus de la clientèle	7 754 381	7 285 671
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées (2)	2 292 553	2 338 083
Autres garanties reçues	5 461 828	4 947 588
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		

(1) Dont 205 411 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance suite à la résiliation anticipée partielle du 1er mars 2021.

(2) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19, la Caisse Régionale Brie Picardie a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des garanties de l'Etat français (PGE). Au 30 juin 2021, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 456 641 milliers d'euros.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	14 361 499	13 312 829
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	1 090	1 483
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension	114 099	738 263
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	14 476 688	14 054 058
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	30	738 225
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	30	738 225

Au 30 juin 2021 la Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des "FCT Crédit Agricole Habitat" comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie

Au cours du premier semestre 2021, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté 14 361 499 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 13 312 828 milliers d'euros au 31 décembre 2020. La Caisse Régionale Brie Picardie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté :

- 10 669 251 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 9 463 220 milliers d'euros au 31 décembre 2020 ;
- 823 515 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 869 264 milliers d'euros au 31 décembre 2020 ;
- 2 868 733 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 980 344 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

8. Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de l'entité à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

La Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas opéré en 2021 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

9. Juste valeur des instruments financiers

9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30/06/2021	Juste valeur au 30/06/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	30 210 477	30 210 477		3 758 887	26 451 590
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 758 887	3 758 887		3 758 887	
Comptes ordinaires et prêts JJ	2 797 360	2 797 360		2 797 360	
Comptes et prêts à terme	955 437	955 437		955 437	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	30	30		30	
Prêts subordonnés	6 065	6 060		6 060	
Autres prêts et créances	(5)				
Prêts et créances sur la clientèle	26 451 590	26 451 590			26 451 590
Créances commerciales	5 827	5 827			5 827
Autres concours à la clientèle	26 240 373	26 240 373			26 240 373
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	909	909			909
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	138 406	138 406			138 406
Comptes ordinaires débiteurs	66 075	66 075			66 075
Titres de dettes	1 326 508	1 352 225	1 352 225		
Effets publics et valeurs assimilées	435 974	451 164	451 164		
Obligations et autres titres à revenu fixe	890 534	901 061	901 061		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	31 536 985	31 562 702	1 352 225	3 758 887	26 451 590

	Valeur au bilan au 31/12/2020	Juste valeur au 31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	29 245 418	29 245 418		3 726 322	25 519 096
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 726 322	3 726 322		3 726 322	
Comptes ordinaires et prêts JJ	2 023 154	2 023 154		2 023 154	
Comptes et prêts à terme	958 872	958 871		958 871	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	738 225	738 225		738 225	
Prêts subordonnés	6 072	6 072		6 072	
Autres prêts et créances (1)					
Prêts et créances sur la clientèle	25 519 096	25 519 096			25 519 096
Créances commerciales	5 535	5 535			5 535
Autres concours à la clientèle	25 346 393	25 346 393			25 346 393
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	95 634	95 634			95 634
Comptes ordinaires débiteurs	71 534	71 534			71 534
Titres de dettes	1 242 035	1 276 583	1 276 583		
Effets publics et valeurs assimilées	433 426	448 459	448 459		
Obligations et autres titres à revenu fixe	808 609	828 124	828 124		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	30 487 453	30 522 001	1 276 583	3 726 322	25 519 096

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30/06/2021	Juste valeur au 30/06/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	19 406 776	19 406 776		19 406 776	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	9	9		9	
Comptes et emprunts à terme	19 292 668	19 292 668		19 292 668	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	114 099	114 099		114 099	
Dettes envers la clientèle	10 081 132	10 081 132		9 943 004	138 128
Comptes ordinaires créditeurs	8 654 926	8 654 926		8 654 926	
Comptes d'épargne à régime spécial	138 128	138 128			138 128
Autres dettes envers la clientèle	1 288 078	1 288 078		1 288 078	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	759 682	759 682	157 299	602 383	
Dettes subordonnées					
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	30 247 590	30 247 590	157 299	29 952 163	138 128

	Valeur au bilan au 31/12/2020	Juste valeur au 31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	19 457 995	19 457 995		19 457 995	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	81 725	81 725		81 725	
Comptes et emprunts à terme	18 638 007	18 638 007		18 638 007	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	738 263	738 263		738 263	
Dettes envers la clientèle	9 995 377	9 995 377		9 866 316	129 061
Comptes ordinaires créditeurs	8 495 557	8 495 557		8 495 557	
Comptes d'épargne à régime spécial	129 061	129 061			129 061
Autres dettes envers la clientèle	1 370 759	1 370 759		1 370 759	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	337 591	337 590	160 339	177 251	
Dettes subordonnées	535	535		535	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	29 791 498	29 791 497	160 339	29 502 097	129 061

9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	13 421	270	13 151	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	13 421	270	13 151	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	327 228	120 566	51 409	155 253
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	33 023	965	32 058	
Actions et autres titres à revenu variable	1 158	965	193	
Titres de participation non consolidés	31 865		31 865	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	294 205	119 601	19 351	155 253
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	294 205	119 601	19 351	155 253
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 658	3 064	3	6 591
OPCVM	284 547	116 537	19 348	148 662
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 412 637	55 449	2 212 188	145 000
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 212 188		2 212 188	
Actions et autres titres à revenu variable	7 883		7 883	
Titres de participation non consolidés	2 204 305		2 204 305	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	200 449	55 449		145 000
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	200 449	55 449		145 000
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	200 449	55 449		145 000
Instruments dérivés de couverture	178 729		178 729	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	2 932 015	176 285	2 455 477	300 253
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX				

	31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	15 804	130	15 674	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	15 804	130	15 674	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	672 757	485 604	70 827	116 326
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	29 609	1 037	28 572	
Actions et autres titres à revenu variable	1 230	1 037	193	
Titres de participation non consolidés	28 379		28 379	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	643 148	484 567	42 255	116 326
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	643 148	484 567	42 255	116 326
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 151	3 086	14 974	6 091
OPCVM	618 997	481 481	27 281	110 235
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 209 189	80 204	2 128 985	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 053 985		2 053 985	
Actions et autres titres à revenu variable	7 883		7 883	
Titres de participation non consolidés	2 046 102		2 046 102	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	155 204	80 204	75 000	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	155 204	80 204	75 000	
Effets publics et valeurs assimilées	60 119	60 119		
Obligations et autres titres à revenu fixe	95 085	20 085	75 000	
Instruments dérivés de couverture	66 454		66 454	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	2 964 204	565 938	2 281 940	116 326
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				110 235
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX				110 235

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	14 423	74	14 349	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	14 423	74	14 349	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	190 713		190 713	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	205 136	74	205 062	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

	31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	19 128	555	18 573	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	19 128	555	18 573	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	451 349		451 349	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	470 477	555	469 922	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

Changements de modèles de valorisation

En application des critères de hiérarchie de juste valeur, en 2020 transfert du niveau 2 vers le niveau 3 de titres OPCVM pour un montant de 110 235 milliers d'euros.

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction									
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction					Instruments dérivés
						Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
(en milliers d'euros)											
Solde de clôture (31/12/2020)	116 326										
Gains /pertes de la période (1)	33 046										
Comptabilisés en résultat	33 046										
Comptabilisés en capitaux propres											
Achats de la période	150 881										
Ventes de la période											
Emissions de la période											
Dénouements de la période											
Reclassements de la période											
Variations liées au périmètre de la période											
Transferts											
Transferts vers niveau 3											
Transferts hors niveau 3											
Solde de clôture (30/06/2021)	300 253										

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																		
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI							Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option					
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres de dettes				Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	OPCVM	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes		
							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Titres de dettes							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes
(en milliers d'euros)																			
Solde de clôture (31/12/2020)								6 091		110 235									
Gains /pertes de la période (1)								57		32 989									
Comptabilisés en résultat								57		32 989									
Comptabilisés en capitaux propres																			
Achats de la période								443		5 438									
Ventes de la période																			
Emissions de la période																			
Dénouements de la période																			
Reclassements de la période																			
Variations liées au périmètre de la période																			
Transferts																			
Transferts vers niveau 3																			
Transferts hors niveau 3																			
Solde de clôture (30/06/2021)								6 591		148 662									

Tableau 3 sur 3

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	32 993
Comptabilisés en résultat	32 993
Comptabilisés en capitaux propres	

10. Périmètre de consolidation au 30 Juin 2021

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole Brie Picardie	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
						30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
Caisse Régionale Brie Picardie	Intégration globale		France		Mère	100%	100%	100%	100%
Caisses Locales Brie Picardie	Intégration globale		France		Mère	100%	100%	100%	100%
SAS Brie Picardie Expansion	Intégration globale		France		Filiales	100%	100%	100%	100%
Brie Picardie Croissance	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	99,999%	99,999%	99,999%	99,999%
FCT CAH 2017 compartiment CR887 Brie Picardie	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT CAH 2018 compartiment CR887 Brie Picardie	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT CAH 2019 compartiment CR887 Brie Picardie	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT CAH 2020 compartiment CR887 Brie Picardie	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%

Au 30 juin 2021, la Caisse Régionale Brie Picardie ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

11. Événements postérieurs au 30 juin 2021

La Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas constaté d'événements postérieurs à la clôture.

4. Rapport des commissaires aux comptes

mazars

61, Rue Henri Frenault
92400 Courbevoie



63, Rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
BRIE PICARDIE**

**Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information
financière semestrielle 2021**

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

Société coopérative à capital et personnel variables
500, rue Saint Fuscien 80000 AMIENS

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021

(Période du 1er janvier au 30 juin 2021)

Aux Sociétaires

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie
500, rue Saint Fuscien
80000 Amiens

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel

applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les commissaires aux comptes,

Mazars

A Courbevoie, le 10 septembre 2021.

Franck BOYER

PricewaterhouseCoopers Audit

A Neuilly-sur-Seine, le 10 septembre 2021

Jérôme-Eric GRAS

5. Attestation du responsable de l'information financière

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Amiens, le 27 juillet 2021

Le Directeur Général
Guillaume ROUSSEAU

6. Glossaire

Indicateurs Alternatifs de Performance

Indicateur	Définition
Charges de fonctionnement nettes	Les Charges de fonctionnement nettes correspondent à la somme des postes « Charges générales d'exploitation » et « Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles » des états financiers.
Coefficient d'exploitation	Le Coefficient d'exploitation correspond au rapport entre les Charges de fonctionnement nettes (numérateur) et le Produit Net Bancaire (dénominateur).
Return On Assets (ROA)	Le ROA correspond au rapport entre le résultat net (numérateur) et le total bilan (dénominateur).
Return On Equity (ROE)	Le ROE correspond au rapport entre le résultat net (numérateur) et les capitaux propres hors FRBG et résultat de l'exercice (dénominateur).
Actif net par titre	L'actif net par titre correspond au rapport entre : <ul style="list-style-type: none"> • les capitaux propres hors FRBG et résultat de l'exercice (numérateur), (cf. bilan passif des comptes individuels), • et le nombre de titres composant le capital social (capital, CCI et CCA) (dénominateur).



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est 500 rue Saint-Fuscien 80095 AMIENS CEDEX 3

487 625 436 RCS AMIENS - Société de courtage d'assurances immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 022 607